

# LES CAHIERS DE L'INSTITUT

## Histoire de notre solidarité internationale



|   |         |
|---|---------|
| 1810-1873 - Avant-propos Thierry Roy  | page 3  |
| 1864-1895 - L'internationalisme s'éveille et se structure                                 | page 5  |
| 1892-2006 - La longue marche du syndicalisme international                                | page 8  |
| 1948/ 1987 - L'Internationalisme au service de la paix                                    | page 30 |
| 1942-1968 - L'aspiration à l'unité des travailleurs du monde                              | page 32 |
| 1830-1979 - La lutte contre le colonialisme   | page 36 |
| 1889-2003 - Le 1 <sup>er</sup> mai, journée de solidarité internationale des travailleurs | page 44 |
| 1923-2015 - Du Secours rouge international au Secours populaire                           | page 49 |
| 1903-2014 - L'Orphelinat Syndical   | page 52 |
| Morceaux choisis « Il pleut sur l'exposition coloniale »                                  | page 55 |
| Dans un prochain numéro « Aux quatre coins du monde »                                     | page 55 |

**Rédaction :** Ihs Cgt Cheminots

**Ont participé à la rédaction de ce n° :** Patrick Chamaret, Lucien Lecanu, Caroline Chalier, Thierry Roy

**Coordination :** Adèle Di Muccio

**Conception et Impression :** Rivet Presse Edition - Limoges

IHS CGT des cheminots 263, rue de Paris – Case 546 – 93515 Montreuil Cedex – Tél : 01 55 82 84 40

Ihs@cheminotcgt.fr – www.Ihs.cheminotcgt

Les cahiers de l'Institut – ISSN : 2101-37211





*L'internationalisme fait partie de nos gènes, il se vit et se concrétise dans le quotidien tant sur le plan local, qu'europpéen et mondial, pour l'émancipation sociale des salariés, pour la solidarité entre eux et pour la paix.*

*Ce triptyque indissociable s'est forgé avec le temps et il en a fait la marque de notre action, de notre force et de notre histoire.*

Comme une lapalissade... nous pouvons dire que cette histoire solidaire cheminote commence dans les années 1820 quand apparaissent les premiers chemins de fer et ses premiers employés, tout d'abord ceux qui construisent les voies, les machines puis ceux qui exploitent, conduisent, réparent... ils seront 300 000 en 1892.<sup>1</sup>

### Rappelons rapidement, pour planter le décor !

Nous étions sous l'emprise de la loi Le Chapelier du 17 juin 1791 et du Code Pénal de 1810. Cette loi prohibait toute association professionnelle entre gens du même métier. Les employés de chemins de fer étaient donc dans la même situation que les ouvriers des autres métiers et toute action collective tendant à influencer sur les conditions du travail leur était refusée.

« Les citoyens d'un même état ou profession, » disait l'article 2, « ne pourront, lorsqu'ils se trouveront ensemble, ni nommer président, secrétaire, syndic, ni prendre des arrêtés et des délibérations, ni former des règlements sur leurs prétendus intérêts communs ».

L'art. 4 prononçait « une amende de 500 livres et la suspension pendant un an de la qualité de citoyen contre les auteurs, chefs et instigateurs des assemblées ».

L'art. 6 « frappait de trois mois de prison les menaces contre les ouvriers ou les patrons ».



Barricade rue de Soufflot, à Paris, le 25 juin 1848, peinture d'Horace Vernet, Musée historique allemand, Berlin, 1991/33.

Néanmoins, des employés des chemins de fer participent à la révolution de 1848, au cours de ses deux mois et quelques jours d'existence, et laissent leur empreinte sur le mouvement.

Charles, Michel MARCHE (dit Marche jeune)<sup>1</sup> tourneur, à l'atelier central du chemin de fer du Nord à la Chapelle, se retrouve porte-parole, réclame et obtient du gouvernement provisoire, le décret du 25 février 1848 sur l'organisation du travail.

En mai, le drapeau d'une Association des Travailleurs du Chemin de fer émerge entre les drapeaux des autres corporations<sup>2</sup> et les premières grèves de cheminots se déclarent autour des gares parisiennes et des établissements annexes. Les auteurs de ces mouvements de révolte sont durement sanctionnés (licenciements massifs et réembauche d'éléments « obéissants » par les compagnies)<sup>4</sup>.

Le Gouvernement provisoire est contraint à des concessions sociales importantes qui leurs sont imposées par l'action déployée des employés et ouvriers des chemins de fer,<sup>5</sup> mais les cheminots en paieront le prix fort en répression... !

Les seuls groupements alors autorisés sont les associations à caractères mutualistes et solidaires sur la base de la profession et de catégories qui se sont créées parmi le milieu ferroviaire qui vont souvent déborder les frontières officielles de leur périmètre et passer le cap d'une organisation combattante malgré les surveillances et répressions.<sup>6</sup>

1. *Le Réveil des travailleurs de la voie ferrée*, n° 1, 25 mars 1892.

2. Le Maitron, dictionnaire biographique du mouvement ouvrier, biographie de CM Marche par Alain Rustenholz.

3. Nicole Paruto, les cheminots on s'en fait toute une histoire, 1823-1918, octobre 2009 p. 37.

4. Le Maitron, dictionnaire biographique cheminot du mouvement ouvrier, chronologie.

5. Joseph Jacquet, Les cheminots dans l'histoire sociale, p. 22, 1969, éditions sociales.

6. Nicole Paruto, les cheminots on s'en fait toute une histoire, 1823-1918, octobre 2009 p. 8.

Malgré les interdictions, le mouvement ouvrier commence à exister et des grèves se déroulent dans les années 1860 et en 1864 est gagnée la loi sur la reconnaissance du syndicat, le délit de coalition est supprimé par la loi qui ne reconnaît que les coalitions momentanées, on n'en est pas encore au droit de réunion et d'association.<sup>7</sup>

Les ouvriers des chemins de fer ne sont pas organisés en tant que groupe dans l'AIT (association internationale des travailleurs), mais des cheminots adhèrent à l'Internationale comme à Bordeaux. La préfecture se plaint en 1873 du sous-chef de dépôt du chemin de fer du Midi membre de l'AIT, qui « *exercerait une certaine influence parmi les ouvriers très nombreux et déjà très avancés eux-mêmes* ». La seule tentative d'action commune de l'AIT en milieu ferroviaire est la grève de près de 500 travailleurs à Rennes, aux ateliers de la Compagnie de l'Ouest.

Dans ce double numéro de nos cahiers, nous vous proposons de mesurer le chemin parcouru, avec ses joies et ses douleurs, de cette aventure humaine que constitue notre histoire sociale et des perspectives qu'elle éclaire pour ceux qui en écrivent aujourd'hui et écriront demain de nouvelles pages.

LA SOLIDARITE EST LA PLUS BELLE DES VERTUS OUVRIERES!



Dessin signé Flo paru dans La Tribune des cheminots, n° 575, 26 décembre 1938. Coll. IHS-CGT cheminots.

7. Loi Waldeck Rousseau du 21 mars 1884.

Thierry Roy Président de l'IHS

# L'internationalisme s'éveille et se structure

*Apparaîtra assez vite la nécessité de construire des structures syndicales pour impulser, organiser et développer la solidarité ouvrière qu'elle soit nationale ou internationale.*



Siège du conseil général 1868/1872, Les cahiers de l'institut CGT d'histoire sociale N° 125, p. 8.

Au niveau national, de multiples associations mutualistes et de protection ont vu le jour, tolérées et qui contournent ainsi l'interdiction syndicale et se concentrent sur la solidarité nationale au plus démunis et victimes du travail et à leurs familles.

Au niveau international, des balbutiements sont initiés, notamment lors des événements révolutionnaires de 1848, mais ce sera **le 28 septembre 1864** à Londres « *la rencontre entre le milieu de la prescription politique, le trade-unionisme anglais et le mutuellisme français, l'Association internationale des travailleurs a été un puissant adjuvant dans le développement du mouvement ouvrier européen et en particulier français* »<sup>8</sup>. Il s'ensuit la formation de l'Association internationale des travailleurs (AIT), qui sera plus tard connue sous le nom de Ière Internationale.<sup>9</sup>

Dans tous les domaines (arts et lettres, diplomatie et défense, libre circulation des hommes et des marchandises, monnaie...), l'Europe géographique atteint au début des années 1860, un certain niveau de développement et d'intégration avec la révolution industrielle. Le syndicalisme naissant peut s'appuyer sur l'expérience anglaise acquise depuis 40 ans, rassemblant surtout des compagnons qui appartiennent aux métiers traditionnels et possèdent un bon niveau d'instruction : imprimerie, bâtiment, confection, etc.<sup>10</sup>

Le syndicalisme acquiert une dimension internationale avec l'Association Internationale des Travailleurs, ou première Internationale ouvrière qui se donne pour objectif de coordonner les luttes syndicales et populaires de tous les pays. Elle comprend un comité central et des sections nationales.

Dès 1867, la 1<sup>re</sup> Association Internationale du Travail décide d'adhérer au congrès de la Paix qui se réunira à Genève « *pour participer à tout ce qu'il pourrait entreprendre pour réaliser l'abolition des armées permanentes et le maintien de la paix* ». La guerre est d'abord rejetée parce qu'elle frappe en premier lieu la classe laborieuse, en la privant de moyens d'existence ou en lui faisant verser son sang. Les causes des conflits sont à rechercher dans les déséquilibres économiques, et pour supprimer



Premier congrès de l'Association internationale des travailleurs en 1866 à Genève, © Édouard (senior) de Jongh. Source : Bibliothèque de Genève.

la guerre, il faut revoir l'organisation sociale dans le sens d'une répartition plus équitable de la production. L'année suivante, au congrès de Bruxelles, les délégués, reprenant l'argumentation ancienne, la complètent à leur tour et recommandent comme moyen d'action aux travailleurs de cesser le travail dans le cas où une guerre viendrait à éclater dans leurs pays respectifs. On le voit, une grande partie du credo du mouvement ouvrier contre la guerre est déjà fixée.

La guerre de 1870 interrompt ce mouvement, au moins en France, sous le double effet de la défaite contre la Prusse, l'occupation partielle du territoire, les 72 jours de la Commune de Paris puis par la suite, la répression féroce et d'autres villes qui s'y étaient inscrites. Plus de 150<sup>11</sup> employés des chemins de fer, des plus actifs seront jugés par les tribunaux militaires, sanctionnés et envoyés au bagne notamment en Nouvelle Calédonie et autres lieux de détention<sup>12</sup>.

Des dissensions politiques entre les courants et les hommes de caractère qui composent l'AIT, conduiront à une scission et une extinction, mais sèmeront des expériences et des idées qui animeront fortement les structures syndicales et politiques qui naîtront.

8. Jérôme Beauvisage, Les cahiers de l'institut CGT d'histoire sociale n° 125/mars 2013.

9. Intellectuel allemand, réfugié à Londres depuis l'échec des révolutions de 1848, qui rédige les statuts de l'Association internationale des travailleurs. Il s'appelle Karl Marx. Il a 46 ans. Karl Marx vit à Londres dans des conditions matérielles précaires et publie des ouvrages théoriques d'un abord difficile. En 1864, il est surtout connu des syndicalistes et des socialistes par un opuscule qu'il a publié en 1848 avec son riche ami Friedrich Engels : Le Manifeste du Parti communiste (son œuvre principale, Das Kapital, paraîtra trois ans plus tard, en 1867).

10. Hérodote le média de l'histoire

11. Recensés dans le Maitron, dictionnaire biographique du mouvement ouvrier.

12. Affiches ihs Cgt lors du 150<sup>e</sup> anniversaire de la commune.

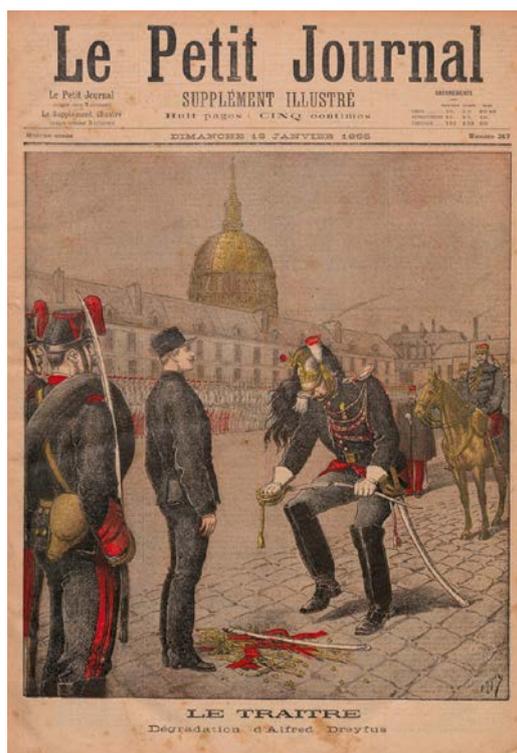


Invasion, Le siège, la Commune, 1870-1871. D'après des peintures, gravures, photographies, sculptures, médailles autographes, objets du temps - Armand Dayot. Coll. BnF.

L'Internationale a imprégné dans la conscience des prolétaires la conviction que la libération du travail du joug du capital ne pouvait être limitée aux frontières d'un seul pays, mais que c'était, au contraire, une question qui les concernait tous.

Pareillement, grâce à l'Internationale, les ouvriers ont compris que leur émancipation ne pouvait être conquise que par eux-mêmes, par leur capacité à s'organiser, et qu'elle ne pouvait être déléguée à d'autres. Enfin, l'Internationale a répandu parmi les travailleurs la prise de conscience que leur esclavage n'allait cesser qu'avec le dépassement du mode de production capitaliste et du travail salarié, puisque les améliorations au sein du système en vigueur, qu'il fallait tout de même poursuivre, n'allaient pas changer leur dépendance économique des oligarchies patronales.<sup>13</sup>

La loi de 1884 sur la liberté syndicale<sup>14</sup> légifèrera en fait



Le Petit journal. Supplément du dimanche, 13 janvier 1895. Coll. gallica.bnf.fr / BnF.

sur une liberté déjà prise, comme le remarquera Clémentaire ultérieurement, car encouragées par l'Association internationale des travailleurs, les chambres syndicales se sont multipliées en France. Cette loi met donc fin à cette situation : « *Les syndicats ou associations professionnelles [...] pourront se constituer librement sans l'autorisation du Gouvernement.* » (Article 2).

De leur côté, avec des moyens à l'appui, les compagnies ferroviaires s'internationalisent et mettent en place en 1885, l'Association internationale du Congrès des Chemins de fer (AICCF)<sup>15</sup> avec les représentants des gouvernements et réseaux des pays les plus avancés en matière ferroviaire afin de définir une orientation des techniques futures, des emplois et des organisations du travail... À la lumière des politiques mises en place par les uns et les autres.<sup>16</sup> Une solidarité patronale en quelque sorte, pour une exploitation convergente des employés des chemins de fer.

Pourtant, vers 1889, le climat change, l'épisode sans lendemain du boulangisme<sup>17</sup> a fait prendre conscience à la gauche du danger tant du militarisme et du patriotisme, alors que les monarchistes en appellent au coup d'État. Des voix s'élèvent, y compris dans le mouvement social, contre les débordements chauvins qui se manifestent notamment lors de l'Affaire Dreyfus.<sup>18</sup>

En Août 1890, la chambre syndicale des employés des chemins de fer tient son premier congrès du 24 au 26 avril. Elle rassemble 33 sections sur les 44 existantes ainsi les employés et ouvriers de toutes catégories et toutes compagnies confondues pourront se regrouper, fondus en un seul Corps. Élabore un programme revendicatif sur la réglementation et la durée du travail, les retraites, la nationalisation des chemins de fer... Elle se dotera d'un journal « Le Réveil des travailleurs de la voie ferrée », le n° 1 paraît le 25 mars 1892.

La III<sup>e</sup> République, qui a déjà vingt-quatre ans en 1894, affronte crises politiques (le boulangisme, l'affaire Dreyfus, le scandale du canal de Panama...) et les instabilités gouvernementales et présidentielles, auxquelles s'ajoute le traumatisme de l'annexion de l'Alsace et de la Moselle par l'Allemagne (1871) qui alimente les nationalismes les plus extrêmes.

13. La première internationale et son histoire Marcello Musto, 2014, Ed. la pensée.

14. Sur la liberté d'association en 1901.

15. Créé le 13 décembre 1884, la Commission internationale du Congrès des chemins de fer. Reconstitué en septembre 1919 puis de nouveau en novembre 1939. A cessé d'exister en janvier 2005.

16. L'UIC sera créée à Paris le 17 octobre 1922 en tant qu'administration ferroviaire permanente axée sur le trafic international pour la normalisation et l'amélioration des conditions de construction et d'exploitation des chemins de fer.

17. Un programme en trois mots : « *Dissolution, Révision, Constituante* » Le boulangisme, un populisme protestataire Michel Winock Dans Après-demain 2017/3 (N° 43, NF), p. 34- 36.

18. Jeannine Marest, Cgt et la paix, jalons historiques, cahiers ihs national, mars 2022.



Le Réveil des travailleurs de la voie ferrée, n° 1, 25 mars 1892. Coll. IHS-CGT cheminots, 1C.

En effet, le nationalisme et l'antisémitisme évoluent de manière virulente et sont attisés par une presse influente, libre d'alimenter et de diffuser ces deux verrous.

Puis avril 1895, la chambre syndicale des travailleurs de la voie ferrée évolue et se donne une nouvelle dimension en se transformant en Syndicat national des chemins de fer qui rallie la CGT dès sa création au congrès constitutif de Limoges en septembre 1895.

Projet unitaire des fédérations de syndicats, des chambres syndicales, des bourses de travail, et la corporation fournit même son premier secrétaire général à la nouvelle confédération générale du Travail en la personne d'Absalon Auguste Lagailse (décembre 1895/octobre 1898) des chemins de fer de l'Etat.

La solidarité dépasse le cadre du métier et franchit celui de l'interprofessionnel, devient ouvrière et affiche sa classe sociale.



Coll. privée.

# La longue marche du syndicalisme international



La Tribune de la voie ferrée, n° 1, 7 mars 1898. Coll. IHS-CGT cheminots, 2 C.

Dès la parution du premier numéro de son journal, en 25 mars 1892, la Chambre syndicale des ouvriers et employés des chemins de fer (l'ancêtre du syndicat national puis de la fd des Cheminots) offre sur une page complète, une rubrique intitulée « la revue internationale ouvrière » à partir des liaisons syndicales naissantes sur les situations et l'actualité des cheminots au plan international, ouvrant ainsi l'information et donc la connaissance de situations et vécus communs entre les cheminots du monde, ainsi que la connaissance de leurs revendications propres et nourrissant leurs convergences. C'est ainsi que sont publiées des informations sur l'Angleterre, l'Italie, la Suisse, la Hollande, la République d'Argentine, les Etats-Unis, l'Australie...

Sous l'impulsion de la Chambre Syndicale est créé un Comité international d'études des intérêts économiques des travailleurs des chemins de fer. Il tient son premier congrès annuel en 1893 à Zurich, puis à Paris en octobre 1894, à Milan en août 1895... en 1896 des difficultés organisationnelles annulent la tenue notamment face à la répression syndicale dans certains pays.

Dès son premier congrès, il prend la décision d'une publication trimestrielle d'un bulletin détaillé sur la situation des employés de chemins de fer dans les différents pays.

Un programme revendicatif y précise les revendications notamment :

- salariales comme « la fixation d'un minimum de salaire basé sur le coût de la vie dans les différents pays », établi par les organisations adhérentes,
- mais aussi des orientations politiques par « la nécessité de la socialisation de tous les moyens de production, pour que l'émancipation de tous les travailleurs puisse être réalisée, attendu que les sociétés appartenant à des grands capitalistes ne sauraient avoir d'autre but que de favoriser monopole de l'industrie des transports et l'exploitation des travailleurs de la voie ferrée au détriment aussi de l'intérêt général ».

Au plan professionnel est exprimé « le vœu que les législations de tous les pays prévoient la création d'inspecteurs nommés par le personnel et chargés de surveiller l'exécution des prescriptions édictés par les autorités ».

Des liens d'activités et de soutiens se manifestent notamment lors des congrès nationaux du syndicat national Fondée en 1896 à Londres sous le patronyme de Fédération internationale des ouvriers maritimes, des ouvriers de port et des ouvriers fluviaux, puis par décision de la conférence internationale de 1898 renommée en « Fédération internationale des ouvriers du transport (ITF), qui élargira son champ d'activité initial en s'ouvrant en 1906 aux cheminots et au personnel de tramway.

### Union des Employés de Chemins de fer d'Allemagne (Hambourg).

Nous avons reçu la lettre suivante :  
Chers frères,  
Au nom des collègues allemands, je vous envoie, collègues français, un sincère salut.  
Les employés de chemins de fer allemands commencent à être d'avis que les frontières des pays ne peuvent et ne doivent être un obstacle à la sympathie commune de tous les prolétaires.  
Notre mouvement a pour origine le Comité des travailleurs du port de Hambourg. Il s'étend déjà à toute l'Allemagne.  
Nous avons à vaincre des difficultés énormes; n'importe, notre œuvre réussira. Les administrations des chemins de fer allemands nous sont hostiles, elles nous persécutent; quand même, nous ne faiblirons pas, nous accomplirons notre devoir, tout notre devoir.  
Vive la solidarité internationale!  
Cette lettre vient à l'appui de la thèse que nous soutenons plus haut.  
Nous invitons les camarades à aider les marins et ouvriers des ports dans leurs projets de formation d'un groupe syndical. Ils voient qu'en Allemagne, ce sont précisément les mêmes services qu'ont rendus aux cheminots les marins et dockers de ce pays.  
Que les camarades n'hésitent donc point à rendre ici, aux marins et ouvriers des ports, le service qu'en Allemagne les collègues de ceux-ci rendirent aux cheminots.

Extrait du Réveil des travailleurs de la voie ferrée, n° 237, 24 mai 1897. Coll. IHS CGT cheminots, 1 C.



Le Réveil des travailleurs de la voie ferrée, supplément au n° 23, 25 février 1893. Coll. IHS-CGT cheminots, 1 C.

idée prise au début du siècle et créé par les délégués des sections locales lors de la tenue du Congrès de 1904.<sup>19 20</sup>

**Le comité international d'études de son côté, déjà en mal de fonctionnement, va se dissoudre en 1906** et ses membres dont le syndicat national, rejoignent alors l'ITF lors du 5<sup>e</sup> Congrès international des travailleurs des transports de Milan. Le syndicat national des travailleurs des chemins de fer de France et des colonies va ainsi contribuer à l'ordre du jour de ce Congrès, sur la tactique dans la lutte sociale, en cas de grèves et de lock pour les travailleurs des chemins de fer; les moyens à la disposition de la Fédération pour prévenir une guerre; l'organisation de secours aux ouvriers étrangers ayant quitté leur pays; enfin de nombreuses questions d'ordre intérieur, et concernant le journal international, la commission de contrôle, la nomination du président, les cotisations...

Hambourg le 4 mai 1909

*Le conseil général de la Fédération envoie au 20<sup>e</sup> Congrès national, ses salutations syndicales, nous suivons le développement du Syndicat national avec grande satisfaction et sommes fiers de la tactique méthodique et bien réfléchie des travailleurs des chemins de fer français.*

*Espérons que le Congrès fortifiera encore mieux cette tactique.*

*Vive la solidarité internationale !*

HERMAN JOCHADE,<sup>21</sup>

Secrétaire de la fédération internationale des transports<sup>22</sup>

La Tribune de la voie ferrée, n° 562, 9 mai 1909 ([cheminotcgt.fr](http://cheminotcgt.fr))

Puis le Syndicat national apportera toute autant des contributions importantes et constructives, que parfois critiques à l'activité et au programme d'action de l'organisation internationale. Mais assez rapidement, le contexte international va s'emballer, glissant rapidement en France vers l'union nationale et la première guerre mondiale. Après son congrès de Londres en 1913, la fédération internationale vivra, survivra « en veille d'activité ».<sup>23</sup>

En France, Le congrès du Syndicat National, tenu à Paris en avril 1914, se rapproche des diverses organisations de cheminots existantes<sup>24</sup>, pour leur proposer la fusion dans une Fédération Unique<sup>25</sup>, pensant aussi maintenir sa majorité face à la montée du courant révolutionnaire. Les événements retarderont cette échéance...

Le déclenchement le 28 juillet 1914 de la guerre, premier conflit mondial de tous les temps, oppose trente-deux nations, sur un champ de bataille couvrant trois continents et toutes les mers du globe. Elle s'éternisera plus de quatre années, faisant 18 millions de morts civils et militaires. Elle marquera très violemment les débuts du XX<sup>e</sup> siècle, ses causes sont autant politiques qu'économiques.<sup>26</sup> Pendant la guerre, les luttes revendicatives sont difficiles vu le contexte de la période et portent plus particulièrement sur le relèvement des salaires, en premier lieu, pour l'obtention d'une indemnité, dite de « Vie Chère »; ensuite pour son incorporation dans le salaire.

Sur le plan international, les Conférences de Zimmerwald (Suisse), septembre 1915 initiée par Lénine, puis celle de Kienthal (Suisse) en mai 1916 lancent le mouvement d'opposition à la guerre. Bientôt, cette lutte revendicative, par son ampleur, par l'élévation progressif de son niveau politique, s'orienta en France notamment, grâce à l'activité des militants syndicalistes révolutionnaires, à la lutte de masse contre la guerre impérialiste et pour la paix immédiate sans condition.<sup>27</sup>

27-28 janvier 1917 : Naissance de la Fédération Nationale des travailleurs des chemins de fer de France, des Colonies et des pays de Protectorat. Précédemment secrétaire général du syndicat national, Marcel Bidegaray est élu secrétaire général de la fédération.

Né le 13 septembre 1875 à Bayonne (Basses-Pyrénées, Pyrénées-Atlantiques), mort le 20 décembre 1944 à Bidache (Basses-Pyrénées).

Chauffeur puis mécanicien. Secrétaire général du Syndicat national des chemins de fer, à partir de 1909, puis de la Fédération nationale des travailleurs des Chemins de fer de France des colonies et pays de protectorat, fondée le 28 janvier 1917 grâce à la fusion du syndicat national avec la Fédération autonome des mécaniciens et chauffeurs, l'association professionnelle des agents de train, l'association générale du personnel des chemins de fer du PLM.

Les premiers pas de la Fédération sont marqués par des oppositions ouvertes, de plus en plus vives entre deux courants nés de l'attitude prise face à la guerre. Les dirigeants majoritaires se rangèrent parmi les tenants de l'Union sacrée, c'est-à-dire du soutien à la guerre, plus exactement à l'effort de guerre, aux côtés du pouvoir politique et économique. Une opposition s'affirma à la fin du conflit, regroupant diverses tendances : la tendance anarchiste qui



Marcel Bidegaray au congrès de la CGT à Orléans en 1920, photographie de presse © Agence Meurisse. Coll. gallica.bnf.fr / BnF.

19. Joseph Jacquet, les cheminots dans l'histoire sociale, 1969, éditions sociales; Deux autres orphelinats existent déjà dans la corporation : l'Orphelinat des Chemins de fer fondé en juillet 1891 par l'Union Lanoir deviendra l'Orphelinat Flamand, et l'Orphelinat Fraternel fondé en 1896.

20. Voir le chapitre spécifique dans ce cahier.

21. Hermann Jochade (7 juillet 1876 – septembre 1939) était un dirigeant syndical allemand assassiné par les nazis.

22. La Tribune de la voie ferrée, n° 562, 9 mai 1909

23. L'Internationale des transports est reconstituée les 29 et 30 avril 1919.

24. Avant-guerre, il existait plusieurs organisations de service d'un caractère très corporatif; c'étaient : La Fédération des Mécaniciens Chauffeurs, la Fédération des Agents des Trains, l'Amicale du Personnel de la Voie et le Syndicat National des Chemins de Fer qui était adhérent à la C.G.T.

25. Par suite des difficultés créées par la guerre c'est seulement trois ans après, en janvier 1917, que s'opéra la fusion dans une Fédération Unique des Cheminots.

26. Le continent Européen sera durablement affaibli et sèmera même les germes du conflit mondial suivant.

27. Pierre SEMARD, Histoire de la Fédération des cheminots, Edité en 1934 par la fédération, préfacée par Lucien Midol.



Premier numéro de la Tribune des cheminots, mars 1917. Coll. IHS CGT cheminots, 4 C 1.

existait sous plusieurs formes et ceux qui regardaient avec envie l'espérance qui s'était levée en Russie.

**En France, l'action des Cheminots se développe au cours des années 1917 et 1918<sup>28</sup>**, les luttes contre la vie chère ainsi que celle pour la journée de 8 heures furent particulièrement actives dans l'année 1918.<sup>29</sup>

C'est cette vigoureuse action revendicative des organisations syndicales unies et de la masse des cheminots portant l'effectif de 60 000 adhérents en 1917, à 140 000 en 1918,<sup>30</sup> Les luttes revendicatives se conjuguent avec la lutte contre la guerre Impérialiste.

**Au cours de l'année 1918, la lutte contre la guerre prit une place très importante et plus vigoureuse dans l'action syndicale des cheminots et les ouvriers métallurgistes notamment contre la politique d'Union Sacrée.**

**La CGT qui ne représentait encore qu'une « minorité agissante » devient en 1919 un syndicat de masse avec plus d'un million et demi d'adhérents recrutés principalement chez les cheminots, les métallurgistes, les mineurs, les travailleurs du bâtiment et du textile.** Cette puissante CGT n'est plus celle d'avant 1914. Sa direction, toujours animée par Léon Jouhaux, a fait l'expérience d'un dialogue avec le pouvoir. Conseiller du gouvernement, Jouhaux a pu obtenir certains avantages pour une partie des salariés. La direction fédérale souhaite poursuivre l'expérience. Cette démarche réformiste en rupture totale avec le syndicalisme révolutionnaire pratiqué au début du siècle, selon lequel les travailleurs s'émanciperaient par la grève générale, est vivement contestée par la minorité révolutionnaire, tenants de la tradition d'avant 1914 et partisans de la Révolution bolchévique.

**L'essor des luttes revendicatives et la montée d'opposition dans la CGT entre les courants traversent le mouvement syndical.** Divergences idéologiques et stratégiques pour atteindre le socialisme par transformation pour les uns, par la

révolution pour les autres, se traduisent par des revendications, des démarches programmatiques ou de luttes sociales différentes.

En 1920, plusieurs « vagues de grèves » se succèdent, très fortement réprimées (arrestations, 18 000 révocations). Cet échec nourrira les débats entre révolutionnaires et réformistes, qui se scinderont définitivement en janvier 1922 entre CGT et CGT Unifiée.

Quant à l'affiliation internationale chacune des fédérations de cheminots a son affiliation. La première reste dans la fédération syndicale internationale dit aussi l'Internationale d'Amsterdam, la seconde s'affilia à l'Internationale syndicale rouge de Moscou.

## Période de scission de la CGT de 1921 à 1936<sup>31</sup>

**Cette période est caractérisée par des positionnements différents en matière d'engagements internationaux.**

Bien que Léon Jouhaux<sup>32</sup> ait exprimé son désaccord avec le Traité de Versailles, signé le 22 juin 1919, la CGT confédérée accepte l'ordre du monde organisé par les signataires du traité au lendemain de la Première guerre mondiale. Elle calque son programme économique sur celui des deux institutions nouvellement créées : Organisation Internationale du Travail (OIT)<sup>33</sup> et la Société Des Nations (SDN)<sup>34</sup>.

## L'occupation militaire les deux grands bassins industriels de la Ruhr et de la Sarre

Alors que les Etats-Unis présentaient à la France la facture de sa participation à la guerre, la France elle, demandait le paiement en nature par l'Allemagne des réparations de guerre équivalent à 3 années de production.

Ces conditions d'indemnisation imposées ne seront pas sans répercussion pour les travailleurs allemands et la demande d'un moratoire pour les réexaminer et notamment une baisse des livraisons de houille à « titre de dommages de guerre ».

Raymond POINCARE, Président du Conseil des Ministres, en dépit du vote de la Grande Bretagne, répond en prenant la décision d'occuper militairement les deux grands bassins industriels que sont la Ruhr et la Sarre.

Au-delà des déclarations, la CGT confédérée se montre bien timide pour exprimer son désaccord avec cette occupation.

28. Cette indemnité de vie chère passa de 4,30 en 1916 à 1080 en 1917 et 1800 en 1918. Le salaire de base s'éleva lui-même de 1 200 à 1 500 puis à 1 700, pour atteindre 2 400 vers la fin de la guerre.

29. Son obtention en avril 1919.

30. 200 000 en 1919, pour atteindre 350 000 en 1920.

31. Voir les cahiers de l'ihS N° 78 et 79 /2° et 3° trim. 2023.

32. Secrétaire Général de la CGT de 1909 à 1940.

33. Organisme créé en 1919.

34. La SDN était une organisation internationale introduite par le traité de Versailles en 1919, et dissoute en 1946.

Lors de leur congrès en janvier 1923, Léon Jouhaux dénonce cette « politique stupide » mais se garde bien d'évoquer la décision de la FSI, à laquelle il avait participé et avait donné son accord, d'appeler à la grève générale en cas d'intervention des troupes françaises en Allemagne.

À l'opposé, la CGT Unitaire dénonce et combat ce nouvel ordre bourgeois et hostile à la révolution russe.

La CGTU est à l'initiative de la création d'un comité d'action contre l'impérialisme et la guerre, et de la tenue d'une conférence internationale qui se tiendra à Essen le 7 janvier 1923.



Sabotage allemand à Trèves [pendant l'occupation française de la Ruhr, février 1923], photographie de presse, © Agence Rol. Coll. gallica.bnf.fr / BnF.

Elle donne lieu à un appel à la solidarité de tous les pays. La CGTU s'oppose à l'envoi de cheminots français pour remplacer leurs collègues allemands.

La répression va s'abattre sur tous ceux qui se sont opposés à la politique du gouvernement français.

Le siège de la CGTU sera perquisitionné. Pierre SEMARD, secrétaire général de la CGTU des cheminots, ainsi que Gaston Monmousseau, secrétaire général de la CGTU, seront arrêtés et traduits en justice.

Ils seront condamnés à 4 mois de prison pour « complot contre la sécurité de l'État ».

Sous la pression internationale et notamment des États-Unis, la France et la Belgique retireront leurs troupes du bassin de la Ruhr en juillet et août 1925 et de la Sarre en 1930.

### **Cette opposition à la guerre et à l'impérialisme se manifeste de nouveau en 1925 pour protester contre l'intervention d'un corps expéditionnaire franco-espagnol au Maroc**

Forte de 250 000 hommes commandée par PETAÏN et FRANCO, dotée d'un armement moderne, cette armée se livre, pour la première fois, à des bombardements sur les populations civiles pour réprimer la révolte conduite par Abdelkrim dans le nord marocain.

La CGTU se joint à un comité d'action contre la guerre

du RIF aux côtés du PCF, des jeunes communistes, de progressistes et d'intellectuels.

La SFIO ainsi que la CGT confédérée refusent de s'associer à cette initiative. L'appel de la CGTU à la grève générale le 12 octobre 1925 pour l'arrêt de cette guerre conduit à une répression féroce.

Gaston Monmousseau, Pierre SEMARD, ce dernier au titre de secrétaire général du Parti communiste, ainsi que plusieurs centaines de militants sont condamnés à des peines de prison fermes.

**En 1927, l'attention particulière que porte la CGTU aux questions internationales**, l'a conduite à animer une campagne de protestation pour s'opposer à l'exécution aux USA de Nicola SACCO et Bartolomeo VANZETTI anarchistes italiens immigrés.

La CGTU appelle à une grève le 7 août 1927 qui sera peu suivie.



Une du *Peuple*, 24 août 1927. Coll. gallica.bnf.fr / BnF.

### **Guerre d'Éthiopie 2 octobre 1935/ 9 mai 1936 Pour la paix contre le fascisme**

Doutant de l'application des sanctions infligées à l'Italie par la SDN à la suite de l'invasion de l'Éthiopie par les troupes de Mussolini, Pierre SEMARD s'adresse aux cheminots : « *Les cheminots peuvent très efficacement contribuer à l'application des sanctions en faisant le dépistage et la dénonciation des transports de matériels de guerre et produits prohibés à destination de l'Italie et de ses armées combattantes. C'est le moyen de faire appliquer véritablement ces sanctions car la décision de la SDN risque de ne pas être appliquée par nos gouvernements quand leur chef (Laval) met tout en œuvre pour retarder et saboter l'exécution de ces sanctions...* ».

Il appelle les directions syndicales de cheminots à s'associer aux manifestations pour la paix et à celles des gares frontières à se mettre en rapport avec les syndicats de dockers, douaniers, de marins de façon à agir ensemble contre tous transports de guerre destinés à l'agresseur italien.

Cette sensibilité de la CGTU et son engagement sur les questions internationales trouvent leurs réponses dans les relations étroites qu'elle entretient avec la culture communiste.

## La crise de 1929 La montée du nationalisme et du fascisme

Née en 1929 aux USA et en Allemagne, la crise économique touche la France à partir de 1931.

Elle se caractérise par une montée du chômage et les faillites de nombreux petits commerçants et artisans.

Aux effets de cette crise, s'ajoutent les multiples scandales qui éclaboussent une partie de la classe politique française et suscitent la colère des populations.

Cette colère est utilisée par l'extrême droite et les ligues fascistes pour remettre en cause les institutions de la République.

**Le 6 février 1934**, les partis d'extrême droite appellent à manifester à Paris. D'une extrême violence : 15 morts et quelques 1400 blessés, cette manifestation tourne à l'émeute. Elle avait pour objectif la prise du Palais Bourbon.

Point culminant à ce jour des actions de l'extrême droite, cette émeute suscite une vive riposte antifasciste.

En dépit du refus de la CGT confédérée et de la CFTC, d'agir tous ensemble pour signifier le refus des travailleurs au fascisme, la CGTU sous l'impulsion de Benoît Frachon contribue au succès des manifestations des 09 et 12 février auxquelles participeront plus de 5 millions de travailleurs.

## En dépit des obstacles, le courant unitaire s'amplifie

Les refus répétés aux propositions d'unité formulées par la fédération CGTU des cheminots, de même que les menaces d'exclusion de militants qui agiraient pour mettre en place des syndicats uniques ne parviendront pas à briser cette volonté unitaire.

Renouvelant ses appels à l'action unitaire pour s'opposer aux décrets-lois du Gouvernement portant sur les salaires et sur l'emploi, par une grève générale le 1<sup>er</sup> mai 1934, la Fédération CGTU des cheminots avec tous ses militants s'emploie à renforcer le front unique.

**Aussi, elle ouvre les portes à la fusion des syndicats unitaires et confédérés en syndicats uniques comme le souhaitent un grand nombre de cheminots qui jusqu'à présent se refusaient à agir ensemble et qui entendent désormais manifester en commun contre les décrets-lois.**

Cette entrée du mouvement ouvrier sur la scène politique va peser lourd dans les mois qui vont suivre.

L'union populaire antifasciste lie désormais les revendications des travailleurs à la défense de la démocratie.

Le 14 juillet 1935 se déroulent dans toute la France, des défilés auxquels participent côte à côte les responsables des partis de gauche et les directions des deux CGT.

### Le Front populaire est en marche.

Du 2 au 5 mars 1936 à Toulouse se déroule le congrès national de l'unité.



Extrait de *La Tribune des cheminots [unitaires]*, n° 396, 1<sup>er</sup> avril 1934. Coll. IHS-CGT cheminots, 4 C.

Dans une période où la misère s'accumule et le fascisme progresse en Europe la classe ouvrière se rassemble.

Ce rassemblement est facilité par l'action du Comité national de rassemblement populaire.

L'unité syndicale et politique va contribuer à la victoire du Front populaire aux élections législatives de mai 1936. Cette victoire ouvre la voie au large mouvement social qui va s'exprimer par des grèves dès juin pour la satisfaction des revendications des travailleurs.

## La réunification de la CGT et son implication dans le syndicalisme international



Congrès de réunification de la CGT, Toulouse, mars 1936. Léon Jouhaux est la troisième personne en partant de la droite. Coll. IHS-CGT cheminots, album 76.

Lors de la fusion CGT-CGTU, les questions afférentes au syndicalisme international ne constituent pas de points de blocage.

Pourtant, les conceptions de cette activité sont différentes. **Les ex-confédérés sont organisés sur le modèle des organisations gouvernementales** et de ce fait reproduisent leur fonctionnement diplomatique limitant l'activité syndicale à la discussion sur des sujets définis à l'avance mais éloignés bien souvent des préoccupations des travailleurs.

**Les ex-unitaires militent pour un rassemblement de l'ensemble des organisations syndicales démocratiques**, sans exclusive, et pour l'expression des solidarités concrètes.

La réunification intervenue en mars 1936 donne à la CGT une dimension nouvelle.

Fort de plusieurs millions d'adhérents, elle a permis des avancées sociales historiques en organisant le mouvement social de juin 1936.

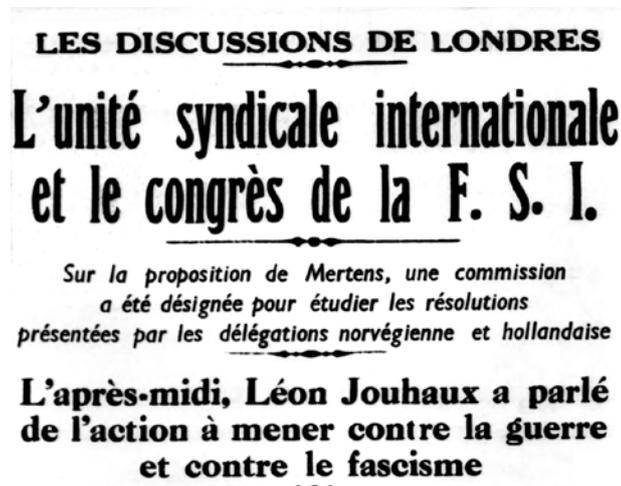
La perception positive de cette unification par l'ensemble du mouvement syndical démocratique lui confère des responsabilités que ses dirigeants entendent bien assumer.

Aussi les débats sur l'affiliation à une organisation syndicale internationale seront dépassionnés.

**La question de l'ISR à laquelle les unitaires étaient affiliés va disparaître en 1937** après la décision du Komintern de la dissoudre.

L'adhésion des ex-unitaires à la FSI est d'autant mieux acceptée que Léon JOUHAUX insiste sur la nécessité urgente d'une alliance avec les syndicats soviétiques pour faire front à la montée du nazisme et du fascisme en Europe.

### **Léon JOUHAUX et Benoît FRACHON participent au congrès de la FSI à Londres en juillet 1936<sup>35</sup>**



Extrait du *Peuple*, 11 juillet 1936. Coll. gallica.bnf.fr / BnF.

Dans son intervention Léon JOUHAUX expose les raisons qui dans la période justifient l'unité syndicale internationale. Il évoque la lutte contre le fascisme et la guerre que seule l'unité syndicale rend impossible.

Ses propos sont appuyés par une résolution norvégienne qui demande l'ouverture de discussions entre la FSI et les syndicats soviétiques.

Olav HINDKAL estime que si tous nous convenons que « la paix » est indivisible, il faut alors s'entendre avec l'URSS afin de bâtir un front uni pour la paix.

Benoît FRACHON conforte la déclaration norvégienne en proposant la constitution d'un front international ouvert aux organisations communistes.

Ces propositions ne font pas l'unanimité. De crainte que

l'entrée des syndicats soviétiques atténue leur influence les syndicats américains et britanniques les rejettent.

Ils exigent avant tout des garanties dans l'hypothèse (qu'ils redoutent) d'une unité organique.

Les ex-unitaires dénoncent l'inaction de la FSI alors que le fascisme se développe.

Lors du conseil général de la FSI le 30 juin 1937 à Londres, Léon JOUHAUX considère que l'action de la FSI sur la guerre d'Espagne n'est pas au niveau qu'exige la situation. L'invasion de la Tchécoslovaquie en mars 1939, six mois après les accords de Munich, illustre l'inefficacité de la politique d'apaisement menée par CHAMBERLAIN et DALADIER.

A partir de cette date, la France et la Grande-Bretagne consentent à répondre à la demande de Staline et à engager des discussions en vue d'une alliance militaire Anglo-Franco-Soviétique.

**À la suite de ce changement de stratégie des politiques, Walter CITRINE<sup>36</sup>**, Président de la FSI propose une reprise des discussions avec les syndicats soviétiques en vue de leur affiliation, qui pourrait être examinée, une nouvelle fois, lors du congrès de Zurich.



Walter Citrine. Coll. privée.

La CGT accueille très favorablement cette évolution.

**Au congrès fédéral de 1938, Pierre SEMARD** précisait « *ici une belle banderole sur l'unité syndicale internationale ; nous voudrions voir réaliser ses termes le plus rapidement possible. Nous devons regretter profondément les décisions d'Oslo qui non seulement repoussent l'unité avec les Syndicats soviétiques mais qui donnent une fâcheuse impression de la nécessité de l'union de tous les peuples. Il n'y a pas seulement des syndicats en Union Soviétique : il y en a en Chine, en Amérique, qui sont en dehors de l'unité et de l'action internationale. Nous considérons que l'unité internationale est une nécessité pour sauvegarder les libertés et la paix. Nous œuvrerons inlassablement pour que celle-ci se réalise le plus vite possible. Nous ne jetons l'exclusive contre aucune personnalité et contre aucune opinion dans notre Fédération Syndicale Internationale ; mais nous demandons instamment que l'exclusive ne frappe pas les Syndicats soviétiques ni leur Gouvernement prolétarien.* »

Bien que le courant unitaire ait progressé et se soit renforcé au sein de la FSI, la CGT Belge considère qu'il n'y a pas lieu de revoir la position adoptée lors du conseil général de la FSI à Oslo en 1938.

En France, des détracteurs, à l'image de René BELIN, secrétaire adjoint de la CGT, estiment que la paix ou la guerre ne dépendent en aucun cas de l'affiliation des syndicats soviétiques à la FSI.

À Zurich, l'unité syndicale est de nouveau au centre de discussions.

35. Le Peuple 11 juillet 1936 (le quotidien du syndicalisme).

36. Walter McClennan CITRINE, né le 22 août 1887 à Liverpool ; mort le 22 janvier 1983, Brixham, Sud-Devon ; leader syndicaliste.

L'anticommunisme et le repli de centrales syndicales nationales sur elles-mêmes, l'ont emporté sur l'impérieuse nécessité d'une unité syndicale internationale forte pour faire échec à la guerre.

À l'issue du vote, l'adhésion des syndicats soviétiques est une nouvelle fois repoussée par 46 voix contre 37.

## La guerre d'Espagne

Lorsque la guerre d'Espagne éclate, la question de la solidarité syndicale internationale revêt un caractère d'urgence et prend une tout autre dimension.

La FSI n'est pas au rendez-vous, la CGT dénonce cette absence d'implication.

Lors d'une réunion commune des bureaux de l'IOS et de la FSI le 6 octobre 1936, Léon JOUHAUX constate que « ...certains refus persistants sont d'autant plus étonnants qu'ils ne correspondent pas à l'état d'esprit des masses. En s'opposant aux contacts et aux attentes nécessaires avec les autres représentants de la classe ouvrière internationale, certains membres de l'IOS et de la FSI, prennent une lourde responsabilité et sont loin de servir notre mouvement, ils le placent au contraire dans une posture difficile et réduisent son prestige légitime et sa puissance de rayonnement... en attendant les heures passent et le fascisme monte. »

La question de l'intervention en Espagne

Au sein de la gauche politique, le débat porte sur la question de l'intervention ou non de la France dans le conflit espagnol.

SFIO et parti Radical sont divisés sur le sujet alors que le parti communiste, massivement, réclame l'intervention de la France aux côtés des Républicains espagnols.

Le gouvernement français, présidé par Léon BLUM, ayant adhéré au comité de non-intervention, adopte une politique de neutralité qui aboutit au blocus de l'Espagne républicaine.

Dès le début de la guerre, la CGT dénonce la non-intervention de la France.

En septembre 1936, elle appelle à une heure de grève pour exiger du gouvernement français la levée de l'embargo sur les armes destinées aux Républicains.

En dépit des pressions exercées, les partisans de l'intervention aux côtés des Républicains Espagnols ne parviendront pas à infléchir la position du gouvernement français.

Sur le plan syndical, un clivage apparaît au sein des ex-confédérés. Un groupe organisé autour de René BELIN de la tendance « syndicats » affiche son opposition à l'intervention française en Espagne.

## La solidarité de la CGT

La campagne engagée dès août 1936 par la CGT pour développer la solidarité avec le peuple espagnol est unanimement approuvée par ses syndicats.

Elle se traduit par des engagements concrets :

- L'accueil des réfugiés et en premier lieu des enfants, s'organise tout au long de l'automne 1936.
- En novembre, la CGT crée son « comité d'accueil des

enfants d'Espagne » présidé par Léon JOUHAUX et Victor BASCH, président de la ligue des droits de l'Homme.

- Elle lance une souscription et recueille 4 millions de francs en quelques mois.
- En lien avec des municipalités progressistes, elle participe à l'ouverture de colonies de vacances. En mai 1938, 47 colonies de vacances accueillent 2 669 enfants.

Cette liste est loin d'être exhaustive. De nombreuses familles de militants accueilleront et parfois pour de longues périodes des enfants espagnols.

La solidarité, c'est aussi celle des armes. 35 000 volontaires émanant de 53 pays rejoindront les brigades internationales et combattront les franquistes aux côtés de leurs camarades républicains espagnols.

Des ouvriers de l'industrie métallurgique proposent d'effectuer des heures supplémentaires non payées pour construire des avions...

Les cheminots<sup>37</sup>, les dockers, les douaniers s'emploient à un contrôle strict des cargaisons destinées à l'Espagne afin de s'assurer qu'elles ne soient pas destinées aux rebelles franquistes.

Cet engagement trouve ses racines dans les pratiques concrètes de solidarité de la CGT.

La fédération CGT des cheminots, ses syndicats et notamment les syndicats frontaliers à l'Espagne participent par des actions multiples à cette solidarité, ce malgré les obstacles dressés à partir de 1938 par les autorités françaises.

## Les exigences territoriales de l'Allemagne

La guerre d'Espagne terminée, l'année 1939 est caractérisée par une accélération des exigences de l'Allemagne.

La politique de non-intervention de la France et de la Grande Bretagne dans le conflit espagnol, alors que l'Allemagne et l'Italie apportent leurs soutiens militaires aux forces franquistes, renforcent l'idéologie nazie en Europe et constituent un encouragement à la poursuite de leurs politiques expansionnistes en Europe.

Moins de six mois après la signature des accords de Munich signifiant le démembrement de la Tchécoslovaquie, l'Allemagne occupe et satellise une partie du territoire tchèque. Tout cela sans réaction des gouvernements français et britannique.



Timbre mensuel de solidarité à l'Espagne édité en août 1937 par la Fédération nationale des travailleurs des chemins de fer CGT. Coll. IHS-CGT cheminots carte d'Ange Georget, 1938, carton 742.

37. Voir les cahiers de l'ihS N° 58, 3<sup>e</sup> trimestre 2016 « Levés avant le jour, les cheminots et la guerre d'Espagne ».

**AU SECOURS DES VICTIMES DU FASCISME !**

*Vois-les, ces malheureux à qui tu as refusé tout moyen de se défendre contre le fascisme international; contemple ton bilan de non-intervention ! République ploutocratique française ! Vas-tu maintenant les laisser mourir de faim ?*

Dessin de Flo paru dans La Tribune des cheminots, n°578, 6 février 1939.  
Coll. IHS-CGT cheminots, 4 C 1/4.

Les propositions de l'URSS d'un accord militaire France, Grande-Bretagne et URSS seront repoussées à plusieurs reprises.

Le gouvernement français soutient dans un premier temps cette ultime démarche de l'URSS. Mais l'opposition de la classe politique en France et en Grande-Bretagne aboutit à un alignement sur le gouvernement CHAMBERLAIN. En fait, les gouvernements français et britannique souhaitent une confrontation armée entre l'URSS et l'Allemagne. Ce refus de la France et de la Grande Bretagne conduit STALINE à proposer à HITLER un traité d'ordre économique et politique dont l'un des volets constitue les termes du pacte de non-agression germano-soviétique. Cet accord alimente une campagne anticommuniste animée par la droite et le patronat et notamment ceux qui par la suite allaient prôner la future collaboration avec l'Allemagne nazie.

L'ennemie ne s'appelle plus Hitler mais Staline et tous ceux qui refuseront de condamner cet accord.

### **L'incapacité d'établir un front syndical uni face à la montée du fascisme**

La division du syndicalisme international n'a pas permis de constituer un front unitaire syndical pour s'opposer à la montée du nazisme.

L'anticommunisme de certains dirigeants de la FSI, le repli sur elles-mêmes de certaines organisations syndicales nationales ont contribué à paralyser les initiatives de ceux, dont la CGT, qui considèrent que l'engagement du syndicalisme international avec les syndicats soviétiques constitue un socle solide d'opposition à la guerre.

Les gouvernements français et britanniques sont toujours persuadés que le dialogue est toujours possible avec l'Allemagne nazie.

Par conséquent, ils rejettent à plusieurs reprises la nécessité d'un dialogue avec l'Union Soviétique.

### **Sur le plan syndical, la CGT subit l'influence de groupes organisés autour du journal « syndical » dirigé par BELIN**

Le 24 août, la commission administrative vote une motion condamnant le pacte germano-soviétique.

Le 26 septembre 1939, Edouard DALADIER, président du Conseil, décrète la dissolution du PCF. Cette mesure concerne également toutes celles et ceux qui refusent de condamner ce pacte.

Au sein de la CGT, cette entreprise de dénonciation sera organisée par une majorité d'ex-confédérés hostiles, en son temps, à la réunification syndicale lors du congrès de Toulouse de mars 1936.

### **À la SNCF, tout juste créée**

Dès la fin septembre, le gouvernement et la direction de la SNCF retirent le droit d'assumer leurs fonctions de secrétaires fédéraux permanents à Pierre SEMARD, Raymond TOURNEMAIN et Jules CRAPIER ainsi qu'à la plupart des secrétaires permanents de la Fédération.

Sur plainte déposée par deux secrétaires fédéraux, Raymond TOURNEMAIN et Pierre SEMARD sont inculpés, puis arrêtés le 16 octobre 1939 pour détournements de fonds de la fédération.

Ils sont condamnés à des peines de prison. Non pas pour ce motif qui s'est avéré faux mais sous le coup du décret du 26 septembre « chasse aux communistes ».

Alors que la majorité de ses dirigeants sont emprisonnés, un bureau fédéral se substitue le 25 septembre 1939 à la direction élue par le congrès de mai 1938.

### **Les années noires**

En 1940, l'Europe est unifiée de force par les armées du 3<sup>e</sup> Reich.

L'Europe nouvelle et le nouvel ordre européen imposés par Hitler sont synonymes d'oppression, d'exploitation, d'assassinats et d'extermination pour des millions d'êtres humains.

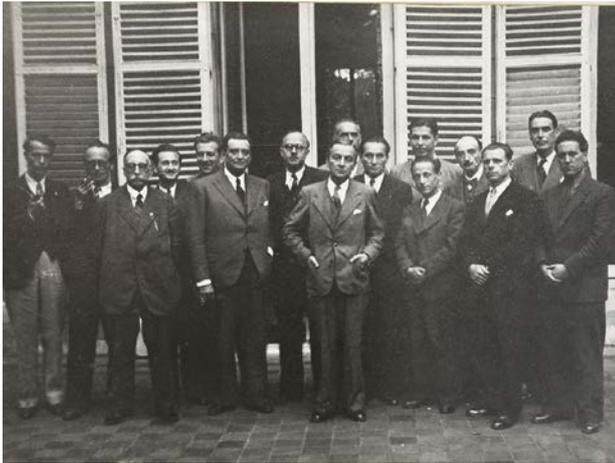
Pendant toute la durée de la guerre, la répression, les atteintes aux libertés affectent le peuple de France. Pour autant, la flamme de l'espérance, même si elle a pu vaciller à certains moments, ne s'est jamais éteinte.

Progressivement, une résistance s'organise. Le mouvement syndical révolutionnaire reçoit des coups mais il résiste, s'organise, engage le combat jusqu'à la victoire finale : la défaite du nazisme.

L'assassinat de Pierre SEMARD le 7 mars 1942 est douloureusement ressenti par les cheminots et attise leur colère.

L'appel à la vengeance de ce crime est entendu dans la corporation cheminote ; il accentue leur engagement dans la résistance.





Les membres du CNR, septembre 1944 © Agence Presse Libération FFI. Coll. Musée Carnavalet, PH34491.

### La bataille de la production

À la Libération, la priorité est à l'unité nationale. Devant l'État catastrophique du pays, l'appel de la CGT et du PCF à se « retrousser les manches », rencontre un accueil favorable.

Mais cet engagement ne durera pas. Les pénuries et les restrictions auxquelles sont confrontées quotidiennement les populations, relèguent au second plan la bataille de la production.

### Les premières réflexions sur l'après-guerre

L'année 1943 marque un tournant dans le conflit mondial, après la défaite des troupes nazies à Stalingrad. L'évolution du conflit tourne désormais à l'avantage des Alliés. Russes et Américains sont conscients de leurs forces respectives. Ils réfléchissent à l'après-guerre.

### L'avenir de l'Europe

De nombreuses réflexions sont engagées tant au niveau national qu'au niveau européen sur la construction de projets d'après-guerre. Les discussions sont animées notamment sur les questions de souveraineté et sur le fédéralisme politique européen. Charles DE GAULLE, qui assume désormais seul la présidence du Comité Française de Libération National (CFLN), s'oppose à toute remise en cause de la souveraineté des États et à la mise en place d'un fédéralisme européen qui se substituerait aux États.

### La création de la FSM

La CGT réunifiée joue un rôle important dans la création de la FSM. Son engagement durant la guerre pour combattre le fascisme et le nazisme et par la suite participer à la reconstruction du pays, de même que son soutien aux pays qui luttent pour leur indépendance et mettre fin à la domination coloniale, sont en phase avec les résolutions adoptées à Londres et à Paris lors de sa constitution. Louis SAILLANT, secrétaire de la confédération CGT, fortement impliqué dans les travaux constitutifs de



Une de La Vie Ouvrière, 4 Octobre 1945. Coll. gallica.bnf.fr / BnF.

la FSM, en deviendra le secrétaire général à l'issue du Congrès constitutif de Paris en octobre 1945.

En 1947, s'ouvre une période marquée par le début de la guerre froide, les guerres coloniales, l'émergence de mouvements de libération des peuples en lutte pour leur indépendance.

L'établissement d'un rideau de fer par Staline coupe l'Europe en deux.

Alliés hier, adversaires aujourd'hui, États-Unis et URSS se rejettent la responsabilité de cette situation.

Pour le camp occidental, celle-ci incombe à STALINE avec la création du Kominform qu'il présente comme force de progrès « œuvrant pour la paix et l'émancipation des peuples », ce qui justifie la création du rideau de fer.

Pour le camp socialiste, la décision d'HARRY TRUMAN, président des États-Unis, de faire barrage à l'expansion du communisme dans le monde avec sa doctrine de « l'engagement », de même que l'élaboration d'un plan d'aide économique aux pays d'Europe : le plan « MARSHALL » apparaissent comme des outils de domination de l'impérialisme américain à l'échelle mondiale.

### Le poids des syndicats du bloc de l'Est au sein de la FSM

À partir de 1946, l'adhésion massive des syndicats des pays d'Europe de l'Est à la FSM inquiète les syndicats des pays d'Europe occidentale.

Alors que la FSM dénonce le plan MARSHALL et appelle à le combattre, la plupart des organisations syndicales d'Europe de l'Ouest l'approuvent et y adhèrent.

Cette situation n'est pas sans conséquences pour la FSM. Les désaccords s'amplifient, la quasi-totalité d'entre eux, à l'exception de la CGT France et de la CGIL Italie, quittent la FSM et rejoindront la CISL à sa constitution. Restée fidèle aux orientations approuvées à Londres et à Paris en 1945, la CGT dominée par le courant unitaire choisit le camp soviétique et reste affiliée à la FSM.

L'anticommunisme sert d'arme idéologique ou patronat, à la droite et aux forces sociales démocrates.

Pour avoir fait le choix de rester à la FSM, la CGT est régulièrement accusée d'être « la courroie de transmission du PCF ».

Ses détracteurs dénoncent les similitudes des positions de la CGT et du PCF sur des questions politiques et économiques très importantes tant au plan national qu'international.

Ainsi, CGT et PCF condamnent la création de la communauté européenne du charbon et de l'acier, la CECA, en 1951, considérée comme une entreprise de restauration de la puissance industrielle allemande.

De même, ils condamnent le projet de création d'une communauté européenne de défense et agissent avec succès pour que sa ratification soit refusée par le Parlement français.

Ils s'opposent à la signature du Traité de Rome en 1957 et participent aux luttes pour la paix.

D'une manière générale, ils rejettent toutes les initiatives visant à accroître l'intégration européenne.

### **La création du syndicat CGT-Force Ouvrière**

En France, un groupe d'ex-confédérés, rassemblé autour du journal « Force ouvrière » affiche une hostilité grandissante à l'égard de la politique syndicale de la confédération CGT et notamment sur le déroulement des grèves de 1947, se déclare favorable au plan MARSHALL.

Les 13 et 14 septembre 1947, le CCN de la CGT, à une large majorité de ses membres, dénonce la domination économique des USA et appelle tous les travailleurs de France à la combattre.

Y voyant là, la mainmise du PCF sur la CGT, ils décident de la quitter pour créer, le 12 avril 1948 le syndicat CGT Force Ouvrière.

Se plaçant résolument dans le camp occidental, FO reçoit le soutien logistique et financier des syndicats Belges, Allemands ainsi que de l'AFL (USA).

Sous l'égide du FTUC (Free Trade Union Committee) dirigée par Irving BROWN, FO apparaît comme l'une des chevilles ouvrières de la création de la CISL.

### **Le choix du camp socialiste par la CGT**

La CGT ne se définit pas comme simple porteuse des revendications ouvrières.

Conjointement, elle mène campagne contre le plan

Marshall, l'arme nucléaire, le réarmement de l'Allemagne. Elle associe l'action revendicative et transformation émancipatrice de la société conformément à ses statuts. Ce qui la lie étroitement au PCF.

Durant cette période, les engagements de la CGT sont pour l'essentiel conditionnés par les choix de la FSM.

Aussi, une part importante de ses activités internationales s'inscrit dans les structures de la FSM.

Elle intervient fréquemment en Afrique au nom de la FSM.

## **Dans la période 1948/1953 « la guerre froide » entre les USA et l'URSS s'accroît et les risques d'un conflit nucléaire mondial sont réels**

La France adhère au pacte de l'Atlantique Nord le 4 avril 1948. Elle devient une base majeure d'une alliance dirigée par les USA contre l'URSS.

L'escalade dans les productions et le stockage d'armes nucléaires constituent une menace pour la paix.

Dans cette même période, la France est enlisée dans le conflit indochinois.

Conflit que le Président des États-Unis, Harry TRUMAN, considère désormais comme un élément de la lutte engagée contre l'expansion du communisme, axe central de sa politique « d'endiguement » dans une partie du monde.

Cette situation mondiale ne laisse pas la CGT indifférente. Aussi, les travaux du 27<sup>e</sup> congrès fédéral en octobre 1948 sont, pour une large part, consacrés à cette question de la paix dans le monde.

Le manifeste voté par le congrès invite les travailleurs « à l'action contre les fauteurs de guerre et pour une paix solide et durable ». La CGT considère que cette question est inséparable de la lutte revendicative.

Ce positionnement de la CGT se heurte à des campagnes violentes de cercles réactionnaires, mais également aux refus de FO et de la CFTC qui, sous prétexte « d'apolitisme » refusent de s'engager dans des actions contre la guerre et pour la paix.

Après la proclamation de la République populaire de Chine en 1949, les USA interviennent un an plus tard, sous couvert d'un mandat de l'ONU dans le conflit coréen.

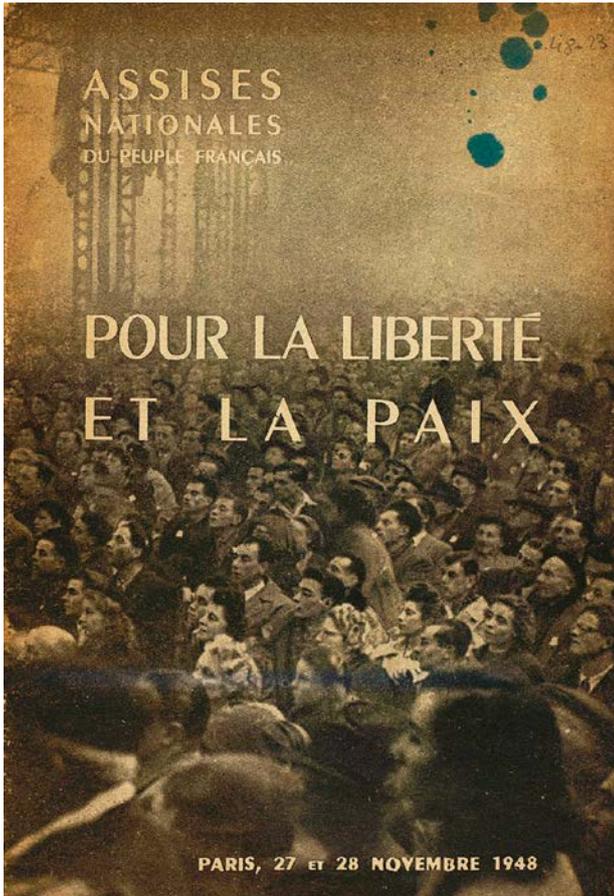
Lors du 28<sup>e</sup> congrès confédéral en juin 1951 devant les risques d'une 3<sup>e</sup> guerre mondiale Benoît FRACHON insiste de nouveau sur la nécessité de mener de pair luttes revendicatives et luttes pour la paix.

### **La CGT participe aux initiatives pour la paix**

En août 1948, à WROCLAW (Pologne) se tient un congrès mondial des intellectuels pour la paix.

En novembre 1949, les assises pour la paix et la liberté rassemblent à Paris plus de 12 000 délégués parmi eux des militants syndicaux qui n'appartiennent pas à la CGT. Dans ce contexte, le 19 mars 1950 le Conseil National du mouvement de la paix se réunit à Stockholm, sous la présidence de Frédéric JOLIOT CURIE et lance un appel condamnant l'utilisation de l'arme nucléaire et en demandent l'interdiction<sup>39</sup>.

Il recueille 500 millions de signatures dans le monde dont 14 millions en France.



Fonds des brochures numérisées de la Bibliothèque marxiste de Paris.

La CGT participe activement à son succès ainsi qu'aux campagnes pour la paix notamment en avril 1949 lors du 1er congrès mondial des partisans de la paix ou encore à la consultation contre le réarmement allemand.

La fédération des cheminots par ses collecteurs, ses articles dans la Tribune, participe à la diffusion de l'appel de STOCKHOLM.

Invoquant sa longue tradition de lutte contre la guerre, elle contribue à la création de « comités de paix » dans les gares, les ateliers, les dépôts.

Cheminots, dockers, marins refusent d'acheminer du matériel militaire en Indochine. Des manifestants s'opposent au départ des soldats.

Ces actions sont durement réprimées par le pouvoir en place et la direction de la SNCF.

Les tensions entre la CGT et l'État sont extrêmes.

La manifestation contre la venue du général Ridgway, nommé à la tête de l'OTAN le 28 mai 1952, est interdite.

Elle tourne à l'émeute.

Dénonçant un complot, le gouvernement fait procéder à des arrestations et à des perquisitions dans les sièges d'organisations démocratiques.

### Le développement des luttes revendicatives

En 1948, la dévaluation du franc et la libéralisation des prix se traduisent par une diminution du pouvoir d'achat des salariés.

La CGT revendique une augmentation des salaires.

Les grèves se développent un peu partout dans la fonction publique, la métallurgie, les transports...

Le 4 octobre, la grève des mineurs commence. Elle durera 8 semaines. Sans résultats. La répression patronale et gouvernementale est terrible.

- 6 000 licenciements;
- 3 000 arrestations.

Solidaire des mineurs, la fédération appelle les cheminots à ne pas transporter de charbon en provenance de l'étranger.

Le gouvernement réagit aussitôt par décret, il suspend Jules CRAPIER et Raymond TOURNEMAINE de leur fonction d'administrateurs de la SNCF et les révoque.

Au cours des années 1950, une part croissante du budget de l'État est affectée aux dépenses militaires liées aux guerres coloniales.

En juin 1953, l'Assemblée nationale accorde des pouvoirs spéciaux au gouvernement de Joseph LANIEL. Ses mesures de régressions sociales qu'il entend mettre en œuvre, notamment le recul de l'âge de la retraite, sont immédiatement et massivement rejetées par les travailleurs.

La puissance du mouvement revendicatif et les grandes grèves d'août 1953 contraindront le gouvernement au retrait de son décret.

### La période 1950/1962 est marquée par les guerres de décolonisation

Au lendemain de la seconde guerre mondiale les populations et territoires coloniaux revendiquent leur indépendance.

Le refus du gouvernement français d'accéder à cette demande s'accompagne d'une répression féroce à l'égard de ces populations.

La CGT dénonce le régime colonial qui sévit dans l'empire français et appelle ses structures syndicales à s'opposer aux guerres coloniales et à soutenir l'aspiration des peuples à leur libération.

Ainsi, en 1950, les dockers des ports de MARSEILLE, BREST, LA ROCHELLE... les marins, les cheminots refusent d'acheminer du matériel militaire à destination de l'Indochine.

39. *La Tribune des cheminots*, [sans numérotation], 15 septembre 1949.

En 1955/1956, des manifestations sont organisées pour s'opposer à l'envoi en Algérie de soldats du contingent et de rappelés pour aller combattre le peuple Algérien.

Lors du 3<sup>e</sup> congrès de la FSM à VIENNE du 10 au 21 octobre 1953, la CGT « réaffirme son soutien aux luttes d'émancipation des peuples coloniaux et de leur droit à disposer d'eux-mêmes. »

## La guerre d'Algérie

Dès le début de la guerre, le 1<sup>er</sup> novembre 1954, la CGT est la seule organisation syndicale à soutenir les aspirations du peuple algérien.



La Tribune des cheminots, n° 137, 15 juin 1956. Coll. IHS-CGT cheminots, 4 C 1/7.

- En octobre 1955, pour marquer le respect total de l'indépendance des cheminots algériens, la fédération dissout sa propre union algérienne de cheminots. Elle les incite à créer l'organisation indépendante qu'exige leur mouvement de libération.

Les prises de positions des autres organisations syndicales en faveur de l'indépendance sont peu nombreuses. La CGT est la seule organisation syndicale à prendre position pour cette indépendance.

La Tribune des cheminots du 1<sup>er</sup> décembre 1955 décrit : « Leur lutte est dure mais elle sera victorieuse. Aidons à la satisfaction de leurs aspirations légitimes, à l'indépendance, à la liberté et à la paix en imposant la négociation. »

L'action de la fédération CGT des cheminots se précise après le congrès de janvier 1956, elle déclare : « il faut donner aux algériens la possibilité de se gouverner eux-mêmes, de désigner leurs propres représentants. Nous sommes non seulement en paroles, mais aussi dans les faits, pour la formule du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. »

Les militants de la CGT se heurtent à la SNCF qui interdit l'affichage et la distribution de tracts concernant l'Algérie.

Aux sanctions s'ajoutent les insultes et les calomnies des autres organisations syndicales qui les accusent de trahir les intérêts de la France.

Leur prise de position tardive sur l'indépendance de l'Algérie résulte pour certaines d'entre elles de leur engagement pour défendre l'Algérie Française.

Jusqu'en 1962, les fédérations autonomes cadres et roullants parleront de l'intégration des chemins de fer algériens à la SNCF.

## Les élections du 2 janvier 1956 L'espoir déçu d'une paix en Algérie

L'instabilité gouvernementale conduit à de nouvelles élections le 2 janvier 1956.

Le Comité Confédéral National (CCN) du 30 novembre et en décembre 1955 prend position sur les enjeux de ces élections.

Il appelle au rassemblement des forces de gauche pour un changement d'orientation politique favorable à la satisfaction des revendications ouvrières et à la fin du conflit algérien.

Le 2 janvier 1956 les forces de gauche remportent les élections.

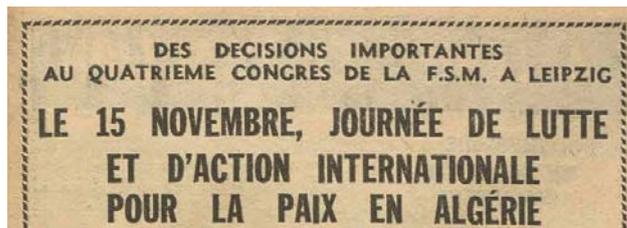
Considérant que cette victoire électorale ouvre des perspectives pour des changements profonds de la politique de l'État, la commission administrative de la CGT du 11 janvier 1956 « ...appelle à la réalisation d'un nouveau front populaire et à la constitution d'un gouvernement s'appuyant sur toutes les forces de gauche sans exclusive... ».

Le 12 mars 1956, Guy MOLLET obtient de la majorité parlementaire, les pleins pouvoirs pour mettre fin au conflit algérien.

Les profiteurs du colonialisme au sein de la droite et de l'extrême droite passe à la résistance ouverte contre le nouveau gouvernement. Refusant de s'appuyer sur le mouvement populaire et démocratique, Guy MOLLET s'engage dans des compromis satisfaisant les milieux ultras d'Algérie.

Le 15 avril 1956, 170 000 rappelés sont envoyés combattre en Algérie.

Dès l'année 1957 avec l'envoi du contingent les effectifs déployés en Algérie atteignant 500 000 hommes.



La Tribune des cheminots, n° 166, 1<sup>er</sup> novembre 1957 ; Coll. IHS-CGT cheminots, 4 C 1/7.

Les crédits affectés à cette escalade du conflit passent de 485 à 900 milliards de francs en 1957 (anciens francs).

Cette guerre détériore les rapports entre la France et l'ensemble des pays arabes. La participation de la France aux côtés des troupes britanniques à l'expédition de Suez en

octobre-novembre 1956 pour se réapproprier le canal récemment nationalisé par l'Égypte accentue cette détérioration.

## La dégradation de la démocratie : la crise de 1958

La question de la guerre d'Algérie agite profondément l'opinion publique française.

La nécessité d'un « cessez-le-feu » est de plus en plus partagée mais les moyens et les conditions de sa mise en œuvre divisent les français.

Dans le même temps les forces de droite et d'extrême droite qui veulent préserver le colonialisme, s'agitent pour le maintien de l'Algérie française et pour l'intensification des opérations militaires.

Contrôlant l'ensemble des rouages de l'État en place en Algérie (police, armée, administration), les généraux d'Alger avec à leur tête Raoul SALAN, passent à la rébellion ouverte contre l'État.

Ils créent un comité de salut public à Alger, présidé par le général MASSU qui se substitue aux pouvoirs réguliers de l'État.

La CGT condamne ce coup de force.

Compte tenu de la gravité de la situation, une intervention armée en direction de la métropole étant envisagée, la CGT insiste sur la nécessité de réaliser rapidement l'unité des travailleurs pour agir avec plus de force contre ce coup d'État.

Localement des appels communs CGT-FO-CFTC à cesser le travail sont lancés dans les entreprises. Des comités antifascistes sont créés.

## L'appel à DE GAULLE ; le pouvoir personnel

Réclamé par Jacques SOUSTELLE et Michel DEBRE, ainsi que par le comité de salut public d'Alger, DE GAULLE se déclare prêt à assumer les pouvoirs de la République.

Pressenti par le Président René COTY, DE GAULLE est installé comme chef du gouvernement le 1<sup>er</sup> juin 1958.

A sa demande, il est doté des pleins pouvoirs pour une période de 6 mois.

DE GAULLE rassure les ultras d'Algérie. Il martèle que l'Algérie c'est la France et restera française.

Mais l'objectif prioritaire de la politique gaulliste c'est la mise en place d'institutions nouvelles visant à valider dans la durée le coup de force de mai 1958.

Le référendum du 28 septembre 1958 ratifie le projet gaullien, la V<sup>e</sup> République se substitue à l'IV<sup>e</sup>.

Ainsi la guerre d'Algérie et l'échec de la démocratie donnent les pleins pouvoirs à un seul homme qui confirme par la force sa volonté de conserver l'Algérie française.

## Le combat pour la paix en Algérie continue

Ces événements n'ont pas pour autant atténué l'aspiration à la paix de la population.



Les congressistes du 24<sup>e</sup> congrès fédéral appellent à voter non au référendum sur la nouvelle constitution, DR. Coll. IHS-CGT cheminots, 2 Fi 7.

L'idée de la légitimité de l'existence d'une Algérie indépendante fait son chemin. Le 16 septembre 1959 DE GAULLE reconnaît le droit du peuple algérien à l'autodétermination.

L'épisode des barricades à ALGER en janvier 1960, puis du putsch des généraux en avril 1961 donnent lieu à des mouvements de masse contre le fascisme et pour la paix.

**Le terrorisme de l'extrême droite** organisé au sein de l'OAS, se livre à des attentats criminels tant en Algérie qu'en métropole.

La Fédération des cheminots et l'orphelinat national organisent la solidarité avec les cheminots algériens pourchassés par l'OAS.

**Le 8 février 1962, une manifestation de masse est organisée à PARIS** pour dénoncer les attentats perpétrés par l'Organisation de l'armée secrète (OAS).

Interdite, les forces de police chargent au métro CHARONNE les manifestants anti-OAS.

Le bilan est très lourd : 8 manifestants tous adhérents de la Cgt sont assassinés et plusieurs centaines sont blessés.

Pour justifier cette intervention, le ministre de l'intérieur parle de « commandos communistes ».

**Cette politique de la terreur avec la multiplication des attentats** tant en France qu'en Algérie perpétrés par les ultras d'Alger et une partie de l'armée ne parviendra pas à briser le flot grandissant des partisans de la paix et de l'indépendance de l'Algérie.

**Les négociations d'Evian en 1961/1962**, entre les représentants du gouvernement français et du gouvernement provisoire algérien aboutissent à un accord de cessez-le-feu effectif à partir du 19 mars 1962.

**Avec l'indépendance de l'Algérie** s'achève pour ce qui concerne les principaux territoires sous domination française, le processus de décolonisation du système colonial.

Le « oui massif » au référendum entérinant la fin de la guerre d'Algérie (90 % de oui) ne signifie pas pour autant que quitus a été donné à la politique économique et sociale du gouvernement gaullien.

## A la fin du conflit, une voie s'ouvre pour le développement du mouvement revendicatif

La CGT considère que les moyens financiers affectés à la guerre d'Algérie doivent être désormais réorientés pour répondre aux revendications des travailleurs et notamment à l'augmentation des salaires.

La grève des mineurs de 1963 est le premier signe de l'affaiblissement du pouvoir. Cette lutte est exemplaire et stimule les autres corporations.

La fédération apporte son soutien et sa solidarité aux mineurs. Elle renouvelle l'acte qui avait conduit à l'exclusion de ses représentants du conseil d'administration de la SNCF en 1948, en proposant aux autres organisations de faire stopper les trains de charbon en provenance de l'étranger.

Les syndicats CGT-CFTC et FGAAC de Douai lancent un appel dans ce sens aux cheminots du bassin houillères du Nord Pas de Calais.

A l'échelle internationale des dockers de la Baltique et de Pologne refusent de charger le charbon à destination de la France.

## La réalisation de l'unité d'action

### *Sur le plan syndical :*

Le 35<sup>e</sup> congrès de la CGT, en 1965, lance un appel à l'unité et au rassemblement des travailleurs.

La déconfessionnalisation de la CFTC en 1964 donne naissance à la CFDT.

Le 10 janvier 1966 un accord d'unité d'action basé sur 7 objectifs de luttes est signé par la CGT et la CFDT.

Cet accord contribue au développement de luttes revendicatives en 1966 et 1967.

Ce climat revendicatif aboutit à la grève générale de mai-juin 1968, la plus puissante de l'histoire sociale française.

### *Sur le plan politique :*

La mise en ballottage de DE GAULLE aux élections présidentielles de décembre 1965 exprime le souhait grandissant d'un rapprochement des forces de gauche pour un changement de politique.

L'accord passé entre le PCF et la FGDS mais surtout l'adoption d'un programme commun de gouvernement le 27 juin 1972 sont largement soutenus par la CGT.

Sur le plan syndical ce climat d'entente politique trouve son expression dans la déclaration commune CGT-CFDT-FEN du 8 novembre 1973.

Cependant, une inquiétude se fait jour parmi certains militants de la CGT : la consolidation des positions du PS qui tire davantage profit que le PCF de cette union.

Pour prendre en compte les évolutions intervenues dans le monde, le 36<sup>e</sup> congrès de la CGT qui s'est tenu du 11 au 16 juin 1967, s'est livré à une analyse des mutations économiques, des forces productives et de l'évolution de la société.

Il ressort que les changements enregistrés appellent à

l'élaboration de réponses nouvelles, au renforcement des liens entre organisations syndicales, à des rassemblements qui dépassent le cadre des frontières.

## Le secteur des transports n'échappe pas à ce constat

Les liens qui unissent les cheminots du monde entier se resserrent au rythme de l'évolution des problèmes posés aux niveaux européen et mondial.

La fédération entend mettre au service des cheminots de tous les pays le fruit de son expérience des luttes.

De la même manière, elle souhaite bénéficier de l'apport des autres organisations syndicales.

C'est dans cet esprit que se développent des rapports avec les secteurs professionnels des centrales syndicales internationales.

Avec celles adhérentes au secteur professionnel de la FSM, l'UIS des transports mais également avec celles adhérentes à la CISL : ITF et à la CISC : la FIOST.

Confronté au lourd dossier de la modernisation de la SNCF et des enjeux qu'elle représente pour les cheminots, le congrès fédéral qui se tient du 23 au 26 janvier 1968, débat largement de cette question.

## La politique internationale de de GAULLE

Intransigent sur la conduite de la politique intérieure, ignorant les mutations qui impactent la société française et qui conduiront à l'explosion sociale de 1968, les prises de position de de GAULLE sur l'évolution du monde tendent à se démarquer de l'impérialisme des USA et de la construction d'une Europe supranationale.

S'agissant de l'Europe, il se déclare opposé à l'Europe supranationale ainsi qu'à l'entrée du Royaume-Uni dans le marché commun, jugée trop proche des positions des USA.

Sa conception d'une défense nationale reposant sur la dissuasion nucléaire l'amène à prendre des distances avec l'OTAN et à s'en retirer en 1966.

L'amélioration des relations avec l'URSS et les prises de position sur le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, la condamnation de l'intervention des USA dans le conflit vietnamien contribuent à la détente internationale.

Son rapprochement du camp des pays non alignés est observé plutôt positivement par la CGT.

## La CGT soutient les luttes pour l'indépendance des pays colonisés

Ces luttes ont commencé en 1950 lors de la guerre de Corée.

Elles s'intensifient lors de la seconde guerre du Vietnam et notamment à partir de 1965 avec l'engagement croissant des forces américaines et les bombardements du Vietnam nord.

La CGT mène des campagnes antifascistes jusqu'à la chute des dictatures européennes de FRANCO (Espagne), SALAZAR (Portugal), et de la junte militaire (Grèce).

Elle lutte également contre les dictatures latino-améri-

caines (Chili, Argentine, Nicaragua) soutenues et/ou réprimées par les États-Unis.

## L'engagement international pour soutenir les luttes en Europe

Les années 80 sont marquées par des restructurations économiques et industrielles conduisant à des suppressions massives d'emplois et des dégradations des conditions de travail. Les luttes des travailleurs pour s'opposer à cette casse industrielle sont extrêmement dures et lourdement sanctionnées par le patronat avec l'assentiment bien souvent des gouvernements.

Le soutien de la CGT et de ses structures à ces luttes très longues va de l'information à des interventions auprès des autorités concernées, il passe également par des initiatives de solidarité en direction des travailleurs en luttes et de leurs familles.

### MOTION DE SOLIDARITÉ ET DE SOUTIEN A LA LUTTE DES MINEURS BRITANNIQUES

Des représentants et invités à la réunion de la commission de branche « cheminots » de l'U.I.S. Transports à Paris du 26 au 29 septembre 1984.

Les participants et invités à la réunion de la commission de branche « Cheminots », organisée par l'U.I.S. Transports et groupant les cheminots des pays suivants : Autriche, Algérie, France, Espagne, Grande-Bretagne, Hongrie, Inde, Italie, Nigéria, Portugal, République démocratique allemande, U.R.S.S., Tchécoslovaquie, apportent leur solidarité et leur soutien total à la lutte des mineurs britanniques qui, depuis sept mois, sont en grève dans 140 bassins miniers. Les mineurs s'opposent au plan de liquidation du gouvernement britannique, mis en œuvre par la Société nationale anglaise de l'industrie et du charbon.

Pour imposer cette politique antinationale, dictée par les monopoles internationaux, M<sup>r</sup> THATCHER et son gouvernement veulent casser la grève des mineurs et leurs syndicats par tous les moyens : répression, violence, affamer les mineurs et leur famille. Ils refusent la recherche d'une solution pour tenter de faire échouer la grève.

Les mineurs et les travailleurs des transports sont résolus, quant à eux, à poursuivre leur mouvement pour la défense de leur outil de travail, de leur profession et de l'économie nationale.

Leur lutte rejoint celle menée dans des pays capitalistes de l'Europe dans les différents secteurs industriels, tels que charbonnage, sidérurgie, automobile, chantiers navals et leurs conséquences sur les réseaux ferrés... face aux politiques d'austérité et anticontraire du grand capital international.

Aider et soutenir les mineurs britanniques à vaincre, c'est aussi agir pour sa propre cause dans chacun de nos pays.

En renouvelant leur solidarité et leur soutien total, les représentants des pays présents à la réunion de la Commission de branche « Cheminots » de l'U.I.S. appellent leurs organisations dans chacun de leur pays respectif, à prendre des mesures efficaces pour empêcher la venue du charbon étranger sur le territoire du Royaume-Uni.

Montrouil, le 27 septembre 1984.

La Tribune des cheminots [actifs], n° 616, octobre 1984. Coll. IHS-CGT cheminots, 4 C 1/8.

à maintenir et à promouvoir parmi ses cadres et ses militants une large ouverture sur le monde.

## La situation politique et économique dans les démocraties populaires

Membre de la FSM, la CGT reste très discrète sur les événements sociaux et économiques survenus dans les démocraties populaires de l'Europe de l'Est.

Les émeutes ouvrières de Berlin Est (Allemagne juin 1953) et du Poznan (Pologne juin 1956) sont considérées comme des provocations qui légitiment l'intervention des troupes soviétiques.

En octobre 1956 le PCF approuve, sans réserve, l'intervention soviétique en Hongrie.

En raison de divergences internes très fortes, la CGT ne prend pas position sur cette intervention. Mais Benoît

En 1984 la CGT apporte son soutien à l'action des mineurs pour s'opposer à la décision de Margaret THATCHER de fermeture des mines.

- 700 000 de francs seront collectés ;
- Un convoi de 30 camions acheminera des vivres aux familles ainsi que des cadeaux de Noël pour leurs enfants.

La CGT apparaît comme la plus engagée dans le soutien de ces luttes.

Elles se déroulent le plus souvent dans un climat d'indifférence syndicale et des médias.

À travers sa presse, son programme de formation, la CGT s'attache à

FRACHON approuve « à titre personnel » l'intervention soviétique dans les colonnes du journal « l'Humanité ».

Jusqu'en 1968, la CGT protège la FSM telle qu'elle est. L'intervention des troupes du pacte de Varsovie en Tchécoslovaquie en août 1968 marque un changement de regard sur ce qui se passe dans les démocraties populaires des pays de l'Est de l'Europe.

La déclaration du bureau confédéral exprime l'émotion des travailleurs français.

La CGT déplore cette intervention militaire et souhaite que dans les plus brefs délais le peuple tchécoslovaque puisse se déterminer en toute indépendance.

Ainsi le soutien sans limites jusqu'alors apporté à l'URSS et aux démocraties populaires cède la place à une relation beaucoup plus critique.

Avant ces événements, les campagnes menées par la CGT concernaient les grèves dans les pays capitalistes.

## 1981, Espoir d'un changement et grandes désillusions

L'élection de François MITTERRAND à la présidence de la République ainsi que le succès de la gauche aux élections législatives de juin suscitent un immense espoir qui malheureusement, 2 ans après, sera suivi de beaucoup de désillusions.

La nomination de Charles FITERMAN au ministère des transports constitue une opportunité pour redéfinir et mettre en œuvre une nouvelle politique des transports.

Dans ce contexte nouveau, la Fédération CGT des cheminots déclare que « pour garantir l'espoir, concrétiser la volonté des cheminots pour le vrai changement, il faut renforcer la CGT ce qui lui donnera plus de moyens dans la négociation. »

### La CES

La création de la CECA, en 1951, de même que les traités instituant Euratom et la communauté économique européenne en 1957, sont vivement critiqués et combattus par la CGT.

Elle y voit là l'hégémonie des États-Unis sur l'économie européenne.

Le 10 avril 1957, la commission administrative de la CGT décide d'une campagne de masse auprès des travailleurs afin de faire pression sur les assemblées et qu'elles rejettent le traité de Rome; comme cela avait été le cas, avec succès, pour la non-ratification de la communauté européenne de défense.

Au fil des ans, la construction de l'Europe communautaire progresse. Nier son existence devient de plus en plus difficile. En effet, l'expansion du marché commun impose progressivement le fait de l'Europe dans la vie syndicale. La CGT ne peut se désintéresser des grands réaménagements du syndicalisme européen.

Le comité commun CGT-CGIL de coordination et d'action en Europe mis en place en 1965, atteint vite ses limites et souffre d'une approche différente de l'Europe des deux organisations syndicales.

## La création de la confédération européenne

La CES est née en 1973 du regroupement des syndicats européens de la CISL jusqu'alors organisés au sein de l'Organisation Régionale Europe (ORE).

En 1974, elle s'ouvre aux syndicats chrétiens de la confédération mondiale du travail (CMT) et la CGIL (Italie).

## La CGT souhaite rejoindre la CES



Georges Séguy, 29 mai 1968, © Mougey. Coll. IHS-CGT cheminots, 15 Fi 1.

La CGT se félicite de cette création. Par courrier en date du 14 décembre 1973, Georges SEGUY, secrétaire général de la CGT, fait part à Victor FEATHER, président de la CES, de la disponibilité de la CGT pour discuter de son éventuelle affiliation à la nouvelle organisation européenne.

Il évoque dans ce cadre un certain nombre de points sur lesquels la CGT n'entend pas tergiverser et notamment celui du libre choix d'affiliation à une centrale internationale et plus précisément de son affiliation à la FSM.

Par courrier du 28 septembre 1978, Georges SEGUY confirme sa demande d'affiliation et précise : « en connaissance de ses statuts, de son programme et de ses orientations, la CGT ne pose aucune condition préalable à cette demande ».

Le 17 avril 1980, les deux délégations se rencontrent pour la dernière fois.

Le 13 juin de la même année, en application du congrès de Munich, la demande d'affiliation de la CGT est rejetée.

Mathias HINTERSCHIED, son secrétaire général, argumente la position de la CES : « ...considérant vos conceptions fondamentales de la société et du rôle des syndicats dans cette société, votre pratique politique et votre affiliation syndicale internationale, le comité exécutif constate qu'à l'heure actuelle, vous ne répondez pas aux critères qu'il a arrêtés, surtout en ce qui concerne les critères fondamentaux. Par conséquent, il est d'avis qu'une adhésion de votre organisation causerait plus de tort à la cohésion interne qu'elle n'apporterait du renfort à l'impact politique de la CES. C'est la raison pour laquelle le comité exécutif a rejeté votre demande d'affiliation à la CES ».



Mathias Hinterscheid, 9 septembre 1981 © Dijk, Hans van / Anefo. Archives nationales des Pays-Bas, n° inventaire 931-7100.

Une nouvelle demande d'affiliation présentée par Henri KRASUCKI en mai 1991 subira le même sort.

L'arrivée de Louis VIANNET comme secrétaire général de la CGT en 1992, fait prendre conscience des enjeux européens et rouvre le processus d'affiliation à la CES.



Emilio Gabaglio, 1970 © Davide Brescia Brescia.

La CGT se donne les moyens pour arriver à cet objectif. Elle multiplie les contacts avec la direction de la CES et notamment avec son nouveau secrétaire général Emilio Gabaglio. L'idée acquise de cette affiliation par la quasi-totalité des centrales nationales, un dernier obstacle subsiste la position des syndicats français : FO y est défavorable.

Après avoir appuyé la candidature de la CGT en 1974, en 1982, la CFDT y renonce. Un réquisitoire est prononcé par Nicole NOTAT contre la CGT et fait reporter de 3 ans l'adhésion de la CGT, celle-ci interviendra en 1999.

## La branche transport évoluera au fil des années dans ce contexte global

### La fédération CGT des cheminots marquera aussi de son empreinte

Avant la Seconde guerre mondiale, la Fédération CGT des cheminots est affiliée à ITF ; elle le restera jusqu'en 1949.

La fédération n'accepte pas les velléités de scission qui se font jours dès le deuxième semestre de l'année 1947.

Dans ce contexte, les discussions en cours pour une intégration des syndicats professionnels internationaux (SPI) se solderont par un échec. Ainsi, celles concernant l'intégration d'ITF prendront fin en 1948.

Prenant acte de cette scission, les organisations ayant choisi de rester au sein de la FSM créeront leurs propres syndicats professionnels.

### La FSM se dote de structures professionnelles au printemps 1949

Le congrès de la FSM décide de constituer des unions internationales des syndicats (UIS), ayant le caractère de « département professionnel de la FSM », ce qui met fin à toute discussion avec les dirigeants des SPI hostiles à la FSM.

Jules CRAPIER et Alphonse DROUARD, secrétaires fédéraux y participent pour la fédération CGT des cheminots, et ce dernier devient président de l'UIS des travailleurs des transports terrestres et aériens, constituée à

Bucarest le 10 décembre 1949. A partir de janvier 1951, les UIS transport et celle des marins et dockers fusionnent pour rassembler l'ensemble des travailleurs de la branche.

L'Union Internationale des Syndicats des transports, des ports et de la pêche, créée au sein de la FSM est conçue comme organisation souveraine, indépendante à l'égard des gouvernements et des partis politiques, quelle que soit par ailleurs l'attitude des organisations affiliées vis-à-vis de leur propre gouvernement et de leurs propres partis politiques.

Selon ses statuts, et dans une pratique progressive et progressiste, l'UIS des transports, détermine ses actions en fonction de la « *nécessité d'unir les forces des travailleurs et travailleuses des transports, à travers le monde, pour défendre efficacement la Paix, les conditions d'existence et promouvoir avec l'ensemble du mouvement syndical international, un système où seront bannis l'injustice sociale, la guerre et toutes les formes d'exploitation de l'homme* ».

L'UIS sera présente développera une activité en faveur de la solidarité internationale dans le contexte du plan Marshall et de la « guerre froide » tant au côté des peuples qui se libèrent de leurs colonisations que de ceux victimes des agressions impérialistes, mais aussi une partition du syndicalisme internationale.

L'activité internationale et européenne dans le domaine des transports et spécifiquement des cheminots essaiera avec un certain succès de dépasser les oppositions.



Portrait de Charles Massabiaux, sd, DR. Coll. IHS-CGT cheminots.

**A partir des années 1960, la Fédération CGT des cheminots dirigée par Charles MASSABIAUX,** la fédération des cheminots CGSP (FGTB) de Belgique dirigée par



Alphonse Tonneaux, sd. Coll. CGSP.

**Alphonse TONNEAUX** puis le GDED (D.G.B.) cheminots d'Allemagne fédérale présidé par **Philippe SEIBERT** impulsent des approches entre des organisations d'affiliations différentes pour se rencontrer et débattre des problèmes et revendications des cheminots.

## **Une activité de séminaires va naître, à partir de 1967 et marquée d'une façon originale le syndicalisme cheminot européen durant deux décennies**

Au début, les séminaires furent conçus comme des lieux de rencontre entre les organisations syndicales de cheminots de "l'Ouest" et de "l'Est", ce qui n'était pas négligeable, mais rapidement ils permirent d'approfondir des problèmes communs à tous les cheminots, de dégager des objectifs revendicatifs et des pistes d'actions.

Les séminaires se réunissaient en moyenne tous les deux ans. Entre deux séminaires, le groupe de travail permanent, structure souple composée en particulier des organisations fondatrices, se réunissait une ou deux fois

Les réunions du groupe de travail permanent et du séminaire faisaient l'objet d'une préparation très démocratique. Chaque pays était chargé de rédiger un texte préparatoire, ce qui amenait les organisations à travailler en commun. Cela a permis en France de faire progresser l'unité car rapidement la question s'est posée : pourquoi serions-nous capables de travailler ensemble pour la préparation des séminaires et pourquoi cela sera impossible lorsqu'il s'agit des problèmes Franco-français. ?

## **Avec les séminaires, il y a une interaction**

D'une part, cette activité a été possible par l'attitude volontariste de certains dirigeants syndicaux de l'époque et par la qualité des rapports unitaires existants entre les organisations syndicales de cheminots en France (même après la scission de 1947, elles ont continué à avoir des contacts, à se rencontrer, à se parler).

Il faut également prendre en compte l'activité de la Fédération CGT à l'UIS des transports des ports et de la pêche pour orienter celle-ci sur des positions d'union et de dialogue avec les organisations d'Europe de l'Ouest adhérentes à l'ITF ou à la FIOST (invitation au travail des conférences de l'UIS).

D'autre part, les relations nouées au niveau des organisations françaises à l'occasion des réunions du séminaire ont sans aucun doute facilité le développement de l'unité d'action au niveau national même si celle-ci a connu des hauts et des bas durant ces deux décennies.

## **L'activité du séminaire a permis aussi à la Fédération CGT des Cheminots d'occuper toute sa place au niveau Européen**

C'est ainsi que dès 1973, la fédération CGT, a siégé dans un organisme de la CEE ayant sur le plan syndical des liens étroits avec l'ITF : le Comité consultatif paritaire pour les problèmes sociaux dans les chemins de fer. Les relations établies par le séminaire sur le plan européen et français n'y étaient pas étrangères et on peut y voir les prémices de notre adhésion au Comité des transports de la CES, adhésion que nous avons toujours revendiquée, sans renier nos convictions et en étant acceptés avec notre propre identité.

Toujours sur le plan européen et au niveau de la branche professionnelle, apparaissent des possibilités d'activités revendicatives et des grèves au niveau européen comme le 11 mai 1978 par un rassemblement des cheminots à Bruxelles « *Pour une autre politique des transports en Europe pour le progrès social* ».

## Dans le contexte idéologique libéral de la décennie 80

Les notions de service public et d'intérêt général trouvent difficilement leur place dans le discours de la Commission Européenne.

L'acte unique adopté en 1986 accélère le processus de libéralisation. L'ébauche de la directive 91/440, texte qui jette les fondements d'une réorganisation en profondeur des chemins de fer européens et dont la ligne directrice est l'ouverture des réseaux à la libre concurrence, interpelle l'ensemble du mouvement syndical cheminot européen.

Toutes inquiètes, les organisations syndicales adoptent néanmoins des attitudes différentes. Une majorité d'entre elles par ailleurs adhérentes au Comité Syndical des Transports de la Communauté Européenne considère que le texte peut et doit être amendé. Ce travail de lobbying auprès de la commission incomberait au CSTCE.

Notre fédération et quelques autres considéraient au contraire que ce texte portait en son sein les ingrédients de l'éclatement et de la privatisation des entreprises ferroviaires et que par conséquent il devait être fermement combattu.

Dans une période où les événements alors en cours dans les pays de l'Est étaient mis à profit pour isoler la CGT sur le plan international, notre fédération s'est montrée résolument unitaire en participant aux initiatives organisées par le CSTCE.



Georges Lanoue lors du 34<sup>e</sup> Congrès fédéral, 24-28 novembre 1986, Marseille. Coll. IHS-CGT cheminots, 15 Fi 1.

Lors du 35<sup>e</sup> congrès fédéral (Lyon 12-16 mars 1990), Georges LANOUE, Secrétaire Général propose aux délégués des Organisations Syndicale d'Europe présents de discuter du principe d'une initiative d'action unitaire pour s'opposer aux choix libéraux dans le secteur des chemins de fer.

Cette proposition a été largement discutée et approuvée par nos invités

lors de la soirée internationale qui se tenait deux jours plus tard. Cette proposition s'est concrétisée le 6 juillet 1990. A l'invitation de la fédération, 8 organisations françaises et européennes ont échangé et considéré « *que les orientations communautaires étaient dangereuses pour le service public du chemin de fer et le statut des cheminots, elles ont toutes affirmé qu'il était souhaitable et nécessaire que l'action unitaire la plus large possible se développe pour combattre ces directives* ».

La proposition de la CGT d'une manifestation au Parlement Européen à Strasbourg se concrétisera par un rassemblement devant le Parlement le 13 décembre 1990.

Il convient de noter qu'à cette époque ITF et le CST CE avaient demandé à leurs affiliés de ne pas participer aux initiatives prises par la CGT.

## La tenue à la même date à Paris, en octobre 1991, d'une réunion d'un côté de la branche cheminots de l'UIS des transports et de l'autre de la branche cheminots d'ITF donne l'occasion de proposer une rencontre

Pour la première fois, les affiliés des deux centrales ont pu, lors d'un rassemblement, parler concrètement des problèmes rencontrés et des évolutions prévisibles avec la mise en œuvre de la 91/440 (à l'exception de FO qui n'avait pas accepté l'invitation). Il faut dire qu'en octobre 1991, l'optimisme qui régnait quelques mois auparavant n'était plus de mise. Les espoirs quant à l'efficacité du lobbying exercé auprès de la Commission Européenne s'envolaient. L'adoption par la Commission Européenne de la directive 91/440 laissait à beaucoup un goût amer et resituait chacun face à ses responsabilités.

Le travail en commun qui s'est progressivement mis en place dès 1992 a mis en évidence que les directives communautaires visaient à tout autre chose qu'au développement de coopérations entre réseaux pour la satisfaction du plus grand nombre de citoyens européens et que pour s'opposer à ces choix il convenait de partir de la réalité propre de chaque pays.

En partant des préoccupations quotidiennes des cheminots, de leurs aspirations, des attentes des usagers, en conjuguant pratique démocratique et éclairage des enjeux, nous avons su intégrer la dimension européenne aux luttes quotidiennes.

C'est en portant la revendication « *Pour une autre politique des transports en Europe pour le progrès social* » que s'exprima la première grève européenne des cheminots.

## Sur le chemin du renouveau

### Les relations syndicales internationales de la Fédération CGT des Cheminots

Du fait du contexte de guerre froide et des risques de confrontations qui en résultent, la fédération s'attache à répondre aux exigences de solidarité internationale, sans distinction d'affiliation.

Ainsi, elle développe des relations bilatérales en surmontant les obstacles politiques pour l'établissement de relations fraternelles avec les syndicats Belges, Luxembourgeois, Anglais, Allemands (RFA).

Elle participe activement à la préparation et à la tenue régulière de séminaires syndicaux internationaux regroupant les affiliés d'ITF et de l'UIS-Transport.

Ces relations internationales concernent également les initiatives pour la paix, le désarmement, la décolonisation, le respect des droits de l'homme, la lutte contre l'apartheid...

## Un monde en évolution

La fin des années 80 a été marquée par l'effondrement économique et politique des pays du bloc socialiste et parallèlement, par une offensive généralisée du capitalisme qui, estimant qu'il avait désormais les mains libres, affiche sa volonté d'imposer sa propre conception des rapports économiques dans le monde.

Dans cette même période, et la division syndicale n'y est pas étrangère, il s'est avéré que le mouvement syndical international n'était pas à la hauteur des enjeux.

Des voix se sont élevées tant au sein de la CISL que de la FSM pour dénoncer cette situation.

## La CGT a été l'une de ces voix au sein de la FSM

### Il en a été de même pour la fédération des cheminots au sein de l'UIS-Transport



Source : *Le Peuple*, n°1321, 17 janvier 1991.  
Coll. IHS-CGT.

Toutes deux ont insisté sur la nécessité de travailler au renouveau du syndicalisme international car cela devient une exigence pour le développement des luttes pour s'opposer à la stratégie du capital.

Lors du 12<sup>e</sup> congrès de la FSM à Moscou (13/19 novembre 1990), Georges LANOUE, secrétaire général de la Fédération CGT des cheminots et président de l'UIS des Transports jette les bases de ce renouveau qui passe par une réelle activité professionnelle et une activité régionale.

Le constat sur le rôle et le fonctionnement de la FSM et des UIS amène à penser que celles-ci ne peuvent se limiter à être des lieux d'échanges et d'informations.

Elles doivent mettre cette information au service d'une orientation, au service de l'action pour la satisfaction des revendications.

Dans le prolongement de ce qui a été accompli tout au long de l'année 1991 pour contribuer au renouveau de l'UIS des Transports, de ports et de la Pêche, les 21 et 22 mars, deux importantes réunions se sont tenues au centre éducatif de la CGT Benoit Frachon à Courcelles sur Yvette (91).

La première concernait la réunion d'un groupe préparatoire à la mise en place d'une commission Europe afin de mieux appréhender les bouleversements en cours en Europe. Aussi bien à l'Est qu'à l'Ouest et d'organiser efficacement la riposte.

La seconde avait trait au renouveau d'un syndicalisme international pour le développement des luttes. En l'absence de mesures concrètes pour redéfinir le rôle des

structures internationales, la question de leur existence a été posée.

Ces discussions se sont concrétisées par l'adoption d'une position pour le Conseil présidentiel de la FSM consistant à demander que les moyens dont dispose encore la FSM soient mis à disposition des organismes qui pourront être les éléments moteurs du renouveau du syndicalisme international et notamment des UIS.

Ces réunions se sont avérées d'un caractère exceptionnel tant au point de vue de la participation qu'au niveau du débat.

35 participants en provenance de 12 pays différents ont ainsi participé aux travaux de ce bureau élargi de l'UIS des Transports, des Ports et de la Pêche.

Dans le cadre de l'effort général de la CGT pour soutenir les activités des UIS, le 36<sup>e</sup> congrès fédéral (Tours 1993) a décidé de poursuivre et d'amplifier son aide et sa coopération avec l'UIS des Transports, des Ports et de la Pêche.

## La fédération CGT des cheminots a pris une part active au débat sur le renouveau du syndicalisme international

En dépit des efforts déployés, elle dû se rendre à l'évidence que cette volonté de renouvellement pour une activité au plus près des affiliés et davantage à leur service, n'était pas partagée.

En dépit des engagements verbaux, les conceptions antérieures perduraient, voire se renforçaient, dans leur archaïsme.

De ce fait, l'UIS s'affaiblissait de jour en jour.

Un nombre croissant de désaffiliations était enregistré.

Pour donner suite aux changements politiques, certaines organisations disparaissaient ou le plus souvent rejoignaient ITF, en vue d'obtenir une ouverture sur le monde, ce fut le cas pour la Tchécoslovaquie, la Pologne, la Hongrie, la Roumanie, la Russie...

## Faisant le constat qu'il n'était plus possible d'aller de l'avant

La Fédération a pris la décision en 1994 de ne plus participer aux activités de l'UIS des Transports, des Ports et de la Pêche.

L'évolution de la FSM dans cette même période ne pouvait que conforter cette décision.

## Le départ de la Fédération ne s'est pas traduit par un repli sur elle-même

La Fédération s'est alors attachée à développer ses relations syndicales internationales quelle que soit l'affiliation de ses interlocuteurs.

Ainsi, dans le cadre de la solidarité et d'échanges, elle a organisé des stages de formation et des séminaires syndicaux

à l'intention de nombreuses organisations des cheminots des ex-pays socialistes de l'Europe de l'Est ; organisations anciennes ou nouvellement créées comme ce fut le cas pour la Roumanie.

Ces stages se sont également adressés à d'autres organisations sur d'autres continents : Vietnam, Algérie...

Toutes ces initiatives ont contribué au renforcement des liens syndicaux avec les organisations syndicales de ces pays dont la majorité, s'agissant des pays d'Europe centrale, sont aujourd'hui affiliées à ITF.

## **Du comité syndical des transports à la fédération des travailleurs des transports**

Les séismes politiques qui se produisent dans les pays de l'Est et de l'Europe avec l'effondrement des régimes socialistes constituent une période extrêmement difficile pour la CGT. Certaines OS misaient sur son effondrement voire sa disparition. Plutôt que de se résigner, la Fédération a manifesté à maintes reprises sa pleine disponibilité pour participer au développement du syndicalisme européen, conditions essentielles pour le développement et l'amplification de la riposte des travailleurs aux choix libéraux.

Dans un contexte de guerre froide, caractérisé par un clivage idéologique EST/OUEST, l'appartenance de la CGT à la FSM a, lors de la création de la CES, constitué un obstacle à son adhésion à cette nouvelle structure syndicale européenne.

L'activité professionnelle n'a pas dérogé à cette réalité : membre de l'UIS des transports, des ports et de la pêche, notre Fédération n'a pas été admise, lors de sa constitution, au sein du comité syndical des transports dans la communauté européenne (CST CE).

Le champ d'action du CST CE concernait l'Europe de l'Ouest. L'essentiel de son activité se résumait à du « lobyng » auprès des institutions européennes.

Bien que n'étant pas adhérente à la structure syndicale communautaire pour les raisons évoquées au début du texte, la Fédération CGT des Cheminots très critique à l'égard des orientations communautaires va prendre toute sa place dans ce processus de contestation.

L'adoption de l'acte unique européen en 1986 va avoir pour conséquence d'accélérer le mouvement de libéralisation de l'économie à l'échelle de l'Europe. Les transports par leur rôle dans les échanges et les processus de production et de commercialisation se trouvent au centre de ces évolutions.

Cette politique libérale se traduit par l'ébauche de la directive 91/440 pour la plus connue, mais également par la mise en chantier d'autres projets de directives comme celle ayant trait à l'aménagement du temps de travail.

Toutes ces évolutions amènent un certain nombre d'OS à s'interroger, voire à remettre en cause la politique syndicale d'accompagnement de ces mesures.

A partir de cette période (fin des années 80), un syndicalisme plus contestataire et plus revendicatif va progressivement émerger.

En dépit des tentatives d'isolement et des entreprises de dénigrement menées par certaines organisations syndicales (et notamment des françaises), la CGT proposera des ripostes à cette politique et s'associera aux initiatives prises par le CST CE.

La place prise par notre Fédération lors des actions européennes qui vont se dérouler dans la période, son engagement, sa volonté unitaire tant en France qu'en Europe vont peu à peu contribuer à accroître sa crédibilité.

La demande d'adhésion de notre fédération formulée en 1995 se traduira par une acceptation en tant qu'observateur dans la section les Chemins de Fer du CST CE pour tenir compte des évolutions intervenues en Europe de l'Est et de l'élargissement prévisible de l'UE, mais aussi pour tenir compte du développement de l'activité revendicative dans la plupart des branches du transport (fer, aérien, routier, etc., ...).

Côté confédéral, la CGT a développé pendant toute la période 1980/1990 une activité pour moderniser et ouvrir la FSM mais en vain. Le principe de l'adhésion de la CGT à la CES est admis par la quasi-totalité des syndicats européens ralliés à l'adhésions de la CGT, mais un violent réquisitoire de Nicole Notat lors du comité exécutif reportera sa réalisation.<sup>40</sup>

Le CST CE se transformera en Fédération Syndicale des Transports en 1997 (FST.UE).

L'adhésion de la Confédération CGT à la Confédération Européenne des Syndicats enfin acceptée après de nombreuses demandes) nous ont conduit à demander notre adhésion à la FST.

Nous avons motivé notre demande et notre souhait à partir de ce que nous étions et représentions sur le plan national. Ni suiviste, ni donneur de leçon, pour une participation active à la réflexion, pour s'opposer aux choix et pour proposer des alternatives. Nous affirmons notre volonté, déjà maintes fois démontrée, lors de séminaires successifs, de travailler en coopération avec les autres organisations et construire des initiatives communes.

La FST, engluée dans des difficultés financières a été conduite vers sa dissolution. En mars 1999, des propositions d'évolutions allant dans notre sens sont prises. Cette dissolution sera prononcée à l'ouverture du congrès constitutif d'ETF les 14 et 15 juin 1999. Puis la CGT devient membre fondateur et à part entière de la Fédération des Travailleurs des Transports (ETF).

Un an après, lors du congrès fédéral de Saint-Malo, en mai 2000, le secrétaire général de la Fédération internationale des transports (ITF) David COCKCROFT salue l'activité de la Fédération CGT, ses combats et son au-

40. ce veto est levé en 1999. L'essentielle des fédérations de la CGT s'inscriront dans les fédérations de la CES.



David Cockcroft, Didier Le Reste et Patrick Chamaret au Congrès fédéral tenu à Saint-Malo, 22 mai 2000, DR. Coll. IHS-CGT cheminots, 2 Fi 21.

dience internationale et appelle la fédération à retrouver sa place dans la fédération internationale.

Sur le plan européen, le premier congrès ordinaire, se déroule les 17 et 18 mai 2001 à Zagreb. Didier LE RESTE conduit la délégation fédérale, des orientations politiques nouvelles sont précisées, des principes de fonctionnement

sont consolidés pour permettre un réel développement des activités des transports face aux ravages du libéralisme qui sévit sur ces différents modes. La fédération représentera les fédérations françaises de Cheminots adhérentes (CFDT/FO/UNSA / FGAAC) au Comité exécutif d'ETF.

La dernière étape est franchie en août 2002, avec l'invitation et la participation au débat d'une délégation de la fédération CGT conduite par Didier LE RESTE, son secrétaire général, au Congrès d'ITF de Vancouver. Le Conseil National de la fédération vote l'adhésion à la fédération internationale en novembre de la même année.

Sur le plan international, la confédération CGT s'inscrit dans la démarche de création de la nouvelle Confédération Syndicale Internationale en 2006, participant avec un groupe d'organisations alors « non affiliées » parties prenantes du nouveau regroupement ainsi formé.<sup>41</sup>

---

41. Jean-Marie Pernot , la CGT en question, éditions EUD.

# L'internationalisme au service de la paix

Dès 1948, des intellectuels et des chercheurs du monde entier, dénoncent les risques encourus par l'humanité en cas d'utilisation de l'arme nucléaire. Hiroshima et Nagasaki sont encore présents dans l'esprit mondial. Dans ce contexte, le Conseil National du Mouvement pour la Paix réuni à Stockholm (Suède) le 19 mars 1950, sous la présidence de Frédéric Joliot-Curie, lance un appel au monde pour condamner l'utilisation de toute arme nucléaire et exiger son interdiction.

Opposé de tout temps à la guerre, la question de la Paix et du Désarmement prend une tout autre dimension pour la CGT avec l'arme nucléaire. Elle devient une préoccupation majeure.

Ainsi, elle appelle ses structures syndicales professionnelles et interprofessionnelles à participer et s'associer aux grandes campagnes pacifistes pour populariser l'appel de Stockholm

Diffusé à l'échelle du monde, l'appel de Stockholm recueille plus de 500 millions de signatures pour la Paix, dont 14 millions en France.<sup>42</sup>

## Malgré la politique de détente EST/ OUEST les risques de conflits demeurent!

La mort de Joseph STALINE en 1953 conduit à un début de dégel dans les relations internationales. Les nouveaux dirigeants soviétiques dont NIKITA KHROUTCHTEV, émettent quelques signes de détente en faveur d'un rapprochement et d'un dialogue avec les occidentaux. Récemment élu à la présidence des Etats-Unis, DWIGHT D. EISENHOWER expose un plan d'utilisation pacifique de l'atome.

Pour autant, ces signes positifs n'infléchissent pas la course à l'armement nucléaire.

Russes et Américains poursuivent leurs essais, accélèrent leurs fabrications et le stockage d'armes atomiques.

Malgré la période « dite de détente », les risques de conflits demeurent, même s'ils sont moins perceptibles du fait des accords d'Helsinki en 1975.

Ils restent d'autant plus d'actualité, qu'au fil des ans, d'autres nations dont la France se sont dotées de l'arme nucléaire et poursuivent leurs essais.

A la fin des années 70, un climat de nouvelle guerre froide fait son apparition. Il a pour origine le redéploiement de missiles de croisière en Europe par les USA.

Ces derniers considèrent qu'il s'agit d'une réponse à l'installation des fusées SS 20 par l'URSS;

La Fédération CGT des cheminots prend une part active dans ce combat pour la Paix et le Désarmement

Elle invite les cheminots à s'engager dans l'action « PAIX et Désarmement » en signant ou faisant signer des pétitions telles « des milliards pour la vie pas pour la mort »

Beaucoup de cheminotes et cheminots se sont impliqués

pour la réussite des grandes initiatives de Paix impulsées par l'appel des 100 et le Mouvement pour la Paix dans les années 80.

Il en est ainsi ;

- De la marche pour Paix du 20 juin 1982 qui rassemblera plus de 250 000 manifestants dans la rue de Paris.

De la marche Nation-Vincennes du 19 juin 1983 où un demi-million de personnes se sont rencontrées dans « une fête pour la Paix » pour manifester leur espoir d'un monde libéré de l'angoisse de son autodestruction.



Marche pour la paix et le désarmement à Paris en juin 1982, © Robert Laudereau. Coll. Ciné Archives.

- Du 14 juin 1984 avec « le rendez-vous de la Paix » pour l'arrêt des essais nucléaires. A cette occasion une chaîne humaine longue de 25 kilomètres se constitue pour dire « non au surarmement et à la prolifération de l'arme atomique ».

Du 22 octobre 1983 où, dans un climat de nouvelle guerre froide d'importantes manifestations se déroulent dans les grandes villes européennes (Londres, Rome, Paris, Bonn, Bruxelles...) pour dire « Non à l'installation de missiles et de fusées Pershing 2 en Europe par le USA! Non aux fusées SS 20 soviétiques »

Cette liste d'initiatives n'est pas exhaustive, il convient d'y ajouter le Festival de la Paix du 6 juin 1987 pour exiger l'arrêt des essais nucléaires, ou encore « Paris Capitale mondiale de la Paix » en juin 1989;

En 1995, La CGT participe à une campagne internationale contre la reprise des essais nucléaires par la France au centre d'expérimentation de Mururoa en Polynésie Française

L'engagement des syndicats et des sections de retraités Toute cette activité a été rendue possible par l'engagement de nos syndicats et sections de retraités aidés par les secteurs fédéraux comme à Vaires, Argentan, Paris Montparnasse, Marseille, Grenoble ou notamment chez les retraités de Paris Nord, de Bretagne etc.

42. La Tribune des cheminots, n° 4, 1<sup>er</sup> juin 1950.

**PAIX**



**MOURIR POUR UN BARIL....**

Mourir pour un baril, sous des balles françaises, tels sont les risques que nous courons. Car à force d'appeler à cette logique de guerre, d'embêter le pas à tous les boutefeux, la situation dans le Golfe risque de devenir dangereuse. Notre peuple n'est pas d'accord ; notre peuple est pour une solution pacifique, tel est le résultat du dernier sondage.

Pourtant ce n'est pas la voie de la paix que choisissent nos dirigeants. C'est le consensus guerrier qu'ils recherchent.

Et pour cause. Quelle aubaine pour augmenter les prix, pour faire pression sur tous, faire passer, tenter de faire passer un nouveau impôt.

Une autre logique est possible. Celle de la paix. Non, à la CGT, nous sommes pour la paix. Ce n'est pas d'aujourd'hui, faut-il le rappeler ici, que nos militants ont été condamnés pour avoir parlé paix avec les cheminots.

Où, la paix. Une politique de paix, assez de ces milliards engloutis dans les armes de mort. Assez de ces marchands de canon qui vendent les armes qui tuent nos enfants pour l'incendie des pétroles et magasin de pétrole.

**QUE L'ARGENT SOIT UTILISE POUR L'ECOLE. QUE L'ARGENT SOIT INVESTI POUR UN ENCF SERVICE PUBLIC. AVANT QU'IL NE SOIT TROP TARD, QUE TOUS LES PACIFISTES, LES FEMMES ET HOMMES DE COEUR SE RASSEMBLENT. LA PAIX EST A CE PRIX ; LE BON-HEUR AUSSI.**

Ainsi s'exprime, avec son syndicat, un camarade cheminot, sanctionné pour avoir permis qu'un part de la Paix dans un dépôt.

...  
Aujourd'hui encore le collectif PAIX et Désarmement de la Fédération s'adresse à vous :  
1) Pour que chaque, chacun, avec son syndicat, sa section participe aux initiatives nombreuses pour la PAIX dans tous les coins de France  
CRIONS AVEC TOUS : NON A LA GUERRE.  
2) Remettez avec la signature de ceux et celles qui l'ont initié, les pétitions suivantes, au «Collectif Paix et Désarmement, Fédé Cheminots, Case 54, 93151 MONTREUIL CEDEX».  
3) Obligons tous les élus = nos représentants dans les maires, les conseils généraux, à l'Assemblée nationale, au Sénat à REFUSER LA GUERRE ET LES ARMES...  
**PROPOSONS-LEUR NOS PETITIONS**  
Pour le Collectif  
Cheminots BESSON

**La crise du Golfe Persique montre de manière dramatique le danger que représentent pour la vie des hommes et la paix les choix de militarisation, de commerce et d'accumulation des armes.**  
— Le défilé de 100 milliards de dollars dans le monde pour l'armement, soit l'équivalent des revenus des pays les plus pauvres de la planète.  
— Le déploiement militaire français dans le Golfe coûte 3 milliards de euros par jour.  
— La réorientation des financements et des productions en faveur des besoins économiques et sociaux.

**HALTE AUX ESSAIS NUCLEAIRES**  
Représentants des pacifistes de tous les continents réunis à Paris, le 14 septembre 1990, nous déplorons l'opinion publique sur les périls que la crise du Golfe Arabo-Persique fait peser sur la paix du monde. Le déclenchement d'un conflit pourrait dégrader en apocalypse nucléaire.

Les tentatives actuelles soulignent l'urgence nécessaire de construire un nouvel ordre mondial de la Paix. Une première mesure radicale s'impose : L'ARRÊT DES ESSAIS NUCLEAIRES. LA REPRÉSENTATION IMMEDIATE ET UNE CONCLUSION RAPIDE DES NEGOCIATIONS SUR LE DESARMEMENT NUCLEAIRE EN VUE D'ELIMINER TOUTES LES ARMES NUCLEAIRES.

Au nom du droit de l'Homme et La Paix, nous demandons solennellement aux gouvernements des nations nucléaires d'en finir avec ces expériences risquées et dangereuses.

Nous appelons les hommes et les femmes de tous les pays à assouvir à cette exigence.  
Pour devenir un état permanent et irréversible la paix a besoin de toutes les bonnes volontés. Formons autour d'elle la chaîne universelle de l'amitié et de la solidarité de tous les terriens.

Cette position décidée par les représentants d'organisations pacifistes de 22 pays réunis à PARIS en septembre 1990 est soumise à la signature de tous les habitants de la planète, dans tous les pays du monde.

— Nous demandons à tous les Etats d'agir en faveur de l'interdiction totale des essais nucléaires, étape essentielle sur la voie d'un monde débarrassé des armes nucléaires.

— Nous demandons que les Gouvernements décident de cette interdiction lors de la Conférence d'amendement de Traité sur l'interdiction partielle des essais nucléaires qui débute à NEW YORK en janvier 1991.

**SIGNATURES**  
A renvoyer à la Fédé Cheminots  
collectif Paix-Désarmement  
Case 54  
93151 MONTREUIL CEDEX

- 13 -

La Tribune des cheminots [actifs], n° 679, novembre décembre 1990. Coll. IHS-CGT cheminots, 4 C 1/8.

**Paix et Désarmement : une Activité Permanente.**

En Mars 1987, la Fédération a mis en place un collectif fédéral « Paix Désarmement » chargé d'assurer la permanence, la coordination et l'impulsion des initiatives dont notamment du Centre Fédéral de la Jeunesse, des commissions jeunes dans les secteurs fédéraux en faveur de la Paix.

Cette intégration dans l'activité fédérale au quotidien conduit à ce que nos publications syndicales, la Tribune des cheminots, Perspectives Syndicales, Voix des travailleurs, Courriers S etc. s'ouvrent et participent à ce combat.

Il en est de même dans la tenue de nos réunions statutaires (Congrès, Commissions exécutives, Conseils Nationaux, Conférences etc.) dans lesquelles ces questions sont alors évoquées et discutées en lien avec l'activité revendicative générale.

Une communication pour informer, débattre avec les cheminots des enjeux Paix et Désarmement

Cette communication est multiple et variée avec pour objectifs de populariser les actions contre la guerre.

Il en est ainsi des affiches du Centre fédéral de la Jeunesse comme « la moto, cardan pour la paix » ou « le flambeau de la Paix » à Albertville avec les jeunes et l'Europe.

- Du débat organisé le 11 juin 1987 au CCE avec la participation de Georges Séguin.
- Du spectacle « Aurore et Colombe » à l'initiative de CE de Normandie.

- De la projection de Cassette vidéo dans les activités vacances du CCE
- De la projection de diapositives sur Hiroshima
- Des films des différents organisations et associations militantes de la Paix...

**La dimension Internationale du Combat pour la Paix**

La dimension internationale de l'action Paix-Désarmement montre l'intérêt des peuples, et quelle que soit leur sensibilité ou idéologie, à se rassembler pour mettre en échec les fauteurs de guerre.

Ainsi en octobre 1987, au Japon, un représentant de la fédération participait au nom de CGT à un symposium antinucléaire aux côtés de syndicalistes Australiens, Américains, de responsables de la FSM...

Par ces actions, nous œuvrons pour que la détente se substitue à la tension, que la négociation prévale sur les solutions de force, que le désarmement devienne une réalité concrète.

Nous œuvrons pour que l'argent dépensé pour la guerre soit désormais consacré à la satisfaction des revendications des peuples. Il y va de l'avenir de l'Humanité.

La paix n'est pas seulement l'absence de guerre mais s'appuie sur le principe de rapports humains fondés sur la libre coopération de tous pour le bien commun.

Une paix durable est une condition préalable à l'exercice de tous les droits et devoirs de l'être humain. Le progrès social pour l'ensemble des populations favorise une paix durable.

Pour la CGT, ce sont toujours les travailleurs, quelles que soient leurs origines, qui sont les premières victimes des guerres et des situations de pauvreté qu'elles engendrent.

En effet, la misère, le désespoir, le chômage et la détresse sociale alimentent les conflits. Les éradiquer est une des conditions de paix. Le mouvement syndical a un rôle à tenir et apporte ainsi une contribution spécifique dans la recherche de la paix.

L'intervention syndicale sur toutes ces questions est indispensable pour lutter à tous les niveaux contre le capitalisme mondialisé et participe du droit à la paix.

Il s'agit donc de s'efforcer toujours de travailler à renforcer le camp de la paix et favoriser les rapprochements et relations avec nos homologues syndicaux tant au niveau national qu'international, mais également de la société civile dans son ensemble notamment en renforçant encore nos échanges avec entre autres le Mouvement de la Paix.

Les coopérations syndicales et organisations syndicales internationales régionales et globales doivent s'opposer à la mise en concurrence exacerbée par la mondialisation capitaliste et mettre en œuvre d'une économie de paix. Cette activité nationale et internationale s'appuie la prise en compte des structures syndicales pour y contribuer et y participer.

# L'aspiration à l'unité des travailleurs du monde

Alors que la Seconde guerre mondiale n'est pas encore terminée, l'aspiration des travailleurs à l'unité syndicale mondiale, au sein d'une seule centrale, s'exprime avec force.

Au cours du Congrès annuel des TUC britanniques, il est décidé de convoquer une conférence syndicale mondiale ainsi que la reconstitution du comité similaire Franco-britannique et la constitution d'un comité Franco-soviétique. Ces deux organismes ont pour mission de travailler à la rénovation du syndicalisme international. Syndicalisme qui ne peut plus être axé sur le seul territoire européen.

Constat est fait que l'anticommunisme au sein de la FSI n'a pas permis la mobilisation suffisante pour faire barrage au fascisme.

Le conflit mondial a mis en évidence les faiblesses du syndicalisme en général et du syndicalisme international en particulier.

Devenues obsolètes, les structures syndicales internationales ne répondent plus aux préoccupations du monde de demain.

La création d'une nouvelle organisation syndicale unitaire mondiale s'impose.

Elle doit s'inspirer des orientations de la charte des Nations Unies et servir à la paix, au progrès social, au respect des droits de l'homme.

La création de la FSM est considérée comme un acte précurseur d'une nouvelle ère, débarrassée de l'impérialisme et du colonialisme.

## La Conférence Syndicale Mondiale qui s'est tenue à Londres du 6 au 17 février 1945 jette les bases d'une réunification du syndicalisme mondial

Au cours de cette conférence, les TUC Britanniques tenteront, mais en vain, de « sauver » la FSI en faisant part de leur désaccord avec la conception d'une organisation syndicale qui ne soit plus seulement un outil de liaison et d'information mais une véritable centrale syndicale mondiale regroupant à la fois des organisations professionnelles (les SPI) et des centrales nationales.

Cette réunification, voulue par l'ensemble du mouvement syndical, se concrétise huit mois plus tard lors de la conférence de Paris en donnant naissance à la Fédération Syndicale Mondiale (FSM) le 3 octobre 1945.

À cet instant, la FSM représente 67 millions de travailleurs de 54 pays différents émanant de :

- 64 organisations syndicales nationales
- 20 organisations internationales (FSI, CISL, CTAL, et 17 SPI).

### 250 délégués de quarante centrales participent à la CONFERENCE syndicale mondiale qui a commencé ses travaux

De notre envoyé spécial à Londres **M.-R. JUSTIN**

L'activité syndicale internationale qui se manifeste depuis plusieurs mois atteint alors son point culminant aujourd'hui alors que commencent ici, au County Council Hall de Londres, les travaux de la Conférence syndicale mondiale. On sait que l'initiative de cette conférence fut prise par les Trade Unions anglaises. Un comité préparatoire, composé en outre des représentants des syndicats russes et du C.I.O. américain, s'est chargé de son organisation et d'établir l'ordre du jour provisoire.

Cet ordre du jour comprend : 1° La contribution à apporter à l'effort de guerre allié; 2° L'attitude des organisations syndicales à l'égard du futur règlement de la paix; 3° La représentation des organisations syndicales à la conférence de la paix et aux conférences préparatoires qui traiteront des questions d'assistance, de restauration et de reconstruction; 4° Les problèmes de reconstruction d'après-guerre, y compris la reconstruction du mouvement syndical international.

Près de quarante Centrales syndicales internationales, représentées par deux cent cinquante délégués, participent aux travaux de la conférence. La plus forte représentation est celle de l'U.R.S.S., qui comprend plus de trente membres.

La délégation de la C.G.T. est composée de **Georges Buisson**, **Louis Saillant**, **Benoit Frachon**, **Robert Bohercau**, **Julien Racmond** et **Albert Gazier**, secrétaires confédéraux; **A. Croizat**, secrétaire de la Fédération des Métiers; **Forgues**, secrétaire de l'U.D. de Haute-Garonne; **Dupuy**, secrétaire de la Fédération des Cheminots; **Capocci**, secrétaire de la Fédération des Employés; **Hénaff**, secrétaire de l'U.D. de la région parisienne; **Ehlers**, secrétaire de la Fédération des Syndicats maritimes.

Peu après avoir ouvert la première séance, **Citrine**, au nom du comité préparatoire, proposa la désignation de trois présidents et de trois vice-présidents.

**George Isaacs**, président des syndicats britanniques, **Thomas**, du C.I.O. américain, **Kousnetzov**, chef de la délégation russe, seront présidents.

**Saillant** pour la France, **Chuh-sufan** pour la Chine, **Lombardo Tolledano** pour l'Amérique latine, seront vice-présidents.

Dans la délégation française, qui comprend, outre nos camarades, quatre représentants de la C.F.T.C., on n'a pas été sans observer que l'attribution de ces postes semble s'identifier avec le classement opéré par les gouvernements des grandes puissances.

Le discours d'ouverture fut prononcé par **George Isaacs**, qui mit en évidence la portée historique de la réunion, portée dont chaque délégué a pleinement conscience. **Isaacs**, après avoir salué les morts des nations alliées, exprima les buts de la conférence et regretta la non-participation d'importantes organisations qui seront toujours les bienvenues. Enfin, il déclara : « L'unité est notre but; malgré toutes les divergences, ne la perdons pas de vue. »

**Citrine** lut le message adressé par **M. Churchill** aux délégués.

La deuxième séance fut présidée par **Kousnetzov**, qui donna lecture d'un important rapport sur la situation en Russie. Après avoir montré la part de souffrances, d'héroïsme et d'efforts fournis par la Russie, **Kousnetzov** déclara que la formule « Tout pour le front » devait être plus que jamais celle des travailleurs des nations alliées. Le chef de la délégation soviétique demanda à la classe ouvrière des pays neutres de faire pression sur leurs gouvernements afin qu'aucune aide ne soit apportée aux Allemands. En terminant, l'orateur exprima le désir des syndicats soviétiques de voir l'unité syndicale réalisée dans une nouvelle organisation mondiale.

La discussion sur l'effort de guerre se poursuivit avec une intervention de **Doakin** pour la Grande-Bretagne, et de **Robinson** pour le C.I.O. **Dupuy** et **Gazier** y participèrent au nom de la C.G.T.

Enfin, c'est le Major **Artlee** qui saluera la conférence au nom de **M. Churchill**.

Article extrait du *Peuple*, 10 février 1945. Coll. gallica.bnf.fr / BnF.

Elle regroupe pratiquement tout le mouvement syndical mondial, à l'exception des syndicats chrétiens qui restent organisés dans leur confédération internationale des syndicats chrétiens et de l'AFL des Etats-Unis, en désaccord avec la présence des syndicats d'Union Soviétique au sein de la FSM;

La FSM engage des discussions avec les syndicats professionnels internationaux (SPI), en vue de leur intégration en son sein.

Le manifeste de la conférence de Londres met l'accent sur la nécessité de l'intervention des travailleurs afin de ne pas laisser aux seuls gouvernements, quelles que soient par ailleurs leurs bonnes intentions, la responsabilité de la paix. A son retour en France, Louis Saillant qui dirige la délégation CGT insiste sur la nécessité d'une activité syndicale internationale soutenue de la CGT.

« ... L'équilibre entre le progrès social et la restructuration économique et politique du monde après la guerre



Louis Saillant, 15 septembre 1944.  
©Presse Libération / coll. musée de l'Histoire vivante.

constitution, se développant, le plus souvent, contre les puissances coloniales.

### Les objectifs fondamentaux du premier congrès constitutif de la FSM

Ces objectifs sont transcrits dans plusieurs résolutions. S'agissant de l'éradication du fascisme, le congrès revendique que les travailleurs puissent veiller eux-mêmes aux décisions de la conférence de Potsdam afin qu'elles soient réellement appliquées.

Le congrès se prononce pour l'élaboration d'une charte du travail reprenant les revendications essentielles des travailleurs.

La résolution sur le droit des peuples à l'autodétermination constitue un premier pas vers l'indépendance nationale.

L'ensemble des documents présentés à l'approbation du congrès ont été adoptés à l'unanimité. Pour autant, diverses interventions laissent apparaître des divergences. Il en est ainsi des questions concernant la décolonisation, l'indépendance nationale...

Ainsi, un délégué des syndicats indiens explique que la première préoccupation des travailleurs indiens c'est l'indépendance nationale. C'est la raison essentielle de leur adhésion à la FSM. La réponse de Walter Citrine est catégorique et cinglante : « il ne pense pas que la FSM ait vocation à s'engager sur ce chemin... ».

### Des tensions politiques entre les grandes puissances mondiales, victorieuses du fascisme, vont apparaître rapidement

Les différents idéologiques mis en veilleuse pendant la période de lutte commune contre le fascisme vont resurgir et conduire au partage du monde en deux blocs.

Ce sera le début de la guerre froide avec, à nouveau, les risques d'une confrontation armée à l'échelle planétaire.

Ces événements vont entraîner des conséquences pour le mouvement syndical mondial.

ne pourra s'établir en dehors de la libre intervention de la classe ouvrière syndicalement organisée ».

La CGT, sous l'impulsion de la tendance Frachon, s'inscrit dans ce nouveau concept des relations internationales marqué par l'importance de l'Union Soviétique, ainsi que par l'émergence de nouvelles nations ou en passe de

A partir de 1947, les discussions au sein de la FSM deviennent de plus en plus houleuses.

Parmi les nombreux épisodes qui se sont succédé durant cette période, la construction d'un rideau de fer, l'annonce du Plan Marshall, le blocus de Berlin sont des actes qui freinent la mise en œuvre des orientations de la conférence de Londres et du Congrès de Paris.

Au fil des mois, il devient évident pour certains que l'unité syndicale mondiale n'est plus une priorité.

### Le rôle de l'AFL

Après avoir boycotté les conférences fondatrices de la FSM pour signifier son hostilité à la présence de syndicats Soviétiques, l'AFL américaine installe un bureau de représentation à Bruxelles, dirigé par Irving Brown, connu pour son anticommunisme viscéral.

Son but : accueillir les syndicats libres, c'est-à-dire, les syndicats qui n'ont pas encore adhéré à la FSM, pour les dissuader de le faire.

### Faire barrage à l'extension du communisme dans le monde

Considérant que les démocraties occidentales sont menacées par le « péril communiste », dont le relais serait le syndicalisme international, noyauté par l'URSS, HARRY TRUMAN, Président des Etats-Unis, dans une déclaration, le 12 mars 1947, s'engage à développer une politique « d'endiguement » pour stopper l'expansion du communisme dans le monde.

Il confirme l'aide économique et militaire des USA « aux pays libres » qui se concrétisera notamment par la mise en place du plan MARSHALL.

Sous cette pression, la plupart des organisations syndicales des pays de l'Europe de l'Ouest, à l'exception de la CGT pour la France et de la CGIL pour l'Italie, quittent la FSM et rejoignent, dès sa création, la CISL, Confédération Internationale des Syndicats Libres, organisation dont l'activité essentielle consistera à s'opposer au communisme.

Dans ce contexte, la jeune FSM voit se dresser des obstacles sur son chemin.

Elle s'efforce néanmoins de mettre en œuvre les orientations approuvées par la conférence de Londres et le congrès constitutif de Paris.

Ainsi, elle incite les travailleurs de tous les pays du monde à créer leurs syndicats et à les développer sans ingérence de quiconque.

Elle impulse la solidarité internationale en soutien des travailleurs en lutte pour leur libération nationale.

Elle appelle au développement du mouvement syndical et à la syndicalisation des travailleurs des pays en voie de développement.

Elle s'emploie à mettre fin au temps où le mouvement syndical international se limitait aux seuls pays industrialisés.

Ainsi, l'année 1946 voit naître le Congrès syndical Egyptien, l'Union des travailleurs de Tunisie, la Confédération générale des travailleurs du Maroc, la Confédération gé-

nérale du travail du Vietnam, le conseil des syndicats du Ghana... et d'autres encore dans des territoires encore sous le joug des administrations coloniales.

### La défense des droits syndicaux

La FSM est également à l'initiative de campagnes de solidarité avec les travailleurs victimes de la répression syndicale y compris ceux de territoires coloniaux.

En soutien des forces antifascistes en Espagne, elle obtient de l'ONU une recommandation aux Etats Membres de rappeler leurs ambassadeurs de Madrid.

Ces avancées sont contrecarrées par des décisions politiques remettant en cause la légitimité de la FSM.

A l'initiative de la FSM, l'ONU crée, le 23 janvier 1946, un statut consultatif pour les organisations non gouvernementales au Conseil Economique et Social (Eco Soc) de l'ONU.

Dès les premiers instants, elle se heurte à la présence de représentants de l'AFL qui ont été accordés les mêmes droits, institutionalisant de fait la division syndicale.

Cette reconnaissance de l'AFL vise en fait à entretenir un climat de méfiance à l'égard de la FSM et participe à la politique des Etats-Unis « d'endigement » du communisme dans le monde.

### L'annonce du Plan MARSHALL

Au sein de la FSM, le positionnement des différentes centrales syndicales nationales fait apparaître des divergences de fond sur l'objet de ce plan et l'attitude à adopter à son égard.

Les syndicats de l'Europe de l'Ouest, anglo-saxons, britanniques, scandinaves sont favorables à ce plan.

Ils considèrent que l'ampleur des besoins pour reconstruire les pays ravagés par la guerre est telle que l'Europe seule est dans l'incapacité d'assurer cette reconstruction.

L'aide des Etats-Unis, certes accompagnée de contraintes politiques et financières, s'avère indispensable.

Par ailleurs, ils redoutent que l'accroissement de la misère qui touche les populations de la plupart des Etats, favorise l'expansion du communisme en Europe de l'Ouest.

L'AFL, relais des Etats-Unis, demande que le Mouvement syndical européen apporte un appui actif aux propositions du Plan Marshall.

A l'opposé, au sein de la FSM, les syndicats soviétiques et des pays satellites de l'URSS, de la CGT (France) et de CGIL (Italie) dans leur majorité s'opposent au plan et n'entendent pas le soutenir.

Ils y voient là une opération de mainmise des Etats-Unis sur l'Europe.

### Vers la scission

A l'occasion de la réunion du bureau exécutif de la FSM, tenu à Paris le 19 janvier 1949, Arthur Deakin président de la FSM, donne lecture d'un message de son organisation syndicale.

Le TUC britannique exige « la suppression pour un an des activités de la FSM ». En cas de refus, il avertit les membres du bureau de la FSM de la désaffiliation des TUC.

### La création de la CISL

Lors d'une conférence préparatoire à la création d'une nouvelle centrale syndicale internationale, les 25 et 26 juin 1949, l'essentiel des débats est supplanté par l'anticommunisme des participants.

Le congrès fondateur de la Confédération internationale des syndicats libres (CISL) qui se déroule à Londres du 28 novembre au 9 décembre 1949 amplifie ce mouvement. Le message d'Irving Brown représentant l'AFL et dirigeant en sous-marin de la CISL est clair.

L'ennemi prioritaire c'est le totalitarisme soviétique. Il invite les affiliés de la CISL à lutter contre les communistes. Le deuxième congrès de la FSM Milan 29 juin – 9 juillet 1949

Malgré la scission et le départ des organisations syndicales d'Europe de l'Ouest, 43 pays représentant 71,6 millions de membres prennent part au débat.

Les départs massifs de l'année 1948 sont comblés par de nouvelles adhésions de travailleurs qui luttent pour l'indépendance de leurs pays, les libertés syndicales, la décolonisation.

Un document d'orientation générale, adopté par le congrès, établit les priorités dans la lutte pour la paix, les droits démocratiques des peuples et l'unité syndicale.

S'agissant des activités professionnelles, le congrès décide de constituer des Unions internationales des syndicats (UIS) ayant le caractère de département professionnel de la FSM. Ce qui met fin à toute discussion avec les dirigeants de SPI hostiles à la FSM.

### La situation de la FSM au lendemain de la scission

Le départ de la FSM de la quasi-totalité des syndicats de l'Europe de l'Ouest, à l'exception de la CGT (France) et de la CGIL (Italie), accentue le poids des syndicats soviétiques et des pays satellites de l'URSS.

Les relations tendues entre la Yougoslavie et l'URSS conduiront à l'expulsion des syndicats Yougoslaves de la FSM.

La scission de 1949 a affaibli la représentation mondiale de la FSM. Pour autant, elle existe et agit. La perte des adhérents de l'Europe de l'Ouest est compensée par des nouvelles affiliations, notamment d'organisations luttant pour leur indépendance, d'organisations de pays en voie de développement où jusqu'alors les réglementations sociales sont inexistantes.

En 1950, trois mondes coexistent au sein de la FSM :

- Un premier ensemble constitué autour de l'URSS, de ses pays satellites, des pays d'Asie. Cet ensemble représente deux tiers de ses affiliés.
- Un second ensemble constitué de la CGT France et de la CGIL Italie qui sont des organisations syndicales d'obédience communiste dans des pays capitalistes.
- Un troisième ensemble constitué d'organisations d'origines diverses (syndicats ayant des affinités socialistes dont les pays sont aidés par l'URSS ou sont en rupture du colonialisme).

La FSM devient le lieu d'un nouvel accord politique entre le conseil central des syndicats soviétiques d'une part et de la CGT et de la CGIL d'autre part qui, par ailleurs, sont les seuls syndicats représentatifs du monde capitaliste européen.

A partir de cet instant, la FSM suit les méandres de la diplomatie soviétique.

### **Le différent CGT/CGIL au sein de la FSM**

Dès la fin des années 50, un conflit interne à la FSM oppose la CGT à la CGIL.

En 1956, la CGIL condamne l'intervention armée des troupes soviétiques en Hongrie alors que la CGT la justifie.

La CGIL dénonce la vassalisation de la FSM à la diplomatie soviétique.

Les réformes proposées par la CGIL pour un fonctionnement plus démocratique et la prise en compte des évolutions dans la société et notamment la construction européenne se heurtent à la CGT et Louis SAILLANT secrétaire général de la FSM.

### **L'impossible rénovation de la FSM**

Après le départ de la CGIL, la CGT reste la seule organisation syndicale significative du monde occidental au sein de la FSM.

Elle prend conscience des limites de la centrale internationale et entame la lutte pour réformer son fonctionnement. En dépit de l'engagement pourtant annoncé par le conseil central des syndicats soviétiques pour faire aboutir, les choses ne changeront pas.

En 1978 devant ce constat, la CGT prend la décision de quitter le secrétariat général de la FSM et rappelle Pierre GENSOUS, secrétaire général.

Mais ce retrait n'est que partiel, de nombreux permanents français resteront en place à Prague et dans les UIS.

En 1982, Henri KRASUCKI, devenu secrétaire général de la CGT, réaffirme son investissement dans la FSM, tout en continuant de plaider pour sa rénovation.

Si quelques initiatives sont organisées, la FSM n'en reste pas moins isolée en Europe occidentale.

L'effondrement du mur de Berlin ne suffira pas à éteindre tout espoir de renouveau de la FSM.

Alors que la Hongrie et la Pologne ont abandonné leur statut de « démocratie populaire », qu'un Conseil général se tient à Prague au milieu des manifestations de la « révolution de velours », Henri KRASUCKI y voit là l'engagement du socialisme dans une phase nouvelle qui donne raison aux propositions de la CGT.

Mais la réalité de la situation est bien différente et le congrès de la FSM qui se tient à Moscou en novembre 1990 prolonge la tradition des autocritiques, des engagements sur la rénovation, la transparence, les moyens donnés à l'activité professionnelle : des thèmes entendus régulièrement depuis les années 1970.

À la veille de l'éclatement de l'URSS les syndicats soviétiques sont en pleine décomposition quant aux syndicats

des pays de l'Est, la plupart ont demandé leur adhésion à la CISL.

Du fait de cette situation, la FSM est privée de ses ressources antérieures. Elle se voit contrainte de réduire ses dépenses.

### **Les années passent et les engagements à la rénovation restent toujours lettre morte**

À l'issue du conseil général tenu à Varsovie du 12 au 15 octobre 1993, Louis VIANNET n'écarte pas l'idée d'une sortie de la CGT. Mais il ne souhaite pas cliver le débat et brusquer les militants et les organisations de la CGT encore attachés aux références de la FSM.

La préparation du congrès mondial qui se tient à Damas du 22 au 26 novembre 1994 favorise les débats internes.

Aussi, c'est avec un mandat bien précis portant notamment sur la vie de l'organisation mondiale que la délégation CGT s'y rend.

Au terme du congrès les propositions de la CGT sont écartées. Ce qui conduit le bureau confédéral à prendre la décision du retrait.

Décision qui sera avalisée lors du congrès confédéral en décembre 1995.

### **Dépourvue d'appartenance syndicale internationale**

La CGT s'inscrit dans la démarche de création de la nouvelle Confédération Syndicale Internationale (CSI) en 2006.

La CGT a passé peu de temps hors d'une affiliation syndicale internationale. Elle présente une remarquable continuité d'attention à la dimension internationale. Par ces publications, ses prises de position et même à travers la formation délivrée à ses adhérents, elle a toujours contribué à une certaine présence de l'autre dans la vision du monde proposée par son syndicalisme.

### **Le secteur des transports évoluera dans ce contexte**

Les liens qui unissent les cheminots du monde entier se resserrent au rythme de l'évolution des problèmes posés aux niveaux européen et mondial.

La fédération veut mettre au service des cheminots de tous les pays le fruit de son expérience des luttes.

De la même manière elle souhaite bénéficier de l'apport des autres organisations syndicales.

C'est dans cet esprit que se développent des rapports avec les secteurs professionnels des centrales syndicales internationales.

Avec celles adhérentes au secteur professionnel de la FSM, l'UIS des transports mais également avec celles adhérentes à la CISL : ITF et à la CISC : la FIOST.

Confronté au lourd dossier de la modernisation de la SNCF et des enjeux qu'elle représente pour les cheminots, le congrès fédéral qui se tient du 23 au 26 janvier 1968, débat largement de cette question.

# La lutte contre le colonialisme

*A contre-courant de l'idéologie dominante... mais toujours dans le sens des libertés pour les peuples !*

Avec l'esclavage où elle fut un des principaux pays impliqués dans cet odieux commerce, puis son abolition après la révolution de 1848 (décret du 27 avril 1848), la France envoya entre 1830 et 1914 sur tous les continents ses soldats conquérir un empire colonial d'une ampleur considérable. Elle commence à établir des colonies en Amérique du Nord, dans les Caraïbes et en Inde, à la suite des succès espagnols et portugais à l'époque des découvertes, en rivalité avec la Grande-Bretagne. Une série de guerres avec la Grande-Bretagne au cours du XVIII<sup>e</sup> siècle et au début du XIX<sup>e</sup> siècle, que la France a finalement perdues, a presque mis fin à ses ambitions coloniales dans ces régions, et sans elle ce que certains historiens appellent le « premier » empire colonial français.

Au XIX<sup>e</sup> siècle, à partir de la conquête d'Alger en 1830, la France a commencé à établir un nouvel empire en Afrique et en Asie du Sud-Est.

La politique coloniale vise dans un premier temps le Maghreb, où l'Algérie est occupée par les Français depuis la monarchie de Juillet en étendant l'influence française aux pays voisins. En 1881, la Tunisie passe ainsi sous protectorat français.

Sous l'impulsion de Jules Ferry, elle convoite l'Indochine. Déjà maîtresse de la Cochinchine depuis le Second Empire, elle parvient à placer l'Annam (territoire au centre du Vietnam) sous protectorat puis, au prix d'une guerre contre la Chine de 1883 à 1885, à dominer le Tonkin.

Enfin, l'Afrique noire n'échappe pas non plus à son intérêt. Dès 1895, est créée une fédération de pays africains sous le nom d'Afrique-Occidentale française. Elle regroupe alors le Sénégal, le Soudan français (futur Mali), la Guinée et la Côte d'Ivoire. Poursuivant ses progressions sur le continent, la France mettra ensuite en place l'A-EEF, Afrique Équatoriale française, en 1910, qui rassemblera alors le Tchad, le Congo, le Gabon et l'Oubangui-Chari.

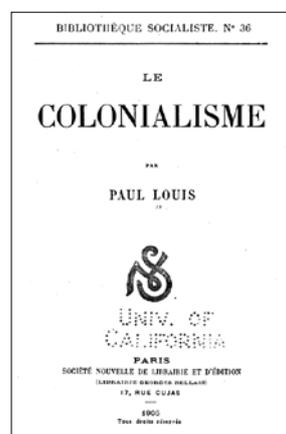
**Bien que cette expansion soit exactement contemporaine de l'implantation du mouvement ouvrier et socialiste, ce dernier ne saisira pas immédiatement l'importance du phénomène colonial**

C'est ainsi qu'invitant un conférencier à la Bourse du travail de Paris, sous le Syndicat national des travailleurs des chemins de fer (1899-1917) saluait un exposé considéré des plus intéressants qui sera popularisé par « La Tribune de la voie ferrée, n° 271, 11 octobre 1903 ». Le thème est l'Algérie et l'accroissement de sa prospérité par le développement de ses moyens de communication, principalement de ses chemins de fer. Le conférencier, après avoir exposé

la situation actuelle, s'est étudié à rechercher les causes de l'état stationnaire dans lequel se trouve le réseau ferré algérien montré quels résultats pouvaient être obtenus par une pénétration méthodique des territoires soumis à notre domination.

« *L'Algérie a, dit-il, un développement de voies ferrées qui dépasse, à 100 kilomètres près, le chiffre de 3 000 kilomètres; c'est à peu près 100 kilomètres de moins que la Turquie. Ce n'est pas flatteur pour la Turquie et pour l'Algérie; ce n'est pas encore très satisfaisant; mais nous arriverons à un meilleur résultat, car le chemin de fer est le meilleur instrument de colonisation... C'est un instrument de domination et de pénétration, c'est en même temps un instrument de rapprochement des races* ». « *Il arrivera donc fatalement qu'en Algérie on reconnaîtra la nécessité de développer le réseau ferré pour arriver à développer la colonisation... Il termine en préconisant la grande colonisation, les grands moyens de transport pour la mise en valeur de tout le pays.* »

## Le premier ouvrage théorique



Paul Louis, *Le colonialisme*, Société nouvelle de librairie et d'édition, Paris, 1905. Internet Archive.

Malgré la publication d'un premier ouvrage théorique *Le Colonialisme* de Paul Louis<sup>43</sup> en 1905, considérant que « *l'expansion coloniale n'est pas, de nos jours, un phénomène particulier à tel ou tel État. Elle est devenue en quelque sorte l'une des caractéristiques du monde contemporain, et apparaît, par suite, comme l'une des manifestations organiques du régime capitaliste* ».

C'est la timidité et la sous-estimation qui, dans le meilleur des cas, l'emportent. La notion même d'anticolonialisme est alors étrangère à l'esprit de la quasi-totalité des Français, et les militants ouvriers ne font pas exception.

## Tensions entre la France et l'Allemagne

La question marocaine entraînera au début du XX<sup>e</sup> siècle de graves tensions entre les deux pays avant que l'accord

43. Paul Louis publie, en 1905, un livre, un des très rares ouvrages socialistes consacrés en France à cette question. Il y affirme notamment que « toute colonisation détermine la violence, la guerre, le sac des villes, la spoliation des tribus, l'asservissement plus ou moins déguisé ». Il écrit également que la classe ouvrière serait « l'instrument d'unification de l'humanité future ».



Jean Jaurès, Contre la guerre au Maroc, Bureau d'éditions (Paris), 1936. Coll. gallica.bnf.fr / BnF.

signé en novembre 1911 ne permette l'établissement sur mandat de la Société Des Nations le protectorat français en 1912.

Jean Jaurès mènera une grande campagne politique sur le Maroc en défendant la paix entre la France et l'Allemagne, mais aussi le droit à l'indépendance des Marocains qu'il jugeait conciliable avec le développement de l'influence pacifique française et européenne. S'il s'est opposé sans succès à la

poursuite de l'expansion coloniale française en Afrique du Nord, il viendra à dénoncer « *les conséquences néfastes que pourrait avoir dans l'avenir une politique de domination et d'humiliation du monde musulman malgré des protestations ponctuelles* »

Après la première guerre mondiale, la gauche est divisée entre un pôle modéré, largement majoritaire, autour du parti socialiste SFIO SFIO<sup>44</sup> et syndicalement de la CGT confédérée, et un pôle révolutionnaire, avec les nouvelles organisations SFIC SFIC<sup>45</sup> sur le plan politique et CGTU sur le plan syndical. Le premier pôle, bien dans la tradition d'avant 1914, accepte le fait colonial, ayant seulement la volonté d'y introduire davantage de justice et d'humanité. Le second renverse totalement ce discours. Avec la révolution bolchevik, la constitution d'une Internationale communiste, puis d'une Internationale syndicale rouge (ISR), une nouvelle ligne avec la défense de l'indépendance nationale des pays dépendants, la communauté de combat entre colonisés et prolétaires est censée s'imposer.

## Toutefois, l'internationalisme ne se décrète pas



Nguyễn Ai Quôc, délégué indochinois, au Congrès Communiste de Marseille en 1921, © Agence de presse Meurisse. Coll. gallica.bnf.fr / BnF.

Dans les années qui suivent la fin de la guerre mondiale, on ne peut parler de rupture radicale. Seul un groupe de jeunes militants, dont certains issus des colonies, prend au sérieux les nouveaux principes. Un jeune « Annamite » au regard de feu, Nguyen Ai Quoc, le futur Hồ Chi Minh, se distingue. Les militants peuvent, par exemple, lire ses articles dans *La Vie ouvrière*.<sup>46</sup>

La lutte de ce courant révolutionnaire duale naissant contre le colonialisme, pour la liberté des peuples, pour la paix, va donner lieu à une intense activité malgré un climat hostile entretenu par les gouvernements et la propagande à leur solde.

## Le temps des expositions coloniales

Lors des Expositions universelles de Paris dès 1855, 1889 et 1900 ou dans de multiples manifestations dans les grandes villes françaises Rouen en 1896, Bordeaux en 1908, Roubaix en 1911, Lyon en 1914, des expositions ont cherché à présenter les colonies et les « indigènes ». Mais c'est Marseille qui se veut capitale de l'aventure coloniale française et organise, en 1906, une première exposition qui lui est spécifiquement dédiée. Le succès est tel qu'il est prévu de reconduire l'événement tous les dix ans. Il faut attendre la fin de la Première Guerre mondiale pour ce faire et c'est en 1922 que s'ouvre la nouvelle exposition marseillaise cette fois honorée d'une visite du président de la République.

## La participation des troupes de l'empire à la victoire de 1918

700 000 soldats combattants ainsi que 220 000 travailleurs sont enrôlés dans le cadre de l'économie de la guerre et formeront les troupes coloniales. D'abord notamment nord-africaines à Verdun mais c'est surtout en 1917, pendant l'offensive du Chemin des Dames, qu'elles seront engagées en masse. Des bataillons de tirailleurs sénégalais sont lancés à l'assaut d'un plateau escarpé. Les mitrailleuses allemandes font des ravages. C'est un désastre. Près de la moitié des 16 000 hommes engagés sont mis hors de combat. Au même titre que les saint-cyriens montant à l'assaut, que les poilus résistant dans les tranchées, les images des tirailleurs sénégalais, des zouaves, des goumiers et des spahis se sacrifiant pour la défense de la métropole occupent les pages des journaux, puis celles des manuels scolaires des années 1920. La « force noire » a démontré le dévouement et la loyauté des troupes indigènes même si l'on choisit d'oublier tous les incidents qui ont marqué les recrutements souvent forcés et l'arrachement à la terre natale.

## La première grève anticoloniale<sup>47</sup>



Dessin de G. des Champs paru dans l'Humanité, 10 octobre 1925. Coll. gallica.bnf.fr / BnF.

La grève générale du 12 octobre 1925 contre la Guerre du Rif a constitué une première dans l'histoire du mouvement

44. Section Française de l'Internationale Ouvrière.

45. Section Française de l'Internationale Communiste.

46. Les cahiers d'histoire sociale N° 94 juin 2005.

47. Nous développerons cette lutte dans le prochain cahier.

ouvrier. Rompant avec la grande discrétion anticolonialiste antérieure et avec les discours plus radicaux mais insuffisamment suivis d'actes, cette action importante, dans la suite directe de la remarquable lutte contre l'occupation de la Ruhr, deux ans plus tôt, a marqué la mémoire militante. Pierre Semard y tiendra un rôle majeur dans les deux moments l'un comme premier dirigeant politique pour le Rif et l'autre comme dirigeant syndical pour la Ruhr. Il y connu même l'emprisonnement pour ses deux engagements.

Par-delà la discussion sur son ampleur véritable et les circonstances de son déroulement, cette action témoignera d'un engagement internationaliste dont le syndicalisme de classe fera un principe d'action au cours des décennies suivantes.

## Cent ans de colonisation 1930!



Affiche commune de la CGT-U et du PCF, 1930. Coll. Privée.

pier suivit la vie syndicale algérienne, et particulièrement celle des cheminots, en effectuant des séjours réguliers de plusieurs mois.

**Date que l'on voudrait rendre mémorable dans les annales algériennes. Le Centenaire sera là avec ses réjouissances, ses fêtes, ses défilés d'officiels, sa parade militaire, etc. Ce sera la grande liesse pour la population algérienne, européenne et indigène. Un seul oubli dans ce joyeux programme : l'examen des bienfaits de la civilisation française sur la population indigène. Aussi, nous allons essayer de pallier cet oubli volontaire.**

Des fêtes? Allons donc, Messieurs les impérialistes français! Avant de parler de réjouissances, penchez-vous donc un peu sur les misères de ceux à qui votre civilisation n'a apporté que l'obligation d'une soumission absolue aux pouvoirs dirigeants! Votre civilisation?... Parlons-en; elle a surtout consisté et elle consiste encore aujourd'hui à refouler les indigènes dans les montagnes, pour permettre à quelques colons la libre exploitation des terrains ainsi volés. Affamer ces malheureux expropriés, pour qu'à bout de forces ils se voient dans l'obligation de venir travailler

la terre qui leur a été volée, voilà un des principes de la colonisation française en Algérie. Chassés de chez eux, exploités au dernier degré par le colon dans leur travail, les indigènes ont compris depuis longtemps ce que signifie la civilisation européenne. Ceux qui, dans les journaux, écrivent de si belles choses sur l'Algérie, devraient prendre la peine d'aller sur place se rensei-



Jules Crapier, 1951. Coll. IHS-CGT cheminots, 15 Fi 2.

gnier, non pas auprès des officiels européens et même indigènes, mais dans les douars ou auprès des nomades; ils comprendraient peut-être pourquoi, là-bas, le Français est toujours le « round » des premiers temps de la conquête de l'Algérie. Les bienfaits de l'occupation française? Allez donc voir la « Casbah d'Alger » et des grandes villes de l'Algérie. En regard des grandes bâtisses, des maisons de commerce, en parallèle des larges avenues bordées de luxueuses villas bourgeoises, il y a la « Ville arabe », véritable fourmilière ou, dans des rues infectes, dans des taudis étroits, vivent des milliers d'êtres humains centralisés et parqués dans des espaces restreints. Allez visiter Oran, dans le périmètre du Cimetière israélite! Vous y verrez de véritables marécages, des trous remplis de débris de toutes sortes, des rues entières constituant un véritable borborygme charriant les germes des maladies les plus mortelles. Voilà. Messieurs les officiels, un endroit que je vous recommande pour votre défilé glorieux du Centenaire. Allez-y donc! et vous direz ensuite bien franchement où auraient été le mieux placées les centaines de millions dépensés pour cette comédie indigne d'un pays qui prétend imposer sa civilisation!.. Liberté, Egalité... mots creux qui, en France, donnent déjà leur mesure, mais qui, en Algérie, sont la honte vivante de ceux qui ont osé les faire inscrire sur les édifices publics. Pour les Européens d'Algérie, un seul droit : celui d'être en accord avec les dirigeants. Une répression féroce et sans limite s'abat sur les organisations révolutionnaires. N'a-t-on pas vu, en 1927, le Gouverneur général Violette, en accord avec les Compagnies de chemins de fer de l'Etat algérien, déplacer d'office, dans de scandaleuses conditions, un nombre important de nos militants! Des conseils syndicaux entiers ont été dissous ou mis dans l'impossibilité de remplir leurs fonctions syndicales. Et nos camarades communistes! Avec quel acharnement ils sont combattus! Nos adversaires disent : « Le communisme, cela n'existe pas en Algérie; il ne prend pas d'influence ». Je pense bien. Tous ceux qui sont soupçonnés d'être communistes ou même simplement sympathisants, trouvent devant eux toutes sortes d'embûches. C'est encore la légalité, mais une légalité, tellement restreinte, qu'elle permet aux dirigeants de ne plus se gêner dans leur répression. N'est-ce pas Piouzaud, directeur du réseau Etat, qui, à une certaine époque, faisait appeler les membres d'une cellule communiste d'un de ses services et qui, carrément, les mettait dans l'obligation de

démisionner de leur Parti ou, dans le cas contraire, les menaçait de révocation? On ne demande même pas aux travailleurs indigènes d'être de l'avis de ces messieurs. Il a suffi à l'impérialisme français de s'attacher la bourgeoisie indigène et de partager avec elle les fruits de l'exploitation coloniale renforcée. La masse indigène! La population des douars, de la montagne et des casbahs! C'est juste bon comme main-d'œuvre; quelques favorisés, c'est vrai, mais une multitude de malheureux menacés d'exportation dans le sud pour des années, lorsqu'ils veulent s'affranchir politiquement de la lourde tutelle qui les bride.

Les fêtes du Centenaire !... Vous croyez que vous allez tromper plus longtemps les travailleurs coloniaux? Fêtes... pour ceux qui, pendant des mois, vont vivre et s'amuser aux frais de la princesse, mais pour les travailleurs, le Centenaire veut dire : renforcement de l'impérialisme français contre les travailleurs algériens; renforcement d'une politique de colonisation permettant l'exploitation des colonies au profit du capitalisme; étouffement, par la force, du sentiment révolutionnaire des masses indigènes.

Nous ne laisserons pas faire. Nous dénoncerons ici, dans une série d'articles, tous les faits et méfaits de cette fameuse occupation française; nous situerons quels sont les amis des opprimés et quels sont leurs ennemis. Nous avons confiance : les travailleurs algériens ne seront pas dupes et avec nous ils sauront imposer leur volonté au moment opportun.

**L'année suivante l'Exposition coloniale de 1931 à Vincennes est un dévouement d'artifices**



Le Journal de l'Exposition coloniale, 1<sup>er</sup> juin 1931. Coll. gallica. bnf.fr / BnF.

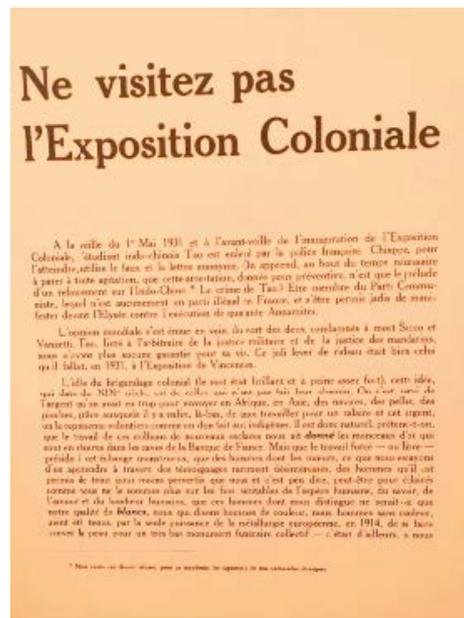
Du 6 mai au 15 novembre 1931, sur 110 hectares du bois de Vincennes, la France et la plupart de ses alliés de la Première Guerre mondiale mettent en scène leurs possessions et leur vision du monde lors de l'Exposition coloniale internationale.

Un univers de certitudes en pavillons éphémères, des techniques modernes au service de décors exotiques, une multitude de propositions architecturales et culturelles censées séduire, informer, convaincre.

**« Ne visitez pas l'exposition coloniale! »,  
Tel était le mot d'ordre figurant dans un tract signé notamment d'Aragon, René Char, Paul Éluard, tiré deux jours avant l'inauguration.**

Les surréalistes publient et diffusent ce premier tract intitulé « Ne visitez pas l'Exposition coloniale ».

Les douze signataires (dont Louis Aragon, André Breton ou encore René Char), souhaitent alerter l'opinion publique sur la réalité du colonialisme.



Tract, 1931. Coll. P. Chamaret.

Dans ce texte « Ne visitez pas l'exposition coloniale », paru la veille de l'inauguration pour la dénoncer : « *Il n'est pas de semaine où l'on ne tue, aux colonies. [...] N'en déplaie au scandaleux Parti socialiste et à la jésuitique Ligue des droits de l'homme, il serait un peu fort que nous distinguions entre la bonne et la mauvaise façon de coloniser. [...] Aux discours et aux exécutions capitales, répondez en exigeant l'évacuation immédiate des colonies et la mise en accusation des généraux et des fonctionnaires responsables des massacres d'Annam, du Liban, du Maroc et de l'Afrique centrale.* »

Puis un second appel « *Aux travailleurs intellectuels. Oui ou non, condamnez-vous la guerre?* »

S'y retrouvent Jean-Richard Bloch, Célestin Freinet, Victor Serge. Le groupe surréaliste, (André Breton, Louis Aragon, Antonin Artaud, J.-A. Boiffard, René Crevel, Robert Desnos, Paul Eluard, F. Gérard, Michel Leiris, André

Masson, B. Péret, Philippe Soupault, Roland Tual, Roger Vitrac) signe aussi le texte ainsi que le groupe Philosophies avec Henri Lefebvre, Pierre Morhange, Georges Politzer, Georges Duhamel, Henri Jeanson, Jean Lurçat, Victor Margueritte, Henry Poulaille, Romain Rolland, Jean Rostand, Jacques Sadoul, Paul Signac, Henry Torrès, Charles Vildrac, Léon Werth, Vlaminck, etc.

### En voici quelques extraits

- « Les tragiques événements du Maroc mettent en demeure les écrivains, les “travailleurs intellectuels”, tous ceux qui par quelque point ou à quelque degré exercent une influence sur l’opinion et jouent par là un rôle public, de juger ce qui se passe en ce moment en Afrique; de dire si oui ou non ils sont d’accord avec des iniquités politiques dont la trame est trop visible; si oui ou non il leur suffit d’émettre, contre la sanglante réalité, quelques béats regrets humanitaires. Les faits sont là. »
- « Nous proclamons une fois de plus le droit des peuples, de tous les peuples, à quelque race qu’ils appartiennent, à disposer d’eux-mêmes. » - « Nous mettons ces clairs principes au-dessus des traités de spoliation imposés par la violence aux peuples faibles, et nous considérons que le fait que ces traités ont été promulgués il y a longtemps ne leur ôte rien de leur iniquité. Il ne peut pas y avoir de droit acquis contre la volonté des opprimés. On ne saurait invoquer aucune nécessité qui prime celle de la justice. Nous faisons appel par-dessus les disputes passionnées des partis politiques : A la volonté pacifique d’une opinion que toute une presse opulente s’occupe beaucoup plus à trahir qu’à éclairer. Au gouvernement de la République pour qu’il arrête immédiatement l’effusion de sang au Maroc par la négociation des clauses d’une juste armistice. A la Société des nations pour qu’elle justifie son existence par une intervention urgente en faveur de la paix. »

Louis Aragon écrit alors le recueil de poèmes « **Persécuté persécuteur** ».

#### Extrait « Il pleut sur l’Exposition coloniale<sup>48</sup> »

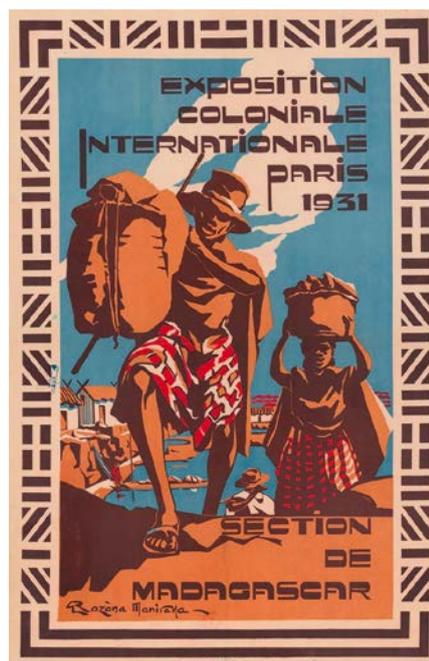
*Les Pénitents Les Rois Fainéants Les Sénégalais  
L’automobile du Roi du Caoutchouc  
L’Exposition coloniale  
L’anneau dans le nez de la Religion catholique  
Les hosties de la Défense nationale  
Fétiches fétiches on te brûle si tu fais  
la nique à des hommes couverts de sabres et dorures  
et l’outrage aux magistrats dans l’exercice de leurs fonctions  
L’Exposition coloniale  
L’anneau dans le nez de la Troisième République  
l’enfantement obligatoire  
Il faut des soldats à la Patrie*

### La « Vérité sur les colonies »

Tel est le titre d’une contre-exposition (septembre 1931-février 1932) à l’Exposition sur les Colonies Les surréalistes – Louis Aragon et sa compagne Elsa Trio-

let, Paul Éluard, Georges Sadoul, Yves Tanguy et André Thirion – sont chargés de cette exposition pour :

- mettre en exergue les crimes de la colonisation (travail forcé, enrôlement des troupes durant la Grande Guerre...)
- exalter les arts non européens grâce aux collections d’André Breton et de Paul Éluard ;
- un troisième volet consacré à la politique des nationalités pratiquée sur son territoire en URSS est appuyé par les communistes malgré la propagande.



Affiche de l’Exposition coloniale internationale, Paris, 1931 - Section de Madagascar, © Razana Maniraka. Coll. gallica.bnf.fr / BnF, FT 6-ENT DP-55.

Elle se déroula place du Combat, rebaptisée Place du Colonel Fabien, dans le 19<sup>e</sup> arrdt., un lieu appartenant alors à la CGTU.

Cette contre-exposition fustigeait l’exposition officielle, mettait l’accent, au moyen de panneaux, sur les crimes de la colonisation et sur la situation économique précaire des colonies, qui n’étaient aucunement le « bouclier contre la crise » vanté par le gouvernement.

Les luttes anticoloniales y étaient aussi à l’honneur, de l’Inde au Maroc en passant par le « lynchage des nègres » aux États-Unis.

### Les colonies lors de la Seconde Guerre mondiale

« La drôle de guerre » prend fin en mai 1940 lorsque les troupes allemandes passent à l’offensive. L’armée française est rapidement défaite et les Allemands entrent dans Paris le 14 juin. Le 17, le maréchal Pétain, devenu Président du conseil, annonce la décision de signer l’armistice avec l’Allemagne, armistice signé à Rethondes le 22 juin 1940. La

48. Voir la page morceaux choisis.

France est alors divisée en deux zones : au Nord, une zone contrôlée par les nazis et au Sud une zone libre où est installé le gouvernement de Vichy dirigé par le Maréchal Pétain qui entre en collaboration économique et politique avec les Allemands. Mais, face à cette situation, le général Charles de Gaulle, exilé à Londres, appelle les Français « où qu'ils se trouvent » à entrer en résistance contre les nazis.<sup>49</sup> Le 18 juin 1940, il prononce un discours à la radio britannique, la BBC, discours relayé par les radios coloniales, quelque temps après. Son appel s'adresse aussi bien aux Français de métropole qu'aux citoyens français et sujets des colonies.

Dès lors les populations des colonies doivent choisir entre la poursuite de la collaboration avec les nazis en suivant le maréchal Pétain et l'entrée en résistance aux côtés du général de Gaulle.

Durant les mois qui suivent l'appel du 18 juin, des comités s'organisent en outre-mer pour diffuser son contenu et rassembler le maximum de personnes derrière l'idée de poursuite de la guerre. Face à ces comités d'autres groupes insistent sur des valeurs également patriotiques pour inciter les citoyens français des colonies à suivre le maréchal Pétain et à soutenir le gouvernement de Vichy qui représente désormais la France. Les affrontements entre gaullistes et vichystes dans les colonies se multiplient.

Lorsque les premiers l'emportent, généralement quand les gouverneurs décident de rallier de Gaulle, les territoires entrent en résistance et des hommes s'engagent dans les forces françaises libres combattant aux côtés des Alliés.

### La participation des colonies

En plus de ces oppositions entre vichystes et gaullistes à l'intérieur des colonies, certains territoires sont des théâtres d'opérations de la guerre, et tout particulièrement le continent africain. En effet celui-ci sert de base de reconquête pour les Alliés qui souhaitent reprendre pied en Europe. Ainsi des affrontements entre les troupes françaises de Vichy, les troupes de la France Libre et celles des Alliés se multiplient-ils, impliquant une population qui ne comprend pas toujours les enjeux de la Seconde Guerre mondiale et ne distingue pas les antagonismes entre les deux légitimités françaises qui se sont constituées à partir de juin 1940. Participant aux combats les populations indigènes demandent de plus en plus à obtenir de nouveaux droits voire à accéder à l'autonomie. La Seconde Guerre mondiale se présente alors comme l'un des éléments déclencheurs de la décolonisation qui se déroule au cours de la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle, mais le chemin sera encore long et plein de tergiversations politiques pour en retarder le moment. D'ailleurs, dès début 1944, le Comité Français de Libération Nationale voulait réunir les gouverneurs des territoires libérés mais dû se contenter des gouverneurs de l'Afrique à Brazzaville du 30 janvier au 8 février). Quelques propositions émergent sans transformations notables. Au plan social, l'ouverture des emplois aux indigènes mais l'encadrement aux citoyens français... Au plan économique un encou-

agement à l'industrialisation par étapes avec prudence et par étapes... Au plan administratif quelques mesures de réorganisation, sans remise en cause...

### La conférence de San Francisco

Du 25 avril au 26 juin 1945, les délégués de 50 pays se sont réunis dans la ville de San Francisco, pour travailler ensemble sur la rédaction de la Charte des Nations Unies qui donna naissance à l'ONU et changea la diplomatie et les relations internationales contemporaines.

Dans son article 1 et parmi ses buts « *Développer entre les nations des relations amicales fondées sur le respect du principe de l'égalité de droits des peuples et de leur droit à disposer d'eux-mêmes, et prendre toutes autres mesures propres à consolider la paix du monde* »



Extrait de l'édition du 30 mars 1945 du quotidien Ce soir, dirigé par Louis Aragon. Coll. gallica.bnf.fr / BnF.

Comme le montre ce titre de presse de l'époque, les questions coloniales ne furent pas étudiées, mais l'article 1, donnait une direction qui nourrira des aspirations de libération aux peuples colonisés.

### La France tentera de retarder l'échéance

Après Brazzaville en 1944 qui balbutia quelques promesses, les massacres de Sétif, Guelma et Kherrata et les répressions sanglantes suivent les manifestations nationalistes, indépendantistes et anticolonialistes survenues le 8 mai 1945 dans le département de Constantine. Ces événements se déroulent pendant le mandat du président

49. Article journal Ce soir.

du gouvernement provisoire de la République française, celui de Charles de Gaulle. Ils durent sept semaines et prennent fin le 26 juin 1945.

## La IV<sup>e</sup> République Elle naît au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, par le référendum du 13 octobre 1946

Tout au long de son histoire, du 13 octobre 1946 au 28 septembre 1958, soit près de douze ans, elle sera marquée par la guerre froide, une poussée revendicative permanente et des luttes face aux attaques du patronat et des gouvernements successifs contre les acquis de la Libération, et de luttes pour la libération des peuples colonisés.

Les gouvernements successifs tenteront d'enrayer les aspirations en répondant en partie par des mesures qui maintinrent la domination. D'abord « L'union Française (1946-1958) » en intégrant la nouvelle constitution de 1946, soumettant des conditions d'évolutions mais qui n'empêchera pas des crises et des premières désagréments et répression contre la population.

C'est ainsi que la tribune des cheminots du 1<sup>er</sup> juin 1951 titrait :

*« De graves procès sont en cours, en Côte-d'Ivoire. Quatre cents démocrates d'Abidjan, victimes d'une inqualifiable provocation colonialiste sont menacés de sanctions graves ; certains ont déjà été condamnés à des peines allant de dix-huit mois à huit ans de travaux forcés ou, de réclusion... Pour qui connaît le régime pénitencier en Afrique noire, cela signifie que la vie des condamnés est en danger »... Il faut que, rapidement, s'organise la protestation des travailleurs, de tout le peuple français, qu'elle vienne s'associer, en la renforçant, à la lutte des peuples d'Afrique noire pour l'acquittement des 400 inculpés.*

*Notre Fédération a déjà protesté auprès du président de la cour d'assises d'Abidjan et du gouverneur de la Côte d'Ivoire. Les syndicats parisiens collectent des fonds pour soutenir l'action du Comité des libertés démocratiques en*



Délégation cheminote au congrès confédéral de 1953. Photographie parue dans *La Tribune des cheminots*, n°, 15 juin 1953. Coll. IHS-CGT cheminots, 4 C 1/7.

*Afrique noire. Les cheminots français ne laisseront pas condamner leurs frères.*

Lors du Congrès confédéral de 1953, la CGT « affirme sa solidarité la plus agissante et la plus fraternelle « ... aux travailleurs des pays d'outre-mer, vous appelle à les soutenir dans leurs luttes pour leurs revendications économiques, pour l'extension de la législation sociale — et en particulier pour l'application en Afrique noire du Code du travail ; à les soutenir dans la lutte qu'ils mènent contre l'exploitation des colonialistes et pour leur émancipation nationale »

## La Constitution de 1958

Justifiant son opposition au projet constitutionnel de 1958, le Fédération rappelait que « *La Constitution de 1946 reconnaissait aux peuples le droit à disposer d'eux-mêmes, elle a été violée comme en ont témoigné la guerre d'Indochine, les actes de terreur militaire en Afrique du Nord et en Afrique Noire, la triste expédition de Suez et la guerre d'Algérie plus meurtrière que jamais. Les hommes qui ont dirigé cette politique l'ont fait pour discréditer le régime parlementaire, et la nouvelle Constitution proposée par de Gaulle n'a d'autre but que de détruire la Constitution de 1946 par ce que démocratique et républicaine. Ce n'est pas par hasard que de Gaulle a expurgé de son projet toute la partie de la Constitution de 1946 qui se rapporte aux garanties sur les droits sociaux, droit au travail, droit syndical, droit de grève, liberté d'opinion, d'expression, etc. Sans ces garanties, tous ces droits sont directement menacés.* »

La Communauté française, issue de la nouvelle Constitution de la Cinquième République de 1958, se veut une association politique proposée par le général de Gaulle, entre la France et son empire colonial. Cette nouvelle tentative de réponse du gouvernement central est dotée d'une nouvelle organisation et d'un peu de rénovation. Le changement de statut d'un état membre de la communauté pouvant être demandé par la République soit par résolution de leur assemblée territoriale confirmée par référendum. Dans les mêmes conditions, un état membre de la communauté peut devenir indépendant et cesser d'être membre de ladite communauté. Cette dernière disposition allait peser sérieusement sur l'évolution future.

La Communauté Française aura une vie éphémère et deviendra vite caduque dès 1960, car tous les membres de la Communauté optèrent pour l'indépendance sous l'impulsion de leurs mouvements populaires de libération, et les instances de la communauté cessèrent d'exister<sup>50</sup>.

Cette fin signifiait que les anciennes colonies pouvaient désormais décider de leur propre destinée sans l'ingérence directe de la France. Les militants nationalistes des anciennes colonies ont célébré cette fin comme une victoire pour leur quête d'autonomie et de souveraineté. Ils ont

50. Ce n'est d'ailleurs qu'en 1995 que les dispositions constitutionnelles la concernant furent officiellement et définitivement abrogées.

vu dans la dissolution de la Communauté française une opportunité de construire leurs propres institutions et de façonner leur propre avenir politique, économique et culturel.

Ils ont choisi de se libérer de l'influence coloniale française et de tracer leur propre voie vers l'indépendance. Leurs histoires et leurs cultures uniques ont été façonnées par ce processus de décolonisation, marquant ainsi un chapitre important dans l'histoire mondiale.

Au fil de l'histoire, où les actions et les guerres de libération y seront multiples de novembre 1946 à juin 1954 avec la guerre d'Indochine, du 1<sup>er</sup> novembre 1954 au 19 mars 1962, guerre d'Algérie, avec les mouvements de libérations nationales en Afrique noire, à Madagascar, en Tunisie, au Maroc... environ 34 pays auront acquis leur indépendance et leur libération vis-à-vis de la France dont 14 étaient issus de l'ancien empire colonial français : Cameroun, Togo, Madagascar, Bénin, Niger, Haute-Volta (Burkina Faso), Côte d'Ivoire, Tchad, Centrafrique, Congo, Gabon,

**En 1979, lors du Congrès fédéral de Nanterre,** la Fédération CGT des Cheminots s'engageait à mettre tout en œuvre pour favoriser la coopération, la compréhension et l'amitié entre les cheminots et les travailleurs d'Europe et du monde entier, et pour renforcer l'unité d'action.

*« Avec la crise de l'énergie et la division internationale du travail, les inconvénients résultant de l'inégalité de développement apparaissent encore plus flagrants qu'autrefois. Nous devons faire face à une conception qui tend à diviser le monde en pays riches et pays pauvres, avec une opposition entre eux tendant à dresser les uns contre les autres les travailleurs des pays dits « riches » et ceux des pays dits « pauvres », ce qui fait disparaître la nécessité d'une solidarité internationale entre les travailleurs de ces différents pays...*

*Cette opération se trouve confrontée avec les conséquences de la politique néo-colonialiste du gouvernement français et*



La Tribune des cheminots [actifs], n° 563, 11 décembre 1979. Coll. IHS-CGT cheminots, 4 C 1/7.

*des interventions militaires en Afrique qui en sont le prolongement. Les problèmes communs qui sont posés aux travailleurs français et africains et particulièrement à ceux qui sont exploités par les mêmes monopoles, appellent une large coopération avec l'O.U.S.A. (Organisation de l'Unité syndicale africaine) avec les organisations syndicales nationales des pays africains.*

*Le problème de la définition d'un nouvel ordre économique internationale se pose à tous les peuples indistinctement des régimes économiques et sociaux sous lesquels ils vivent. Personne ne pourra s'y dérober. Cette perspective ne devrait pas être dissociée de la lutte pour le désarmement et la consolidation de la coexistence pacifique dans le monde. »*

# Le 1<sup>er</sup> mai, journée de solidarité internationale des travailleurs

L'inscription au registre d'état civil du mouvement ouvrier international l'acte de naissance du 1<sup>er</sup> Mai<sup>51</sup> « né le 20 juillet 1889 à Paris, 42, rue de Rochechouart, à la fin du congrès constitutif de la Deuxième Internationale socialiste, réuni à l'occasion du centenaire de la Révolution française et de l'anniversaire de la commune de Paris... »



Timbres CGT collés sur une carte de syndiqué, 1959. IHS-CGT cheminots, Archives Gaston Pisson, 14 P.

Les courants politiques et syndicaux existants se rassemblèrent sur cette même décision, tant ceux du congrès international socialiste que ceux du congrès marxiste qui n'avaient pu s'entendre au préalable et tenaient simultanément congrès, mais séparément à Paris du 14 au 21 juillet. L'un rue de Lancry, l'autre à quelques pas plus loin salle Petrelle.

La date retenue pour cette Journée Internationale Ouvrière fut fixée au pour exiger la journée de 8 heures à l'instar notamment des manifestations nationales américaines de Chicago depuis 1886.

## Le texte de l'appel de 1889 dans son intégralité :

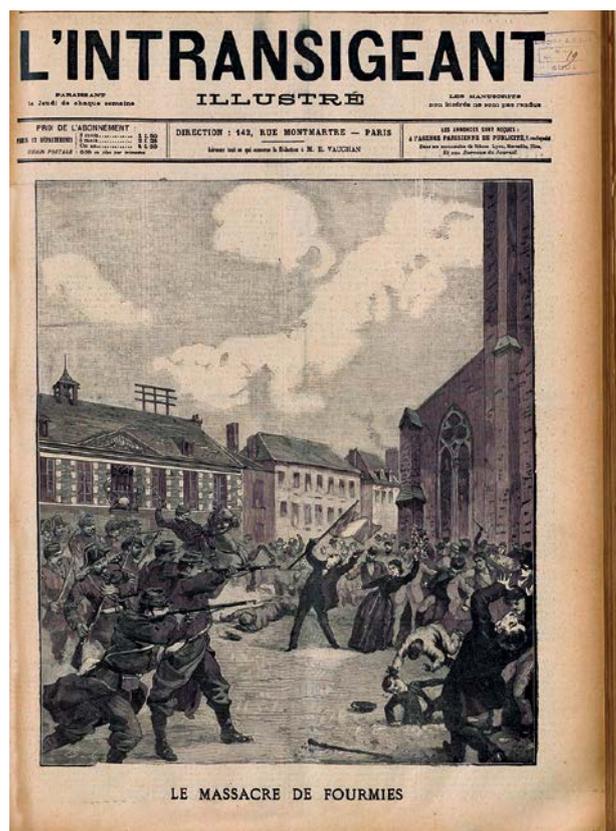
« Il sera organisé une grande manifestation internationale à date fixe, de manière que, dans tous les pays et toutes les villes à la fois, le même jour convenu, les travailleurs mettent les pouvoirs publics en demeure de réduire légalement à huit heures la journée de travail et d'appliquer les autres résolutions du Congrès international de Paris.

Les travailleurs des diverses nations auront à accomplir cette manifestation dans les conditions qui leur seront imposées par la situation spéciale de leur pays. »

## Pourquoi la date du premier mai ?

Encore de nos jours, diverses interprétations des raisons qui incitèrent les délégués de l'AFL<sup>52</sup> à retenir le 1<sup>er</sup> mai comme échéance d'une grande phase de la lutte pour la journée de huit heures. Certains évoquent le muguet ou l'arrivée du printemps... la plus plausible semble être qu'elle était la date correspondant alors au premier jour de l'année comptable des entreprises en Amérique.

Le premier 1<sup>er</sup> mai se déroule en 1890 en France. Les ouvriers défilent pour demander la journée de huit heures. Ils portent un triangle rouge à la boutonnière. Ses trois côtés symbolisent le partage du temps entre le travail, le loisir et le sommeil.



Une de *L'intransigeant illustré* du 14 mai 1891. Coll. gallica.bnf.fr / BnF, FOL LC2 3980 (BIS).

Le journal le « Matin » du 2 mai 1890 titra 1<sup>er</sup> mai 1890: « une première Fête du Travail » déjà frappée du sceau politique y voyant un travers contre-productif ».

51. Georges Séguy, les 100 ans du premier mai.

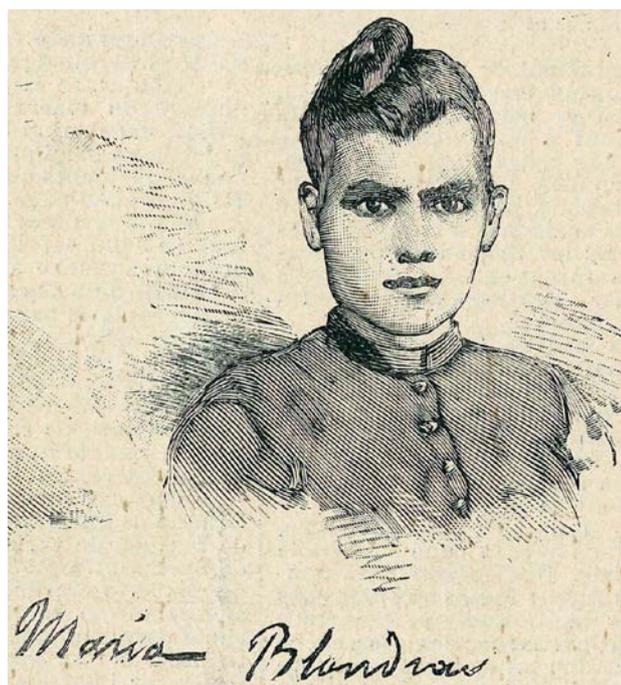
52. American Federation of Labour.

« Le Petit Journal » du même jour titre sur « une journée pacifique » et poursuivant « qui appartient désormais à l'histoire et comptera parmi les grandes journées ». Concluant « Qui ne serait frappé, en lisant le compte rendu de cette manifestation, de la sagesse populaire, des progrès accomplis, du calme des esprits, de l'attitude pacifique des masses qui devient contagieuse et s'impose aux plus turbulents... »

La répression qui frappa les ouvriers américains qui affrontèrent les forces patronales et policières de leurs pays dans leurs luttes pour les 8 heures lors des années fit des émules parmi le patronat du textile qui ne voulait faire aucune concession sociale sur les 8 heures notamment.

Le 1<sup>er</sup> mai 1891 à Fourmies, le patronat local se courrouce. Si les revendications du prolétariat sont clairement affirmées, la journée se veut également festive. On prévoit un pique-nique qui sera suivi d'un bal populaire. Le patronat, de son côté n'a pas le cœur aux réjouissances et avertit qu'il ne fera aucune concession aux manifestants, en même temps qu'il exerce des pressions sur sous-préfet, pour que la troupe gagne la cité fourmiesienne. Et, en effet, la troupe arrive et tire sur la foule, les dix personnes mourront sous les fusils de la troupe à Fourmies, lors de la première manifestation du Premier mai.

Maria Blondeau, 18 ans ouvrait le cortège avec sa compagne Louise Hublet, 20 ans, portant toutes deux des bouquets d'aubépines. Juste derrière elles, l'ami de Maria, Kléber Giloteaux, portait un drapeau français endeuillé d'une cravate noire. Tous trois furent tués par les soldats mobilisés en force et armés du fusil Lebel (déjà utilisé contre les communards une décennie plus tôt), sept autres personnes connurent le même sort, manifestants ou simples badauds.<sup>53</sup> Ces répressions et injustices com-



Portrait postume de Maria Blondeau, détail extrait d'une illustration des fusillés de Fourmies lors de la manifestation du 1<sup>er</sup> mai 1891 (*L'Intransigeant* illustré, 14 mai 1891). Coll. gallica.bnf.fr / BnF, FOL LC2 3980 (BIS).

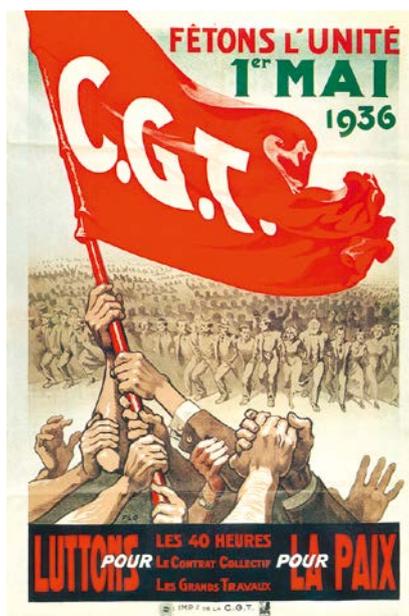
misses au cours de ce jour tragique susciteront une énorme émotion et d'innombrables commentaires de condamnations, interpellant le niveau gouvernemental. Elles passeront à la postérité du mouvement social sous le nom de « fusillade de Fourmies » et donneront aux ambitions du 1<sup>er</sup> mai une dimension irréversible. L'indignation provoquée par ce massacre traverse aussitôt le pays et dépasse les frontières. Sans nul doute, ce drame contribua à donner à cette journée une nouvelle dimension de lutte, de solidarité et de générosité ouvrières.

## Quelques 1<sup>er</sup> mai en France

**1906 :** À la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, l'enthousiasme initial tend à s'estomper. C'est la CGT, inspirée par le grand projet de la grève générale et par le désir de paix entre les nations, qui réactive les mobilisations. Ce désir de « prendre la rue » culmine à l'occasion du 1<sup>er</sup> Mai 1906 qui fut certainement la plus grande manifestation organisée par la jeune CGT en faveur des huit heures.

**1919 :** L'expérience révolutionnaire qui se joue à l'Est concentre tous les regards et encourage toutes les audaces. Une dynamique révolutionnaire se déploie à nouveau. Pour contrer son extension, le gouvernement de Clemenceau présente, le 8 avril, un projet de loi sur la journée de huit heures. Il est voté à l'unanimité par la Chambre le 17 avril et ratifié le 23 par le Sénat. Le 1<sup>er</sup> mai sera cette année-là d'une ampleur considérable. Dorénavant, le 1<sup>er</sup> mai rime également avec l'espoir d'un changement de société.

**1936 :** Face au péril fasciste, une puissante vague unitaire déferle sur le pays ; elle se concrétise au sommet par la



Affiche CGT, 1<sup>er</sup> mai 1936. Flo-Collection IHS-CGT.

53. <https://maitron.fr/spip.php?article210485>, notice BLONDEAU Emélie, dite Maria par Marianne Enckell, version mise en ligne le 13 janvier 2019, dernière modification le 21 juin 2019.

création d'un Comité national de rassemblement populaire au lendemain du 14 juillet 1935. Cette contagion unitaire gagne le mouvement syndical, et le Congrès de Toulouse, du 2 au 6 mars 1936, met fin à quinze années de divisions syndicales. Le 1<sup>er</sup> mai 1936 sera le cadre d'arrêts massifs du travail et de puissantes manifestations qui annoncent les grèves généralisées avec occupation des usines qui se produisent dans les semaines qui vont suivre.

**1941 :** C'est pendant l'occupation allemande que les responsables de l'État français décident, les 12 et 24 avril 1941, à l'image de ce qui a été pratiqué dans l'Allemagne nazie ou en Espagne franquiste, d'institutionnaliser le 1<sup>er</sup> Mai pour en subvertir le sens originel. Dorénavant, cette journée est officiellement désignée comme la fête du Travail et de la Concorde sociale et elle devient chômée. Tout est fait cette occasion pour vider le 1<sup>er</sup> Mai de sa substance révolutionnaire et pour le rattacher aux vieilles coutumes pagano-religieuses.

**1945 :** Au lendemain de l'écrasement du nazisme, le 1<sup>er</sup> mai est universellement célébré. En revendicative et de la bataille pour le redressement national.



Affiche CGT, [vers 1945] : allégorie de la CGT libérée triomphant de la Wehrmacht, du fascisme, des trusts et du Régime de Vichy, Bibliothèque Historique de la Ville de Paris, 1-AFF-000625.

**1947 :** le 1<sup>er</sup> mai est un jour férié, obligatoirement chômé et payé.

**1954 :** se transforme en un rassemblement sur la pelouse de Reuilly. Les défilés sont interdits par le gouvernement après le massacre du 14 juillet 1953, qui a vu sept manifestants algériens et français mourir sous les balles de la police.

**1967 :** Après quinze ans d'interdiction à Paris, la CGT décide, pour le 1<sup>er</sup> mai 1967, de reconquérir les rues de Paris en lançant un appel à manifester de la République à la Bastille. Ce jour-là, près de cent mille travailleurs défilent dans les rues, faisant la démonstration que les conditions de l'explosion sociale à venir étaient réunies.

## Des années 1980 jusqu'à aujourd'hui

**Dans les années 1980, un certain nombre d'acteurs** réfugiés, immigrés, etc. s'approprient à juste titre cette journée.

**À partir de 1988, le Front national s'en empare aussi,** plaçant lui Jeanne d'Arc au cœur de ses célébrations.

**En 2002 : le 1<sup>er</sup> mai dépasse de loin le défilé syndical.** Plus d'un million et demi de personnes descendent dans les rues ce mercredi-là pour dire « non à Le Pen » et participent à son échec au second tour de l'élection présidentielle.

**En 2020<sup>54</sup> : situation inédite où toutes les manifestations et rassemblements sont interdits pour cause de pandémie...** Confinement oblige, la journée s'organise depuis chez soi, mais avec autant de revendications... les syndicats du monde organisent un concert en ligne... l'initiative choisie par de multiples organisations syndicales est donc un concert, pour célébrer l'internationalisme revendiqué par les syndicats. Parmi les organisations à l'initiative de cette vidéo collective : CGT France, FGTB Belgique, CGIL, UIL et CISL Italie, CCOO et UGT Espagne, KTR Russie, DISK Turquie, PIT-CNT Uruguay, CTC Cuba, CDT Maroc, KCTU Corée, COSATU Afrique du sud, CTAT, CTAA (Micheli) et CGT Argentine, CUT Brésil, CUT Chili, CGTP Portugal, TUC Royaume uni, SENTRO Philippines...

## Les cheminots, acteurs de l'action solidaire et internationale

### Cheminots de tous les services, en avant pour un 1<sup>er</sup> Mai de lutte directe

Extrait de *La Tribune des cheminots* [unitaires], n° 326, 1<sup>er</sup> mai 1931. Coll. IHS-CGT cheminots, 4 C1/3.

Les cheminots vont nourrir leur participation importante à cette action internationale et solidaire et seront présents à ce rendez-vous annuel de solidarité de luttes autour de leurs revendications toujours dans l'esprit de l'appel du 20 juin 1889.

S'il est impossible de remonter tous les « 1<sup>er</sup> mai cheminot » depuis 1890, nous pouvons en visiter quelques-uns en nous appuyant sur les Tribunes des cheminots qui contextualisent chaque 1<sup>er</sup> mai mis en exergue.

#### 1<sup>ER</sup> MAI 1924

A quelques jours des élections parlementaires, la Fédération s'adresse aux cheminots : « Dans votre intérêt, dans l'intérêt des révoqués, dans l'intérêt de la classe ouvrière,

54. Source NVO mai 2020.

**Le Bloc National c'est l'ennemi**  
 Pour les Réintégrations, Pour les Huit heures, Pour les 1.800 !  
**ABATTEZ-LE !**

Extrait de *La Tribune des cheminots* [confédérés], n° 180, 1er mai 1924.  
 Coll. IHS-CGT cheminots, 4 C1/2.

le 11 mai 1924, pas une voix de Cheminot ne doit aller aux caméléons du Bloc National dont nous publions les noms plus loin. Pas une voix ne doit aller à un candidat qui ne s'engage, s'il est élu, à voter, dès le début de la prochaine législature, la réintégration de nos révoqués. Cheminots, vous saurez tous accomplir votre devoir. »

**1<sup>ER</sup> MAI 1931**

**PAS UN SOU EN MOINS DANS NOS SALAIRES :: PAS UNE MINUTE EN PLUS DANS LE TRAVAIL**  
**Pour cela, manifestez le Premier Mai!**

Extrait de *La Tribune des cheminots* [unitaires], n° 325, 15 avril 1931. Coll. IHS-CGT cheminots, 4 C1/3.

**1<sup>ER</sup> MAI**  
**1950**  
**POUR LES 3.000 Fr.**  
**POUR LA PAIX**  
 les cheminots participeront en masse aux manifestations de la C.G.T. organisées par les Unions locales et départementales.

Extrait de *La Tribune des cheminots*, [n° 1], 15 avril 1950. Coll. IHS-CGT cheminots, 4 C1/7.

**La fédération montre les désastreux effets de la crise économique mondiale sur la corporation des Cheminots tant aux Etats-Unis d'Amérique puis Angleterre, Allemagne, Italie, Autriche, Pologne, Belgique, France...**

C'est autour des revendications qui touchent leurs quotidiens et leurs aspirations que leurs luttes que les cheminots sont appelés à se mobiliser pour le premier mai 1950, notamment sur le plan salarial où le gouver-

nement, le ministère et la direction refusent de répondre aux revendications tant attendues des 3000 F et quand les autres fédérations CFTC, FO et les cadres quittait le terrain de la lutte et de l'unité.

Cependant, il y a de l'argent. Mais cet argent est destiné uniquement à l'augmentation des dépenses de guerre. Or, les cheminots ne veulent pas la guerre : Ils veulent avoir de meilleurs salaires pour vivre.

Ils ne veulent pas se sacrifier pour les milliardaires américains et leurs domestiques, les gouvernants français.

Prenez votre place dans le grand combat pour la paix. Faites plus encore, constituez partout, dans les services, les établissements, vos Comités de Défense de la Paix.

**1956**

Sous le titre « JOURNÉE D'ESPOIR ET REVENDICATIVE »

Raymond Tournemaine, Président de la Fédération écrivait (*Extraits*).



Extraits de *La Tribune des cheminots*, n° 134, 2 mai 1936. Coll. IHS-CGT cheminots, 4 C1/7.

« ...les cheminots sont appelés à manifester pour une journée d'espoir, d'amélioration du sort de la classe ouvrière, de son pouvoir d'achat, de ses conditions de travail, des perspectives meilleures pour l'avenir ».

« Au cours de cette journée du 1<sup>er</sup> Mai, ainsi que dans nos manifestations et réunions, nous n'oublierons pas de réclamer, avec encore plus de vigueur et plus de persuasion, le cessez-le-feu et la négociation pour aboutir à la paix en Algérie »

« RENFORÇONS LE COURANT DE L'UNITE » : L'arme essentielle pour aboutir à des résultats, c'est l'unité d'action d'abord, l'unité syndicale ensuite.

**1<sup>ER</sup> MAI 1969**

La tribune des cheminots diffuse l'appel de la CGT :



Extrait de *La Tribune des cheminots*, n° 419, 17 avril 1969. Coll. IHS-CGT cheminots, 4 C1/7.

« Le 1<sup>er</sup> mai 1968... La détermination manifestée par les salariés annonçait l'affrontement qui allait opposer les travailleurs au pouvoir gaulliste et au patronat. En mai-juin 1968, des lieux de travail occupés dans l'ordre, la discipline et l'unité, s'élevait une double exigence, la satisfaction de vos revendications les plus urgentes et les plus vitales et les changements qui devront mettre un terme à la politique autoritaire et antisociale du pouvoir et du patronat. Guidés par les organisations de la C.G.T., vous avez déjoué les manœuvres gouvernementales et les provocations aventuristes. Unissant les audacieuses initiatives de la jeunesse à la réflexion des militants aguerris, vous avez su imposer les succès du printemps 1968, affirmer votre volonté d'un changement démocratique. »

1<sup>ER</sup> MAI 1981



Une de la Tribune des cheminots, n° 578, 1<sup>er</sup> avril 1981. Coll. IHS-CGT cheminots, 4 C1/7.

Le premier mai se déroule en pleine élection présidentielle, la CGT prend position...

Extraits de l'éditorial de Robert Dardevet, secrétaire fédéral.

« AGIR DANS LA CLARTÉ

La C.G.T. tient, contre vents et marées, les positions de défense des intérêts des travailleurs dans une situation originale. Depuis deux ans, nous sommes dans une nouvelle phase d'aggravation de la crise de la société capitaliste. Sur le plan syndical, nous sommes seuls à en tirer les conséquences, seuls à lutter tous azimuts contre l'austérité renforcée et profondément enracinée dans l'organisation

sociale, économique et politique de notre pays, dont sont victimes les travailleurs. Par l'action revendicative, la lutte pour le changement, nous avons la capacité de riposte et l'orientation qui convient, nous ne sommes pas isolés. La C.G.T. affirme fermement, sans concessions, ni atermoiements, son rôle, sa raison d'être l'organisation combative qui lutte avec les salariés ».

1<sup>ER</sup> MAI 2003

Sous le titre « Nous voulons la paix et le progrès social! Extrait de l'éditorial de Jean-Michel Sgorlon, secrétaire général adjoint;



Une de la Tribune des cheminots, n° 802, avril 2003. Coll. IHS-CGT cheminots, 4 C1/8.

« ...Message qui résonnera à nouveau dans toutes les grandes villes du monde, le 1<sup>er</sup> Mai. Cette journée internationale de fête du Travail et de lutte revêt un caractère particulier cette année, notamment dans notre pays où les décisions gouvernementales et patronales plongent la nation dans la régression économique et sociale.

Fermetures d'entreprises, licenciements massifs, privatisations se conjuguent avec les attaques contre les retraites, la protection sociale, les services publics, le pouvoir d'achat, les libertés individuelles et collectives... ».

# Du Secours rouge international au Secours populaire

*L'histoire de notre fédération depuis le secours rouge international puis le Secours populaire de France et des colonies puis le Secours populaire Français s'écrit dans une lignée de convergences permanentes et complémentaires de leurs combats, incarnant une notion révolutionnaire de la solidarité.*

## Une histoire en trois étapes<sup>55</sup>

### I. 1923-1936 : le Secours rouge international



Source : Archives nationales.

Dans les années 1920, la Première guerre mondiale a profondément marqué la France. Des millions de civils ont été victimes des combats et des destructions. Des militants communistes vont créer, en 1923, la section française du Secours rouge international, à laquelle participent également des antifascistes, des intellectuels de renom comme Henri Barbusse, Romain Rolland ou Francis Jourdain.

L'association va s'intéresser au sort des bagnards, des militants anticolonialistes, des ouvriers licenciés pour activité syndicale ou politique, des prisonniers politiques et de leurs familles. Elle va, entre autres actions, largement participer aux rassemblements en France demandant la grâce de Sacco et Vanzetti, injustement condamnés à mort et exécutés en 1927.

Dès cette période, l'association développe des activités sociales destinées aux enfants démunis : colonies de vacances, aide aux enfants des chômeurs dont elle rend compte dans son magazine, La Défense, créé en 1926.

### II. 1936-1945 : le Secours populaire de France et des colonies

À la faveur du Front populaire et dans l'intention de s'ouvrir plus largement à la société civile, l'association change de nom pour devenir le Secours populaire de France et des colonies en 1936. C'est en 1938 que le slogan « Tout ce qui est humain est nôtre » devient la devise de l'association, toujours en vigueur aujourd'hui. Le Secours se fait l'expression de la solidarité populaire. Déjà très engagé dans la dénonciation des conditions de vie des populations natives dans les colonies, il organise aussi l'aide à l'Espagne républicaine, notamment en apportant de l'aide matérielle sur place puis en soulageant les familles

réfugiées en France et souffrant dans les camps d'internement. Il apporte également soutien aux populations réfugiées de l'est et du sud de l'Europe fuyant les régimes fasciste et nazi jusqu'en 1939.

Durant la Seconde guerre mondiale, le Secours populaire français, malgré son interdiction, poursuit ses actions de solidarité, édite des numéros de La Défense dans la clandestinité. La moitié des cadres dirigeants sont fusillés ou déportés pendant l'Occupation. L'association se réorganise dans le Paris de la Libération et envoie, dès décembre 1944, des enfants en vacances.



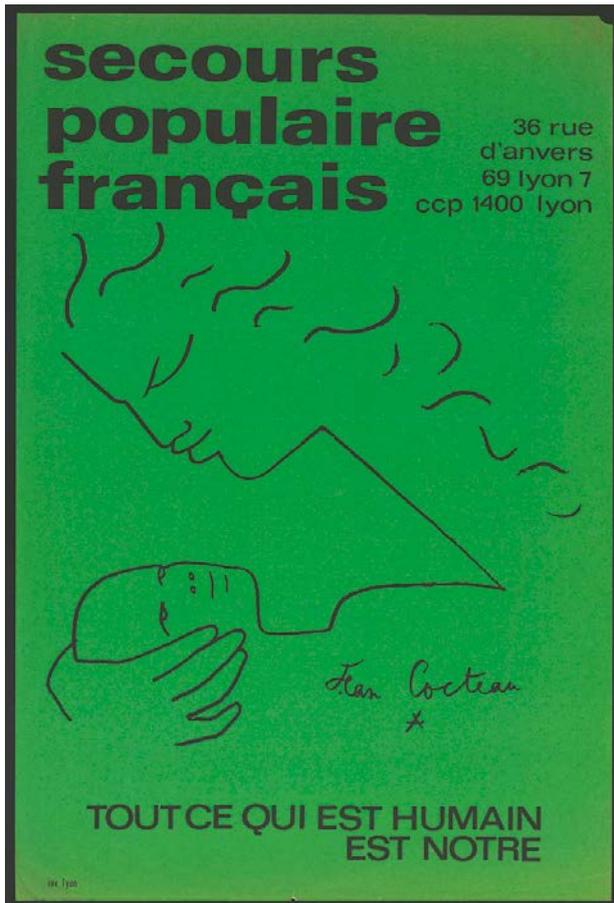
Affiche, 1936. Source : gallica.bnf.fr / BnF.

### III. Depuis 1945, le Secours populaire français

Le Secours populaire français naît en 1945 de la fusion du Secours populaire de France et de l'Association nationale des victimes du nazisme (ANVN.).

L'association soutient les grévistes et victimes des répressions politiques entre 1945 et 1948. Elle intervient auprès des populations victimes des guerres coloniales de Madagascar (1947-1948), d'Indochine (1945-1954), du Vietnam (1960-1975) et d'Algérie (1954-1962) en

55. Source : page web du secours populaire français <https://www.secourspopulaire.fr/qui-sommes-nous/histoire/>



Affiche du Secours populaire français d'après un dessin de Jean Cocteau, 1960. Archives nationales du monde du travail, 1998 20 402.

offrant un soutien juridique important prodigué par les « Avocats du Secours populaire ». Il aidera aussi les victimes des dictatures, en Espagne et en Grèce entre 1945 et 1976.

Dès la fin des années 1950, l'idée de solidarité s'élargit : elle est désormais morale et matérielle.

En 1959, le Secours populaire français aide les victimes de l'effondrement du barrage de Malpasset, près de Fréjus, et ceux du tremblement de terre d'Agadir au Maroc en 1960. Il aide les enfants des grévistes lors de la lutte des mineurs en 1963 et des grandes grèves de 1968. La campagne de Noël pour les enfants et les personnes âgées s'intensifie. De nombreuses personnalités du monde artistique et culturel soutiennent ses actions, notamment Jean Cocteau qui donne des illustrations pour des affiches ou des publications.

Au cours des années 1970, le Secours populaire français développe de nouveaux axes de réflexion et d'action. Ainsi, l'aide à l'enfance passe par la création de la campagne des Pères Noël verts et de la Journée des Oubliés des vacances. Ensuite, l'association engage tous ses militants dans la récupération des surplus agricoles d'abord français (puis européens à partir de 1984). Enfin, la solidarité mondiale s'exerce dans les pays frappés par la dictature comme l'Espagne, la Grèce ou le Chili où le Secours populaire se rend dès 1973. Plusieurs campagnes se succè-

deront pour apporter de l'aide matérielle aux familles des emprisonnés ou disparus. Le disque Chants pour les enfants du Chili sortira en 1977, avec les chansons des plus grands artistes de l'époque.

Dans les années 1980, le Secours populaire français prend en compte les grands changements de la société liés à la crise et au développement de la misère.

Par le choix de son logo, signé Grapus<sup>56</sup>, et son nouveau magazine, Convergence l'association affirme pleinement sa stratégie dans de nouvelles formes de solidarité. La permanence d'accueil et de solidarité devient le pivot des actions au centre de laquelle peuvent s'organiser les libres-services alimentaires nés des surplus, l'accès aux vacances, l'accès à la culture pour tous, les points Jeunes pour lutter contre l'exclusion et redonner de la dignité à ceux qui croient l'avoir perdue.

Fort de son expérience, le Secours populaire français innove sur les questions d'implication bénévole : il favorise la participation des personnes aidées dans un souci de refus de l'assistanat. Les Nouveaux cahiers de doléances de 1989 recueillent la parole des « sans-voix » pour être remis à Matignon, dans les préfectures et les conseils généraux. Le prolongement de l'action prendra le nom « Le dire pour agir ». L'association est alors agréée comme association nationale d'éducation populaire le 10 janvier 1983, puis reconnue d'utilité publique le 12 mars 1985. L'aide internationale, qui s'appuie sur l'héritage des luttes anti-coloniales, s'intensifie via des projets de développement toujours portés par des partenaires locaux. En 1991, le Secours populaire français se voit décerner le label « Grande cause nationale ». Dès lors, il élargit considérablement son activité et sa notoriété. A la suite de l'adoption par les Nations unies de la Déclaration des droits de l'enfant, le mouvement Copain du monde, créé en 1992, donne aux enfants le loisir de pratiquer la solidarité.



Affiche réalisée par le collectif Grapus. Dépôt GRAPUS - Archives Communales d'Aubervilliers, 10 Fi 641.

56. Grapus est un collectif de graphistes fondé en 1970 par Pierre Bernard, François Mische et Gérard Paris-Clavel.

Dès 2000, les grandes manifestations organisées pour la Journée des oubliés des vacances à Paris Bercy, au Stade de France et au Champ-de-Mars sont des succès populaires. Le travail en faveur des enfants vaut au Secours populaire français d'être reconnue comme association complémentaire de l'enseignement public. Dans le même temps, les actions menées par l'association lors des grandes catastrophes comme le tremblement de terre en Haïti et le tsunami en Asie du Sud-est confirment sa place dans le champ de l'aide au développement à une échelle jamais atteinte.

Aujourd'hui, affirmant son indépendance totale à l'égard de l'Etat, des partis politiques et des syndicats, le Secours populaire français se veut « aiguillon des pouvoirs publics ». Il est avant tout, l'avocat des pauvres.

Il favorise également les partenariats avec les entreprises pour développer ses actions de solidarité tout en continuant de coopérer avec d'autres associations. Dans ce

sens, pour défendre une aide alimentaire européenne à la hauteur des besoins, le Secours populaire français a, depuis 2010, engagé tous ses moyens pour maintenir le Programme européen d'aide aux plus démunis (PEAD) avec les Banques Alimentaires, la Croix-Rouge française et les Restos du Cœur. La mise en place du Fonds européen d'aide aux plus démunis (FEAD) a été obtenue.

En 2015, l'association fête ses 70 ans, 70 ans qui constituent le socle de nouvelles ambitions de solidarités locale et mondiale. La Fédération des cheminots et le Secours populaire mènent ensemble et unissent leurs forces dans le respect de leurs prérogatives pour apporter des réponses avec des actions communes et des aides mutuelles.<sup>57</sup>

---

57. Pour en savoir plus, nous vous recommandons quelques ouvrages : Le Secours populaire 1945 – 2000, du communisme à l'humanitaire par Axelle Brodriez Ed. Presses de Sciences Po, 2006 Julien Lauprêtre, sa vie, son œuvre au Secours populaire. Paul Dunez. L'Harmattan, 2009.

# La création de l'Orphelinat Syndical

*En 1903, les militants du Syndicat National des Chemins de Fer en émettent l'idée qui fit rapidement son chemin et devint une réalité l'année suivante.*

## Compte rendu du 14<sup>e</sup> Congrès National

### SIXIÈME SÉANCE

Samedi 2 mai, matin.

La séance est ouverte à 8 heures sous la présidence du camarade MERRIER, de Paris-Orléans, assisté des camarades BAILLEUL, de Sotteville et RENAUDIN, de Mantes.

#### CRÉATION D'UN ORPHELINAT

L'ordre du jour appelle la discussion des propositions ci-après, relatives à la création de diverses œuvres de solidarité :

- a) *Création d'un orphelinat syndical ;*

Extraits de *la Tribune de la Voie ferrée*, n° 258, 12 juillet 1903. Coll. IHS CGT cheminots, 2 C.

Au Congrès de mai 1904<sup>58</sup>, l'Orphelinat Syndical, tel était alors son nom premier, était créé et le Journal Officiel des 15 et 16 juillet de la même année consacrait son existence.

Dès ses débuts, il compta 481 adhérents et secourut presque aussitôt 12 pupilles.

Deux ans plus tard, le 4 février 1906 un congrès extraordinaire se tint à Paris pour donner à « l'Orphelinat du Syndicat » une administration distincte. L'œuvre qui prendra le nom de « Orphelinat National des Chemins de fer de France » se développa rapidement. Ses animateurs songèrent alors à la doter d'un établissement dans lequel pourraient être reçus, dans un cadre vraiment familial, les enfants ayant perdu leur père, leur mère ou les deux. Pour parvenir à ce stade, pour arriver à réaliser un projet aussi vaste, il fallut un certain nombre d'années, car les ressources de l'Orphelinat étaient modestes, comparativement aux charges qui, déjà, alourdissaient son budget. Quelques dons généreux, les collectes faites au cours des réunions syndicales ainsi qu'une part des bénéfices réalisés lors du lancement d'une loterie nationale, organisée sous l'égide et le concours du gouvernement de l'époque, permirent enfin l'acquisition, en mai 1911, du château d'Avernes situé en plein Vexin dans le département du Val d'Oise.

En 1911, une phase nouvelle, pleine d'espoir, commençait pour l'Orphelinat National des Chemins de fer de France. L'hébergement de nos pupilles devient une des activités dominantes de l'association sans pour autant dévaloriser les allocations versées aux pupilles restés dans leur famille. Notre établissement d'Avernes jouera aussi

L'ordre du jour suivant est mis aux voix et adopté à l'unanimité :

*Les délégués au 14<sup>e</sup> Congrès national consacrent le principe de la création d'un Orphelinat, dont le fonctionnement n'aura lieu qu'après constatation par le Conseil d'administration du Syndicat national des ressources suffisantes lui en permettant l'établissement.*

Signé : AUDUREAU, de Saintes et les Sables-d'Olonne ; GABORIT, de La Roche-sur-Yon et Cholet ; LACARRÈRE, de Thouars et Loudun ; LAPARRA, de Tours et Courtalain ; CONTI, de Paris-Ouest R. G. et Etat ; EYZAC, de Vendôme.

La séance est levée à midi.

Les secrétaires du Congrès :

BIDAMANT, FAURE, GAYDE.

un grand rôle dans le développement de la solidarité nationale et internationale.

1914-1918 : accueil d'enfants de réfugiés victimes de la guerre.



Foyer du Vésinet. Source : [www.oncf.asso.fr](http://www.oncf.asso.fr).



Accueil des enfants de Bilbao. Source : [www.oncf.asso.fr](http://www.oncf.asso.fr).

58. Source site web <https://www.oncf.asso.fr/histoire>.

**En 1931**, les administrateurs de l'Orphelinat décident de construire un foyer au Vésinet pour accueillir les adolescents jusqu'à la fin de leurs études d'apprentissage.

**1937-1939** : accueil de 62 pupilles espagnols victimes de l'action fasciste contre la République espagnole. Des orphelins vietnamiens ont été accueillis durant la longue guerre que leur pays a connue.

**1948**, l'association acquiert le Pecq pour héberger les adolescentes.

**En 1951**, elle acquiert la Bouzareah pour accueillir les enfants des cheminots algériens, établissement qui sera cédé aux cheminots algériens en 1962, à la fin de la guerre d'Algérie. Depuis sa création, l'ONCF a dû constamment s'adapter aux mutations sociales et politiques. Son action de solidarité et son développement ont toujours été très étroitement liés avec l'évolution des acquis des luttes et la réponse effective aux besoins sociaux de ses pupilles.

Ainsi, et pour ne prendre qu'un exemple, **durant les années 1965-1970**, le développement des luttes et l'évolution positive qui en a résulté ont permis le maintien des pupilles dans leurs familles et, par conséquent, une forte diminution des demandes d'hébergement dans nos établissements. En 1977, c'est à partir de cette évolution que les militants participant au XII<sup>e</sup> congrès, décidaient, avec lucidité et courage, le principe de la fermeture de nos établissements dans le temps avec le souci de préserver l'avenir de l'association par la réorientation et le développement de notre politique de solidarité.

**1980** : Fermeture du Pecq



Château d'Avernes, vers 1910. Source : [www.oncf.asso.fr](http://www.oncf.asso.fr).

**1981** : Fermeture du Vésinet. Notre établissement d'Avernes accueillait 15 de nos pupilles en séjour de vacances, avec prise en charge financière totale par notre association.

**En décembre 1984** elle répondra à l'initiative de solidarité internationale « Noël Enfant » lancée par la CGT pour soutenir la longue grève des mineurs anglais en faisant un don de 10 000 F.

**1985** : Fermeture d'Avernes Dans le même temps, un effort très important a été fait en matière d'allocations versées à nos pupilles.

Pour ne prendre qu'un exemple, de 1980 à 1985, l'al-

location de base (orphelin de père ou de mère) a été revalorisée de 500 à 1 900 F (soit 380 %). Notre politique de solidarité s'est aussi développée pour répondre aux besoins de loisirs et vacances de nos pupilles. En 1986, avec le concours de la Fédération CGT des Cheminots, un premier séjour de neige était organisé pour nos pupilles dans la vallée de Chamonix, au chalet Pierre Semard. En 1987, le Conseil d'Administration de l'ONCF a décidé de verser 40 000 F au Fonds de solidarité des cheminots en lutte à la suite de leur grande grève (décembre 86 – janvier 87).

**Avec le concours du CCE SNCF**, nous offrons à l'ensemble de nos pupilles de 4-17 ans, des séjours de vacances entièrement gratuits, été comme hiver, et, pour les 18-25 ans, de nombreux séjours de vacances spécialisés en France et à l'étranger avec prise en charge à 90 % par l'ONCF. Depuis, le nombre de nos pupilles bénéficiaires de ces types de séjours de vacances ne cesse de progresser.

**De 1990 à 1996**, et toujours avec le concours du CCE SNCF et de l'Orphelinat des Chemins de Fer Espagnols ont eu lieu des échanges de pupilles. Outre l'approche des richesses culturelles de chacun des pays et l'intérêt de parfaire, pour certains, l'usage de la langue, ce type d'échange permet le tissage et le renforcement de liens d'amitié entre jeunes de pays différents. Il conforte l'action que mène notre association en faveur de la paix et contre le racisme.

Notre association, indépendamment du développement de sa politique de solidarité, va aussi, durant cette même période, jouer un rôle au niveau national et international.

**Depuis 1991**, une aide a été instaurée pour favoriser l'accès à la culture nécessaire à l'épanouissement de nos pupilles; tout en continuant à agir pour exiger que l'état et les pouvoirs publics, locaux et régionaux, assument leurs responsabilités.

**En 1994**, année du quatre-vingt-dixième anniversaire, notre association a marqué cet événement en lançant la construction d'un centre d'accueil dans le but d'accueillir nos pupilles en cours de scolarité ou suivant des études supérieures, en apprentissage ou en formation professionnelle, à la recherche d'un emploi ou de stages. Ce centre aura aussi pour mission de répondre à leurs besoins culturels, de loisirs et de vacances.

**En 1995**, année de notre XIII<sup>e</sup> congrès, pour la première fois, nous avons organisé un séjour pour nos pupilles handicapés de moins de 30 ans, accompagnés d'un parent, au chalet Pierre Semard. Ce fut une réussite. L'ONCF a permis aux présents (handicapés ou non) de redécouvrir la force de la solidarité. « Une première »... une réussite... qui se renouvelle tous les ans.

**En 1996**, nous avons inauguré notre Maison d'accueil située près de la mairie de Montreuil. Cette réalisation se situe aujourd'hui dans la continuité de l'action de notre association et de la reconstitution de son patrimoine immobilier. Dès l'ouverture, cinq de nos pupilles suivant des études en Ile-de-France y sont accueillis; il est à noter

que trois d'entre-eux ont repris leurs études grâce à cette opportunité.

**En 1997**, un week-end culturel est proposé aux pupilles pour leur faire découvrir le salon du livre de Montreuil. Cette initiative a lieu désormais tous les ans et voit le nombre de pupilles présents augmenter chaque année. Elle est complétée par diverses activités organisées avec l'aide des militants des groupes et des comités régionaux, qui font découvrir tantôt la cité de l'espace à Toulouse, tantôt la patrouille de France à l'entraînement à Aix en Provence, ou encore Brest 2000, le salon de la BD à Angoulême, le festival du cinéma à Cannes, à Gérardmer ou à Clermont-Ferrand, et aussi la pratique de l'attelage près de Pau.

**En 1998**, afin d'accroître ses offres en matière de loisirs/vacances, l'ONCF, partenaire avec la Fédération CGT

des Cheminots au sein d'une société civile, propose à ces pupilles de séjourner au Chalet Pierre Semard dans la vallée de Chamonix, grâce à une bourse qui vient en déduction des frais de séjour selon le type de prestation choisie.

**En 2001**, cette aide sera doublée pour nos pupilles handicapés. Pour répondre à des besoins identifiés et ponctuels des pupilles, le conseil d'administration décide la création d'un Fonds Spécial de Solidarité.

**Le 8 juillet 2014**, l'ONCF marquait brillamment son centenaire de solidarité

L'Orphelinat National depuis sa création, du fait de sa sensibilité, a constamment lié son action avec celle du mouvement ouvrier, et plus naturellement avec l'action menée par la Fédération CGT des Cheminots, dont il est l'une des réalisations sociales.

## Morceaux choisis

Louis Aragon écrit alors le recueil de poèmes « Persécuté persécuteur ». Il exprime l'inhumanité de cet événement dans « Mars à Vincennes »<sup>59</sup> :

### Il pleut sur l'Exposition coloniale

Les Pénitents Les Rois Fainéants Les Sénégalais  
 L'automobile du Roi du Caoutchouc  
 L'Exposition coloniale  
 L'anneau dans le nez de la Religion catholique  
 Les hosties de la Défense nationale  
 Fétiches fétiches on te brûle si tu fais  
 la nique à des hommes couverts de sabres et dorures  
 et l'outrage aux magistrats dans l'exercice de leurs fonctions  
 l'Exposition coloniale  
 L'anneau dans le nez de la Troisième République l'enfement obligatoire  
 Il faut des soldats à la Patrie  
 L'Exposition coloniale  
 Palmes pâles matins sur les Iles Heureuses  
 palmes pâles paumes des femmes de couleur  
 palmes huiles qui calmez les mers sur les pas d'une corvette  
 charmes des spoliations lointaines dans un décor édénique  
 De nouvelles Indes pour les perversités du Percepteur  
 et le Missionnaire cultive une Sion de cannes à sucre  
 tandis que le nègre Diagne élevé pour la perspective à la dignité ministérielle  
 administre admirablement massacrés et massacreurs  
 sous l'égide du coq tricolore ô Venise  
 Othello la nuit n'est plus noire  
 Aujourd'hui malgré les illuminations modernes  
 Les bourreaux chamarrés parlent du ciel inaugural  
 de la grandeur de la France et des troupeaux d'éléphants  
 des navires des pénitentiaires des pousse-pousse  
 du riz où chante l'eau des travailleurs au teint d'or  
 des avantages réservés aux engagés volontaires de l'infanterie de marine  
 du paysage idéal de la baie d'Along  
 de la loyauté de l'indigénat chandernagorique  
 Soleil d'au-delà des mers tu angélises  
 la barbe excrémentielle des gouverneurs  
 Soleil de corail et d'ébène  
 Soleil des esclaves numérotés  
 Soleil de nudité soleil d'opium soleil de flagellation  
 Soleil du feu d'artifice en l'honneur de la prise de la Bastille  
 Au-dessus du Cayenne un quatorze juillet  
 Il pleut il pleut à verse sur l'Exposition Coloniale

59. Source musée de l'Histoire de l'immigration.

**Dans notre prochain numéro vous retrouverez notre solidarité ...**

#### Aux quatre coins du monde

*La guerre d'Indépendance dans le Rif*  
*Solidarité avec nos camarades d'Espagne*  
*Des sales guerres d'Indochine et du Vietnam*  
*La solidarité avec le syndicat des cheminots du Vietnam*  
*Les années de guerre et de luttes pour la paix en Algérie*  
*Solidarité avec le peuple chilien*

*Avec le Cambodge acte de paix et de solidarité*  
*Un bateau pour le Nicaragua*  
*En Palestine, l'histoire se perpétue*  
*Afrique du Sud : la lutte contre l'apartheid*  
*Avec les cheminots cubains*

